R G B WH GR BL
Grey Scale #13
C M Y K
Part Code
ST1316
DANES-PICTA .COM
A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19
Colour Chart #13
Blue Cyan Green Yellow Red Magenta White 3/Color Black
Inches
Centimetres

GALERIE
MILITAIRE.

GALERIE MILITAIRE,

OU

NOTICES HISTORIQUES

SUR

LES GÉNÉRAUX EN CHEF, GÉNÉRAUX DE DIVISION, etc.; VICE-AMIRAUX, CONTRE-AMIRAUX, etc.,

Qui ont commandé les Armées françaises depuis le commencement de la révolution jusqu'à l'an XIII.

OUVRAGE ORNÉ DE PORTRAITS.

PAR F. BABIÉ ET L. BEAUMONT.

..... Eternisons notre France chérie;
Disons aux temps futurs quels étaient nos héros.

TOME PREMIER.

A PARIS,
Chez BARBA, libraire, Palais du Tribunat, Galerie derrière le Théâtre français, n°. 51.

AN XIII.

92(2Lwowe):355(323.32):940

7445/1

GALERIE MILITAIRE.

ABATTUCCI.

Si la vie des généraux français qui ont vaincu l'Europe et lui ont donné la paix appartient dès ce moment à l'histoire, la France reconnaissante réclame sur-tout de l'historien qu'il retrace les traits fidèles des guerriers morts au champ d'honneur. Ils ne sont plus, mais leurs noms occupent la première place dans le cœur de leurs concitoyens, et ils passeront glorieux à la postérité. Dugommier, Desaix, Kleber, Joubert, Hoche, Dampierre, et vous tous, guerriers magnanimes que le sort des armes a moissonnés, votre mémoire est immortelle comme vos exploits! Ton nom survivra de même à l'oubli, brave

Abattucci ! Enlevé trop tôt à ta gloire future, à ta patrie, à ta famille, tes premiers pas dans la carrière des armes t'ouvraient déja un chemin à la célébrité, lorsqu'un coup funeste vint te frapper au milieu des combats.

Abattucci appartenait à l'une des premières familles de Corse, et fut admis dans sa jeunesse à l'École-Militaire de Metz, où son desir de s'instruire et son amour pour le travail le firent bientôt distinguer. Cette similitude d'éducation et de patrie avec Bonaparte est peut-être à remarquer. Brave, et aimant les armes avec passion, affrontant le péril dans les batailles et étudiant son art dans les camps, quels n'eussent pas été ses succès, si le sort des combats avait respecté ses jours !

Ce fut en 1790 qu'il sortit de l'École-Militaire et fit ses premières armes; il servit trois ans dans le deuxième régiment d'artillerie à pied; son corps se fit connaître dans plusieurs circonstances, et toujours Abattucci se faisait remarquer par son

courage. En 1793, la guerre étant poursuivie avec plus de vigueur, il eut encore plus d'occasion de se signaler ; il servait alors dans l'artillerie à cheval. Le général Pichegru, qui croyait avoir vu dans Abattucci plus que d'heureuses dispositions, l'éprouva dans plusieurs affaires, s'intéressa à son avancement, et, convaincu bientôt qu'il réunissait tout ce qui fait un bon officier, il se l'attacha comme aide-de-camp. Pichegru conquit la Hollande, et le jeune Abattucci contribua au succès de cette campagne, que les meilleurs généraux placent au rang des plus mémorables de cette guerre.

Plus curieux d'apprendre l'art des combats sous un tel chef que de s'avancer rapidement, il refusa plusieurs fois le grade d'adjudant-général auquel il était appelé ; mais les armées devenant chaque jour plus nombreuses, les dangers plus grands, les occasions de se distinguer plus fréquentes, il accepta ce grade, qu'on lui offrait pour la troisième fois. Ce fut en cette qualité qu'il dirigea, avec deux autres adjudans-

généraux, le premier passage du Rhin. Sa prudence, son activité, les talens militaires qu'il deploya dans une occasion aussi importante, le firent nommer général de brigade.

Il commandait l'avant-garde de l'aile droite de l'armée, sous les ordres de Férino, à la journée du 7 fructidor an 4, où Moreau, avec des forces bien inférieures à celles de l'ennemi, passa la Lech, battit le prince Charles, et dégagea le général Jourdan, dont l'armée se trouvait alors dans une position embarrassante. Les Autrichiens, qui étaient de beaucoup supérieurs en nombre aux Français, recevaient chaque jour des renforts; ils tenaient en échec Jourdan, dont les forces ne pouvaient agir, et défendaient tous les passages de la Lech, par lesquels Moreau aurait pu pénétrer. Le général français, malgré tant d'obstacles, résolut d'attaquer le prince Charles; il comptait sur la bravoure du soldat, l'intelligence et l'intrépidité de ses officiers; il ne se trompait pas.

A quatre heures du matin, l'aile droite,

aux ordres de Férino et guidée par Abattucci, passa la Lech la première, à un gué que l'ennemi gardait faiblement, et donnal'exemple au reste de l'armée. Les volontaires avaient de l'eau au dessus des reins et portaient leurs gibernes sur leurs têtes. Le courant était si rapide, que le premier peloton fut entièrement entraîné; grand nombre de soldats se noyèrent. Cet événement fâcheux parut un moment ébranler l'ardeur de la troupe, mais le bon exemple et le courageux dévouement des chefs l'eurent bientôt ranimée. Abattucci, secondé par le général Montrichard, se précipita dans le fleuve à la tête des troupes. Un tel exemple d'intrépidité devait produire son effet sur les braves qu'ils commandaient; tous s'empressèrent de suivre leurs chefs, et bientôt l'aile droite de l'armée atteignit le rivage opposé. Les soldats en traversant le fleuve semblaient avoir oublié que plusieurs de leurs camarades venaient de s'y noyer sous leurs yeux, et cet accident, qui les avait arrêtés d'abord, n'était alors pour eux qu'un motif de

plaisanterie, et le sujet de quelques jeux de mots.

Abattucci disposa son avant-garde en ligne de bataille, prête à recevoir l'ennemi. Il ne tarda pas en effet à être attaqué, mais toutes les troupes qu'il avait à combattre sont repoussées vigoureusement; il marche avec rapidité sur Kussing, s'en empare et prend une position avantageuse. Il y reçut l'ordre de se porter sur la grande route de Munich, pour ôter cette retraite à l'ennemi.

Toutes ces dispositions, habilement exécutées, ne contribuèrent pas peu au succès de cette journée, qui coûta aux Autrichiens quatorze pièces d'artillerie, deux drapeaux, quarante officiers supérieurs, et plus de deux mille prisonniers.

Le général Moreau, dans le compte qu'il rendit alors de cette affaire au directoire exécutif, fit le plus grand éloge de la bonne conduite des troupes, et cita le général Abattucci, parmi quelques autres généraux, pour le bel exemple d'intrépidité qu'il offrit aux soldats en cette occasion. Il attribuait à

ses talens militaires une partie de cette victoire, bien importante sans doute, puisqu'elle décida quelques jours après la prise de Munich, et força l'électeur de Bavière à envoyer auprès du général français des plénipotentiaires chargés de faire sa paix avec la république.

L'attaque du pont d'Huningue par les Autrichiens lui offrit d'autres lauriers à cueillir, mais ces lauriers devaient être entremêlés de cyprès. Dans la nuit du 10 au 11 frimaire, l'ennemi tenta d'emporter d'assaut la tête du pont. Environ sur les onze heures du soir, et favorisés par une épaisse obscurité, les Autrichiens, formés sur trois colonnes, se dirigèrent sur les faces et le saillant de la demi-lune, s'y précipitèrent, forcèrent toutes les barrières et escaladèrent cet ouvrage, que les Français se virent contraints d'abandonner, en se retirant dans l'ouvrage à corne. L'ennemi tenta de l'emporter sur-le-champ, mais le général Abattucci, qui en défendait la barrière, rendit ses efforts inutiles. Voyant que le feu dirigé de l'ouvrage à

corne sur la demi-lune ne pouvait en chasser l'ennemi, qui tentait au contraire de s'y loger, il se détermina à faire une vigoureuse sortie, qu'il exécuta avec une intrépidité au-dessus de tout éloge. Les soldats qu'il commandait chargèrent l'ennemi avec une vigueur dont il y a peu d'exemples, et parvinrent à le déloger de tous les ouvrages, qu'il laissa couverts de ses morts. La poursuite eût encore été beaucoup plus meurtrière, sans une blessure grave que reçut Abattucci dans le combat. Les Autrichiens y perdirent environ deux mille hommes. L'ardeur des assiégés était telle que les canonniers, ne pouvant plus faire feu de leurs pièces, mettaient le feu aux obus, et les roulaient dans les fossés, remplis d'ennemis. Abattucci ne survécut que quelques heures à sa blessure; il mourut à l'âge de vingt-six ans, estimé des officiers de l'armée, et regretté du soldat, auquel il donnait toujours l'exemple du courage.

Il était digne du vainqueur de Moerskirch et de Hohenlinden d'honorer la

mémoire d'un officier dont la perte laisse de si justes regrets. Le général Moreau, lors de son retour d'Allemagne après la conclusion de la paix, fit ériger au général Abattucci un mausolée dans le lieu même qu'il rendit célèbre par sa mort glorieuse. Ce monument, honoré souvent des larmes du brave, est élevé dans la grande île du Rhin, en face du fleuve, où la tête du pont d'Huningue avait été construite, et dans laquelle Abattucci périt victime de son intrépidité.

ABOVILLE.

ABOVILLE commandait à Sarre-Louis à l'époque où des circonstances orageuses firent une loi à Dumourier d'abandonner son armée ; il crut qu'il était de son devoir de faire aux soldats sous ses ordres une proclamation dont le *Moniteur* (journal) nous a conservé toutes les expressions.

Aboville disait aux guerriers de sa division : « La gloire tutélaire de la liberté plane sur toute la surface de la France, et la garantit de tous les conspirateurs et les traîtres. » Le commandant de Sarre-Louis paraissait convaincu de la trahison de Dumourier; le portrait qu'il offre de ce général, que la fortune et son armée avaient abandonné, est tracé des couleurs les plus vives. C'est avec le sentiment de l'indignation qu'il offre l'historique des événemens qui précédèrent la fuite de Dumourier. Il termine par ces mots sa bouillante procla-

mation : « Dans ce moment de crise où chaque bon citoyen descend au fond de sa conscience pour y scruter son cœur et le vivifier par de nouveaux sentimens de civisme et d'ardeur républicaine, où la sévérité de la loi appelait des généraux de cette armée pour leur faire rendre compte de leurs opérations militaires, où la méfiance allait planant sur la surface de la France et menaçait de désorganiser nos armées, le général s'applaudit d'avoir trouvé celle de la Moselle, avec le sang-froid et le courage des vrais républicains, animée par le seul desir de combattre pour la patrie, incapable de se livrer aux excès de la licence ou de la méfiance, et de servir les coupables projets d'un ambitieux : il la félicite sincèrement du bon esprit qui la dirige ; il ne peut qu'applaudir à son zèle vraiment républicain ; il compte que par sa bravoure elle justifiera l'espoir qu'elle a donné à la patrie dans la journée du 20 septembre et dans diverses occasions entre Sarre et Moselle.... »

Aboville, pendant la revolution, fut

nommé commandant de l'arsenal de Paris. Républicain, son patriotisme était pur. Il était du nombre de ces guerriers qui sous la monarchie s'étaient fait connaître par leurs talens militaires. C'était en Amérique qu'il avait appris à chérir la liberté, à lui tout sacrifier. Lors de la guerre des Etats-Unis, il servait en qualité de général d'artillerie dans l'armée de Rochambeau, et acquit par ses talens et son courage l'estime des insurgés et des Français.

En 1792, lorsque la guerre éclata, il fut placé par le gouvernement constitutionnel à la tête de nos armées. Ferme et inébranlable au poste de l'honneur, il resta fidèle à ses engagemens; et lorsque les magistrats et les guerriers servaient les factions et trahissaient même le parti qu'ils avaient embrassé, Aboville volait aux combats, à la victoire, et ne songeait qu'à la gloire que le soldat français sait acquérir.

Aboville était né dans cette caste privilégiée qui donnait un nouveau lustre aux vertus, mais qui semblait exposer à un plus grand avilissement l'être abruti par les

passions honteuses ou par les forfaits. Son éducation avait été soignée. Neveu d'un officier-général d'artillerie du même nom et décoré pour ses services, il avait acquis comme lui toutes les connaissances militaires, même celles qui, plus abstraites et plus difficiles, sont moins enviées de ceux qui suivent la carrière des armes. Attaché à l'arme du génie et de l'artillerie, comme Vauban et Montalembert il joignit la théorie à la pratique; comme eux, il sut concevoir, perfectionner; et, habile dans l'art d'Euclide et d'Archimède, il essaya de faire faire à l'art un pas de plus. Rival des plus habiles officiers artilleurs que nous opposait la coalition armée, il leur offrait l'homme de génie dans l'attaque et la défense; et nos généraux les plus célèbres ont avoué que son talent leur fut souvent utile, et décida quelquefois du sort des batailles. Emule de Villepatour, il fut un des meilleurs artilleurs qui aient paru pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI.

Au sein de la paix, Aboville a su se rendre encore utile à l'école de l'artillerie; on a de

lui de nouvelles roues pour les canons, qui facilitent la manœuvre, soulagent le canonnier et rendent le tir plus sûr. On a vu, à la dernière exposition des produits de l'industrie, dans la cour du Louvre, des modèles de ces roues qui ont fixé l'attention des connaisseurs.

Toujours attaché à son pays, à la gloire, à ses travaux militaires, Aboville veut être encore utile, et le gouvernement se fait un devoir de l'employer. Il est nommé inspecteur-général et président du comité central d'artillerie ; ces places distinguées étaient bien dues aux talens d'Aboville. Mais en accordant des récompenses au guerrier, le gouvernement ne devait pas oublier le citoyen. Bonaparte inscrit le nom d'Aboville sur la liste des candidats à présenter au sénat conservateur, et l'estime publique et la reconnaissance dictent au sénat le choix honorable qui place un brave guerrier parmi les membres qui composent la première autorité constituée de la république.

ANDREOSSY.

Aux beaux jours de la république romaine, lorsque l'amour de la patrie régnait dans tous les cœurs, on voyait des hommes élus par le peuple se distinguer de la foule de leurs concitoyens, et, par des actions d'éclat, par de grandes vertus, par des talens supérieurs et un courage magnanime, obtenir l'estime publique, les places et les distinctions qui leur étaient dues à tant de titres. Tel parut dans nos contrées, agitées par les orages révolutionnaires, Andreossy, dont les belles actions sont dignes d'être transmises à la postérité, qui s'offrit aux yeux des Français, malgré l'influence des factions et la fatalité des circonstances, comme un bon citoyen et comme un excellent officier, digne, par ses talens et ses qualités aimables, de l'estime et de la considération publique.

L'école d'artillerie se glorifiait d'avoir formé Andreossy; elle le désignait à ses

supérieurs comme un de nos plus habiles tacticiens, et l'offrait comme un de ces génies rares à qui nos armées seraient redevables un jour de la victoire, et la république de la suprématie dans l'art de la guerre.

Quelques faits obscurs, quelques services rendus à l'état, l'éloge que faisaient de lui les soldats et les officiers, n'étaient que le prélude de ce que devait obtenir un jour, par ses talens, ses travaux et sa rare valeur, l'estimable officier de génie Andreossy.

A cette époque l'armée d'Italie était commandée par l'enfant chéri de la gloire et le favori de la victoire : déja les aigles de l'empire, humiliées, étaient condamnées à une honteuse retraite; elles osaient cependant encore tenter les hasards et disputer le terrein. L'armée française est sur les bords du Pô : mille obstacles sont réunis pour lui fermer le passage; c'est là qu'il faut vaincre ou se condamner à son tour à une retraite dangereuse et pénible. Bonaparte ordonne, le génie dispose, tous les corps de l'armée font leur devoir; le fleuve

est rapide, profond et bien défendu, mais pour des Français il n'est point d'obstacle; les Autrichiens ont vu leurs ennemis à la nage fendre les flots du fleuve irrité; déja les Français sont sur la rive; les Autrichiens, épouvantés, se replient, cèdent le champ de bataille, et la conquête de l'Ausonie est assurée. Andreossy était alors chef de bataillon d'artillerie; par ses bonnes dispositions il avait contribué en partie au succès de la journée. Le héros qui se connaît en belles actions, Bonaparte, dans sa lettre au directoire, en parlant de ce passage mémorable, citait Andreossy, comme un des meilleurs officiers de l'armée.

Au siége de Mantoue, Andreossi contribua à décider la reddition de cette place importante. Le 30 thermidor an 5, Bonaparte écrivait au directoire. « Le général Serrurier ordonna au général Murât et à l'adjudant-général Vignolle, avec deux mille hommes, d'attaquer la droite du camp retranché des ennemis, dans le temps que le géneral Dallemagne, à la tête d'une bonne colonne attaquerait la gauche. Le

chef de bataillon Andreossy, officier du plus grand mérite, avec cinq chaloupes canonnières qu'il avait armées, alla donner à l'ennemi une fausse alerte ; et dans le temps qu'il attirait sur lui tous les feux de la place, les généraux Dallemagne et Murat remplissaient leur mission et portaient dans les rangs ennemis le désordre et l'épouvante. »

Couvert de gloire et de lauriers, Andreossy était digne des récompenses les plus signalées; Bonaparte l'associe à Joubert, et le charge de porter au directoire exécutif le drapeau que le corps législatif avait décerné, en signe de la reconnaissance nationale, à la brave armée d'Italie. Le directoire, après les conclusions de la paix avec l'empereur, donnait au général Bonaparte une fête, à son retour à Paris. Ce fut à cette brillante cérémonie qu'Andreossy, alors chef de brigade, fut présenté au directoire par le ministre de la guerre.

« Voilà, dit le ministre, cette enseigne illustrée par tant de victoires, qui flotta dans les campagnes d'Italie avec tant de

splendeur; elle vous est présentée par deux guerriers, le général de division Joubert et le chef de brigade d'artillerie Andreossy; l'un et l'autre ont mérité cette honorable mission par leurs talens, leur bravoure, et la part qu'ils ont eue aux lauriers cueillis en Italie. Elle vous est présentée avec le tableau des actions innombrables qui ont signalé la valeur de l'armée avec laquelle ils ont combattu. »

Le chef de brigade d'artillerie Andreossy, adressa aux directeurs le discours suivant :

« Citoyens directeurs, l'artillerie aurait-elle osé s'attendre à des distinctions particulières dans une armée où tous les corps ont rivalisé d'émulation ? Soldat obscur de l'armée d'Italie, je ne dois l'avantage flatteur d'être réuni au général Joubert pour la présentation de l'oriflamme, qu'à l'estime et la bienveillance du général Bonaparte pour un corps qui s'honorerait de l'avoir produit si les hommes de génie pouvaient appartenir à d'autres qu'à eux-mêmes. Il était encore capitaine dans cette arme lorsqu'il arracha Toulon aux Anglais ;

il méditait de grandes choses lorsque l'armée, après l'expédition de Saorgio dirigée par ses soins, et l'occupation du pays de Gênes, préparait de loin cette campagne immortelle qui a jeté les fondemens de la régénération de l'Italie, donné la paix au continent, affermi l'empire français et étendu ses limites. L'armée d'Italie a donc terminé ses travaux au-delà des Alpes ; elle a rempli en quelque sorte ses hautes destinées ; cette brave armée s'est montrée terrible aux ennemis du dehors, implacable pour les ennemis de l'intérieur, pour ces provocateurs du trouble et des déchiremens de la patrie : elle a dit un mot et les factieux ont pâli..... »

Le président, en donnant l'accolade fraternelle à Andreossy, lui dit : « Modeste Andreossy, vous cherchez en vain à vous dérober à votre gloire, les services importans que vous avez rendus à l'armée d'Italie vous signaleront à la patrie reconnaissante comme l'ornement de deux corps qui jouissent en Europe d'une réputation si distinguée. L'histoire, en racontant à la postérité les

hauts faits de l'armée d'Italie, ne manquera pas de lui dire que vous avez été constamment chargé de la partie la plus difficile et la plus essentielle sur ce théâtre de la guerre, celle de la direction des ponts; elle lui dira que c'est à votre génie, à votre intrépidité que sont dues ces marches si savantes et si rapides qui étonnèrent tant de fois l'ennemi et assurèrent les brillans succès inscrits sur ce drapeau. »

On ne pouvait passer sous silence les détails intéressans de cette auguste cérémonie. Elle fut trop honorable à nos armées, à Bonaparte, à Joubert, à Andreossy, au directoire, qui avait alors à récompenser de belles actions, les héros de la patrie et nos plus habiles généraux.

Le 25 ventose an 6, Andreossy est choisi un des quatre commissaires nommés pour organiser et faire les préparatifs de la descente en Angleterre. Digne de la confiance du directoire et de celle de ses collègues, il hâte les préparatifs, et déja le succès semble assuré. Tous les regards, tous les desirs étoient tournés vers la fière Albion.

Mais le génie a conçu un vaste et sublime projet; le directoire veut seconder l'ardeur du chef et le courage du soldat: peut-être même qu'il avait une arrière-pensée, celle d'exiler un grand homme et les héros vainqueurs des Alpes, de l'Italie, du Tyrol. Déja Toulon a vu dans son enceinte nos soldats, nos généraux et Bonaparte; déja flottent dans les airs les flammes de cette escadre qui va porter le soldat français sur les terres africaines, pour cueillir une ample moisson de gloire. Andreossy ne peut abandonner son général, les enfans de la victoire ne peuvent être séparés, Andreossy sera de l'expédition d'Egyte, et ses travaux, ses talens seront encore utiles à la patrie dans une terre étrangère.

Déja brille à côté du croissant le drapeau tricolore, l'Egypte est soumise, les beys sont en fuite, l'Egyptien paisible n'a trouvé dans les Français que des frères, des amis, nos soldats goûtent un moment de repos; mais Bonaparte est inquiet, sa grande ame ne peut concevoir que le directoire ait oublié ses services. Il ne peut

recevoir aucune nouvelle d'Europe, les ports de l'Egypte sont bloqués, toutes les relations qui lui parviennent annoncent que la politique astucieuse de l'Angleterre prétend profiter de l'affaire d'Aboukir pour séduire la Porte et la déterminer à une alliance offensive contre la France. Bonaparte aussi versé dans l'art de la politique que dans celui des combats, avait bien compris que si la Porte se déclarait pour l'Angleterre, il y aurait une opération combinée contre l'Egypte, et que les Français seraient attaqués par deux endroits différens, par terre et par mer, sur les côtes de Syrie et sur les plages d'Aboukir. Il se décide. Marcher en Syrie, châtier Djezzar, détruire les préparatifs d'une expédition contre l'Egypte dans le cas où la Porte serait liée à nos ennemis, lui rendre la nomination du pacha de Syrie si le croissant restait fidèle à la brave armée d'Orient, revenir en Egypte, battre deux fois l'ennemi avant que l'expédition maritime, protégée par l'Anglais, eût pu se montrer dans les parages de

Syrie ou d'Alexandrie ; tel fut le plan de Bonaparte, qui, dans l'exécution, obtint un succès complet.

L'œil attentif du général suit toutes les opérations qu'il a ordonnées pour le salut et la prospérité de sa conquête ; et tandis que des colonnes de l'armée française tiennent en échec les beys et leur armée découragée, il charge Andreossy, général aussi digne des éloges des savans que de ceux des militaires, de reconnaître et de soumettre le lac Menzalée, les bouches Pélusiaques. Ce n'est pas une simple expédition militaire confiée à Andreossy, son voyage a encore pour but les découvertes et les observations qui ont rapport aux sciences et aux arts. Le 2 vendémiaire an 6, il sonde les rades de Damiette, de Bougafie et du cap Bouger, ainsi que l'embouchure du Nil, pour déterminer les passes du Bogeze et la forme de la barre.

Le 11 vendémiaire, à deux heures du matin, il part de Damiette avec deux cents hommes et quinze djermes conduites par des reys du Nil : trois de ces djermes sont

armées d'un canon, il passe le Bogaze à sept heures, longe la côte, prend position à la bouche de Bibech, où il fait les mêmes opérations qu'à l'embouchure du Nil. Le 12 il pénètre dans le lac jusqu'à cinq lieues. Les reys, intimidés par la vue d'environ cent trente djermes chargées d'Arabes embarqués à Natarié, conduisent Andreossy et sa petite troupe vers Menzalée, et non vers Natarié, où il voulait se rendre. Tombé sous le vent, il est attaqué et poursuivi, mais il oblige l'ennemi, malgré son nombre, à se retirer avec perte; il se rejette sur Damiette et mouille devant Mimié. A neuf heures du soir, dans la nuit du 14 au 15, il est attaqué avec plus de violence, mais non pas avec plus de succès. Débarrassé des ennemis qu'il avait si maltraités, il poursuit le cours de ses observations, et après avoir visité les îles de Natarié, les ruines de Tinch, de Péluse.... etc, et le lac de Salchich, il est, le 2 brumaire, de retour à Damiette, après avoir heureusement terminé les reconnaissances, les sondes et la carte du lac pour la construc-

tion de laquelle il avait fait mesurer à la chaîne le développement de la côte sur une étendue de plus de quarante-cinq mille toises.

De nouvelles opérations lui sont confiées. Accompagné du citoyen Bertholet et de quatre-vingts hommes d'infanterie, il se rend du Caire à Terrané, d'où il part dans la nuit du 3 au 4 brumaire. Après quatorze heures de marche, il arrive au lac Natron, situé dans une vallée qui a plus de deux lieues de largeur. La nature a placé dans ce lieu plusieurs lacs qui contiennent environ six lieues. Trois couvens cophtes, dont un isolé, sont situés dans la vallée, vers le sommet de la pente opposée à Terrané.

Le 4 il visite les lacs; le 6 il se rend au fleuve Sans-Eau, grande vallée encombrée de sables, adjacente à celle des Natrons, et dont le bassin a près de trois lieues d'un bord à l'autre; il y trouve de grands corps d'arbres entièrement pétrifiés: il va bivouaquer le même jour au quatrième couvent qui est dans la direction

de Wardam. La vallée des lacs Natrons a quelques sources abondantes de très-bonne eau ; le Natron (1) y est d'une très-bonne qualité, et peut faire une branche de commerce très-importante.

Andreossy est de retour au Caire le 11 pluviose. Il rend compte de ses opérations. Tout ce qu'il a fait prouve son zèle, l'étendue de ses connaissances ; rien n'a échappé à ses recherches ; tout ce qui appartient à l'histoire naturelle, aux arts et aux sciences, a été examiné avec l'attention la plus scrupuleuse ; les sites ont été reconnus, les distances mesurées, et les rapports d'Andreossy ne laissent rien à desirer sur les localités, les mœurs, et les avantages commerciaux que les Français pourront retirer de cette partie de leur brillante conquête (2).

---

(1) Natron ou Natrum, substance alcaline que l'on trouve en Egypte, et qui est un vrai carbonate de soude.

(2) On lira avec quelque plaisir dans les Mémoires sur l'Egypte, publiés pendant les campagnes

Bonaparte est de retour de l'expédition de Syrie ; et lorsque ce héros méditait de grandes choses pour la gloire de l'Egypte, l'intérêt de la patrie, le devoir et l'honneur le rappellent en France. Andreossy suit son général en chef et revient avec lui en Europe. Bientôt il est à Paris, où il devient un des fondateurs du gouvernement du 18 brumaire. Il fut nommé chef de l'état-major-général de la dix-septième division militaire, sous les ordres du général Lefebvre. Depuis, le grade d'inspecteur-général de l'artillerie lui fut accordé, et il fut ensuite nommé chef de la troisième division du ministère de la

---

du général Bonaparte, dans les années 6 et 7. (Paris, Didot aîné, an 8, p. 243), un écrit du général Andreossy sur la vallée des lacs de Natron et celle du fleuve Sans-Eau. On lit dans le Moniteur un article, signé Andreossy, relatif à l'origine de ce lac, et qui présente des motifs propres à concilier l'opinion qu'il a émise dans son Mémoire sur l'Origine du lac Natron, et celle que E. F. Lantier a manifestée dans ses *Voyages d'Antenor* en Grèce et en Asie.

guerre; mais avant d'occuper ces places, Andreossy est employé, en qualité de général de division, chef provisoire de l'état-major-général de l'armée de Batavie, commandée par Augereau. C'est lui qui rendit un compte exact des différentes actions qui eurent lieu à l'attaque du château de Wurtzbourg, au combat de Burg-Eberach, où fut tué l'adjudant-commandant Deverine, qui disait en rendant le dernier soupir, aux carabiniers qui l'entouraient: « Mes amis, il est bien glorieux de mourir au champ d'honneur ». Andreossy rendit également un compte très-détaillé et très-exact du combat long et sanglant qui eut lieu entre Nuremberg et Lauff, où les Autrichiens, commandés par le général Klenau, furent complètement battus.

La France devait quelque reconnaissance à Andreossy. Bonaparte s'est acquitté de la dette nationale, et les Français ont applaudi. Celui qui guida nos bataillons à la victoire est trouvé digne de représenter une grande nation chez les Anglais, ce peuple fait pour juger et louer les héros. A son arrivée à

Londres, Andreossy est environné de l'estime publique, il est accueilli par les chefs de l'état ; et si la paix est maintenue entre deux peuples rivaux faits pour s'estimer, ce bienfait sera dû aux vertus d'Andreossy, à sa politique sage, aux moyens prudens qu'il emploie pour se concilier tous les cœurs, pour faire respecter le nom français, faire aimer son gouvernement, et se rendre utile aux deux nations.

ANSELME.

Les premiers événemens de la révolution ont été suivis d'autres événemens qui les ont presque fait oublier. Aux premiers désordres excités par des factieux qui voulaient renverser le trône, ont succédé bientôt d'autres désordres beaucoup plus affreux, et qui ont ensanglanté toutes les parties de la France. On n'oubliera jamais l'horrible règne de Robespierre, et l'on se souvient à peine des divisions que virent naître les premiers jours de l'assemblée nationale : il est pourtant nécessaire à l'historien de rappeler ces premières époques, puisqu'elles amenèrent la chûte du trône et les malheurs de la révolution.

Dans l'année 1792, les ennemis du trône et les partisans de la cour se livraient chaque jour des combats où l'un des deux partis devait nécessairement succomber ;

cette animosité, long-temps prolongée, ne pouvait manquer de produire un funeste exemple; les généraux et les soldats de l'armée de ligne prenaient ouvertement part à cette lutte : la plus grande partie des officiers dévoués à la cour lui formaient un rampart redoutable; mais ses ennemis acquéraient tous les jours plus d'influences, et se fortifiaient de sa faiblesse et de son indolence; ils opposaient les gardes nationales levées en masse à quelques régimens qu'ils redoutaient; ils tentaient de séduire les soldats et de les soulever contre leurs chefs. On sait à quels excès se portèrent alors dans les provinces plusieurs régimens lorsqu'on voulut leur faire prendre la cocarde nationale : nous ne nous étendrons pas sur les détails de ces désordres, parce que nous n'écrivons que l'histoire des généraux et non celle de la révolution.

Anselme était alors officier, lorsque cinq compagnies du régiment de Vermandois arrivèrent à Perpignan; c'était le jour de Pâques, et ces militaires s'étaient livrés dans un repas à tous les excès de la dé-

bauche. Echauffés par le vin, ils sortirent de table, parcoururent les rues, frappant tout ce qu'ils rencontraient, brisant les statues à coups de sabres et renversant tous les ornemens; les plus séditieux se portèrent au couvent des *Enseignantes*, consacrées à l'éducation des jeunes filles; la porte est aussitôt enfoncée, et ces furieux se précipitent dans le cloître. Les religieuses, effrayées, fuient, se cachent et peut-être auraient-elles reçu mille outrages, sans un homme qui vint à temps pour favoriser leur évasion et leur donner un asyle. On ne voyait aucun moyen de calmer ces furieux, la nuit favorisait leurs désordres, et personne ne se présentait pour en arrêter le cours. Anselme, averti à temps, affronta le danger; courut aux casernes pour parler aux séditieux le langage de la raison, fut assez heureux pour se faire écouter, et tout rentra dans l'ordre.

Ce trait fit connaître Anselme au commencement de la révolution; il jouissait alors de quelque réputation militaire; ses bonnes qualités, son instruction et sa pro-

bité le portèrent quelque temps après au commandement de l'armée du Var, qui agissait contre les Piémontais. Le genre de cette guerre, le terrain, le petit nombre des combattans, ne permettaient pas qu'il se livrât entre les deux armées de ces batailles dont le plan et la conduite démontrent le génie d'un grand général ; il n'y avait guère entre elles que des combats partiels d'où la prudence et l'adresse, plutôt que la force et la bravoure, sortaient triomphantes : Anselme néanmoins déploya dans cette guerre des talens militaires ; il remporta plusieurs avantages sur l'ennemi qui lui était opposé ; on le voit actif et intelligent dans le passage du Var, couper la retraite de l'ennemi, se porter rapidement sur Nice, s'emparer de cette place importante, forcer la forteresse de Montalban à capituler, faire la garnison prisonnière de guerre, et cela en aussi peu de temps qu'on en met à le raconter. La ville et le château de Villefranche, dans l'étonnement de la rapidité de sa marche, se rendent également à lui, et les résultats de cette con-

quête avantageuse le mettent en possession d'une frégate, d'une corvette, de tous les magasins de marine, et des batteries des côtes, garnies d'une belle et nombreuse artillerie qui se montait à plus de cent pièces.

La reprise de Sospello, dans le mois de novembre 1792, au milieu des neiges, et lorsque l'armée était vivement inquiétée par les barbets, vint encore ajouter à ses conquêtes; quatre drapeaux pris sur les Piémontais furent envoyés à la convention et attestèrent les triomphes de son armée.

Anselme, à l'époque de sa nomination au commandement de l'armée du Var, avait eu l'ordre d'attaquer le comté de Nice avec des forces bien inférieures à celles d'un ennemi enfermé dans de bonnes places, bien pourvues, et renforcées par les obstacles naturels d'un pays de montagnes et par le Var. Sa petite armée, au moment de la conquête, n'avait qu'un officier faisant les fonctions d'adjudant-général, qu'un commissaire des guerres et un officier de génie; point d'officiers supérieurs d'artil-

lerie, ni d'artillerie de siége ; il fallait que le général suppléât à tout ; il trouva le moyen de masquer sa faiblesse, et loin de porter des plaintes inutiles et dangereuses dans ces circonstances, il sut en imposer à l'ennemi : il conquit le quatre-vingt cinquième département ; et tout en s'emparant de ces places redoutables qui avaient été le tombeau de milliers de français dans les guerres dernières, il eut le bonheur inappréciable d'épargner le sang du soldat. Coupé dans le pays avec trois mille cinq cents hommes par les débordemens du Var, qui suivirent de près le passage des premières troupes, il sut s'y maintenir pendant douze jours, par de sages dispositions, devant près de vingt mille hommes qu'il avait mis en fuite et qui pouvaient à chaque instant retourner sur leurs pas.

Cependant les événemens de cette campagne avaient été accompagnés de quelques désordres commis par des soldats sans discipline, sans vêtemens, qui se livraient à toutes sortes d'excès, au vol, au pillage, et ternissaient ainsi l'éclat des premiers

succès de nos armes. On en fit de vifs reproches au général Anselme ; plusieurs denonciations furent même envoyées contre lui à la convention ; les commissaires délégués par elle auprès de son armée se joignirent aux dénonciateurs ; ils l'accusèrent d'avoir favorisé, par son insouciance et son défaut de mesures, tous les désordres dont le pays de Nice avait été le théâtre ; ils le présentèrent comme coupable de dilapidations et de prévarications de tout genre, le destituèrent provisoirement, et donnèrent le commandement de son armée au général Brunet. Anselme fut jeté dans les fers, sur la proposition de Collot-d'Herbois, l'un des commissaires envoyés à Nice par la convention. Quoique sa correspondance et ses registres d'ordres fussent alors sous les scellés à Apt ou à Paris, il trouva cependant le moyen de publier un mémoire justificatif, dans lequel il exposait toute sa conduite avec beaucoup de méthode et de clarté.

Il prouva qu'il n'avait pris aucune part aux vexations qui avaient été commises

dans le pays, qu'il les avaient réprimées lorsqu'il en avait eu connaissance, qu'il avait puni un maréchal-de-camp qui s'en était rendu coupable, et qu'il avait annoncé publiquement que tous les bestiaux et les effets enlevés par des soldats de l'armée seraient rendus ou payés, ce qui avait été fidèlement exécuté. La procédure qu'il avait fait instruire devant les tribunaux voisins, contre quinze militaires coupables de vol et de pillage, offrit une nouvelle preuve du peu de fondement des accusations portées contre lui. Enfin ce memoire, publié en 1793, dans un temps où il suffisait d'être accusé pour être traîné à l'échaffaud, parut faire quelque impression. En comparant sa justification aux faits qu'on lui reprochait, on dut voir dans le général Anselme un innocent plutôt qu'un coupable; on blâma son inexpérience, mais on s'abstint de flétrir par un jugement trop sévère un militaire dont le nom s'était lié à nos premiers triomphes.

L'heureuse journée du 9 thermidor vit briser ses fers; Anselme, rendu à sa

patrie, à sa famille, qu'il n'espérait plus revoir, prit le parti de vivre éloigné des affaires politiques. Il jouit aujourd'hui du traitement de réforme, et cultive les arts et les lettres au sein de la retraite qu'il s'est choisie.

AUBERT-DUBAYET.

Jeté au milieu des orages d'une grande révolution, Aubert-Dubayet fut un exemple de ce que peuvent, réunis ensemble, les talens, le courage et la probité. Une éducation mâle et soignée avait ajouté aux dons de la nature. La carrière des armes ayant pour lui des attraits, il se livra tout entier aux études propres aux guerriers; et, ce qui n'était pas rare alors, il offrit dans sa personne un militaire tout-à-la fois homme de lettres, publiciste, ayant toutes les connaissances qui servent le grand homme, et le placent au rang que lui assignent d'heureuses destinées.

En 1790 il était capitaine d'infanterie dans le régiment de Bourbonnais : son civisme et son attachement aux vrais principes d'une liberté sage et modérée l'avaient fait distinguer; investi de la confiance de ses concitoyens, il avait été nommé pré-

sident du corps électoral du département de l'Isère, sa patrie ; il fut élu député à l'assemblée législative, et choisi par les amis de cette constitution monarchique hasardée par la philosophie du siècle.

Fort du vœu de ses commettans, de son amour pour la chose publique, Aubert-Dubayet parut au corps législatif, et se réunit d'esprit et d'intention à une majorité sage et modérée qui, par la solidité de ses principes, sa prudence et son attachement à la constitution, croyait pouvoir sauver l'état, le monarque et la monarchie. Assez crédule pour imaginer que la bonne volonté, les talens et le courage suffisaient pour en imposer aux factions ennemies, elle osait plaider en faveur des principes, dénoncer le crime, et foudroyer les novateurs. Se déclarer en faveur de cette majorité c'était mériter la haine des factieux : bientôt Aubert-Dubayet en éprouva les funestes effets ; il fut placé par eux parmi les gens de bien qui voulaient le triomphe des lois, lorsque ces mêmes lois étaient impuissantes pour opérer le bien.

Aubert-Dubayet parut à cette tribune où l'avaient précédé avec tant de gloire les Mirabeau, les Barnave, les Maury, les Cazalès. Les discours qu'il prononça ne furent point le produit de cette éloquence verbeuse dont les tournures oratoires, les véhémentes apostrophes, et l'impudeur des dénonciations faisaient toute la magie ; il parlait en brave soldat et en bon citoyen : les principes constitutionnels formaient la base de ses discours, et il ne s'en écarta jamais. En vain de terribles événemens vinrent donner à l'opinion publique une tendance nouvelle, à de grands criminels une influence funeste, à la majorité des citoyens une dangereuse prévention contre la majorité constitutionnelle ; Aubert-Dubayet crut devoir résister à l'orage, et, ne pouvant se persuader que le pouvoir exécutif fût en contradiction avec son propre intérêt, il embrassa la cause du roi des Français et celle de la constitution avec zèle et enthousiasme, jusqu'au moment où le 10 août amena en France une seconde révolution dans la manière de penser, de

gouverner et d'administrer les choses en France.

Membre du corps législatif, Aubert-Dubayet prouva qu'il avait acquis de grandes connaissances, qu'il était également digne d'être consulté dans les comités et d'éclairer à la tribune la conscience de ses collègues. La diplomatie paraissait lui être familière, et il le prouva lorsqu'il fut chargé, au nom d'un comité, d'examiner l'état politique et militaire des cabinets de l'Europe, et qu'il demandait fièrement aux ministres constitutionnels un apperçu des négociations relatives aux capitulations avec les Suisses. Animé par des motifs purs, désintéressés, exempts de tout esprit de parti, ce fut lui qui proposa à l'assemblée d'arrêter que le roi serait expressément invité de demander la dissolution des rassemblemens d'émigrés, la cessation des préparatifs hostiles sur les frontières de la France. Il votait pour la guerre contre l'Autriche, lorsque tour-à-tour la haine et l'espoir animaient les factions et faisaient craindre une guerre civile bien plus funeste que la guerre exté-

rieure, qui ne laissait envisager aux Français que la gloire de vaincre et la honte d'être vaincu.

Souvent Aubert-Dubayet fit retentir la salle du corps législatif de ces grandes vérités fortement exprimées que lui arrachaient les dangers de la patrie et l'audace des ennemis du nom français; souvent il désigna les traîtres, confondit les calomniateurs, et repoussa victorieusement les motions incendiaires. Souvent les corps militaires trouvèrent en lui un ardent défenseur, un appui, un législateur capable de présenter le code de l'organisation militaire, et tout ce qui avait rapport à l'avancement des soldats, à la discipline des armées, à l'instruction des officiers. Enfin, Aubert-Dubayet éclaira souvent l'assemblée, et sut obtenir la confiance de ses collègues par la solidité de ses opinions et la franchise de son caractère, qui ne lui permirent jamais d'avoir recours au mensonge, à une basse adulation, au manège de l'intrigue.

Quelques jours avant le 10 août, il fut

nommé président du corps législatif. Le canon du 10 août avait annoncé la dernière heure de la constitution et de la monarchie; il donna à Aubert-Dubayet le signal d'une retraite honorable; il vint se placer dans les rangs de ses collègues, condamnés comme lui à la nullité; il y demeura jusqu'au moment où la convention vint remplacer la législature, il s'y montra sans crainte et sans remords, parce que l'estime du peuple et de ses collègues l'environnait, et que son cœur était pur.

La convention régnait, et sur nos frontières la guerre promenait ses fureurs. Aubert-Dubayet voulut servir encore sa malheureuse patrie: il demanda du service et sa demande fut accueillie. Bientôt son courage et ses talens le placent au premier rang; il avait parcouru avec quelque gloire la carrière des armes, il fut trouvé digne de commander en chef.

Sur les bords du Rhin, la victoire une seconde fois s'était montrée infidèle à nos légions, et les généraux de l'armée prussienne profitaient des fautes des généraux

français, pour pénétrer sur le territoire de la république. Déja le roi de Prusse était aux portes de Landau, mais Mayence tenait encore, et ne devait succomber qu'après avoir fatigué l'armée prussienne et anéanti une partie de ses bataillons; cette belle résistance fut due en partie à Aubert-Dubayet, qui commandait dans Mayence; la bravoure de nos soldats recula l'époque de la reddition, mais enfin il fallut céder à un ennemi nombreux, et Mayence fut livrée aux Prussiens. Il était alors de la politique du comité de salut public de laisser croire à la multitude qu'une place défendue par des Français était imprenable, et que si des chefs avaient capitulé, c'était à des monçeaux d'or ou à de flatteuses promesses qu'ils avaient cédé, et non à la force ou à l'impérieuse nécessité. Aubert-Dubayet fut accusé, arrêté, et conduit à Paris par des gendarmes.

Cependant les commissaires de la convention envoyés à Mayence étaient de retour. Le 4 août 1793 Merlin (de Thionville) monte à la tribune. « Citoyens mes col-

lègues, dit-il, je ne suis pas préparé, et je ne vous présenterai que le sommaire du rapport sur la reddition de Mayence. Cette ville s'est rendue, parce que trois jours plus tard on n'aurait pu sauver les patriotes et seize mille soldats qui, depuis quatre mois, combattaient contre quatre-vingt mille hommes des meilleures troupes d'Europe, qui leur ont résisté, et leur ont empêché de mettre le pied sur le territoire de la république.

« Cinq mille hommes de cette valeureuse garnison sont morts dans les sorties fréquentes que nous avons faites. Nous avons rendu Mayence, parce que dans les derniers jours du siége il fallait, grâces aux soins qu'avait pris M. de Custine pour approvisionner cette place, manger les animaux les plus vils. Un chat mort coûtait six francs; la livre de cheval se vendait deux francs; mille neuf cents blessés étaient dans les hôpitaux, manquant de tout; nous avions des pièces de seize et point de boulets de calibre; nous avions des mortiers et point de bombes; l'ennemi venait, de plus, de

mettre le feu à notre magasin d'artifice. Si nous avions encore tenu trois jours, nous aurions été obligés de jeter nos chevaux dans le Rhin. La capitulation proposée est dit-on, infâme; eh! oui, elle l'est, mais nous en avons proposé dix, et aucune n'a été acceptée; on n'a bien voulu accepter celle qui a été signée que par vénération pour le courage de la brave garnison, qui deux jours plus tard aurait perdu ses armes, et aurait été faite prisonnière de guerre.

« Je croyais, moi, ne pas pouvoir souscrire à une capitulation, mais j'ai signé celle-ci pour enlever à la vengeance des despotes, de braves soldats.....Je laisse aux ames sensibles à demander le rapport d'un décret rendu contre la garnison de Mayence. »

Ce discours de Merlin fit sur l'esprit des conventionnels la plus vive impression: Thuriot voulut être l'organe de tous les députés. Il disait: « On nous a abusés dans le rapport qu'on nous a fait sur la reddition de Mayence: il existe bien d'autres faits dont Merlin ne nous a pas donné connaissance. Chaque jour la garnison de Mayence

donnait de nouvelles preuves de son courage; cette garnison a tué aux Prussiens, aux Autrichiens plus de trente mille hommes. On a mangé à Mayence, les rats, les souris et le cuir; les soldats sont comme des spectres. Il faut rapporter un décret qui lui enlève son honneur. L'état-major de cette garnison a fait des prodiges de valeur; et, pour prix de tant de services, il serait traîné à Paris par des gendarmes! Dubayet, qui a été notre collègue au corps législatif, quoique ses sentimens ne fussent pas des plus vigoureux, a toujours fait voir une ame sensible et noble. Je demande qu'il soit décrété que la garnison de Mayence a bien mérité de la patrie; que le décret soit envoyé à tous les départemens par un courier extraordinaire, ainsi qu'à cette brave armée; que son état-major soit libre; qu'Aubert-Dubayet soit délivré de ses gendarmes, et vienne à la barre donner des renseignemens qui sans doute lui vaudront de couronnes civiques. »

Ces propositions, glorieuses pour Dubayet et pour les soldats qu'il avait com-

mandés, furent adoptées à, l'unanimité, par l'assemblée, mieux instruite et reconnaissante.

Aubert-Dubayet reçoit le décret, il se hâte de se rendre à l'invitation qui lui est faite; avant de partir il adresse à la convention nationale la lettre suivante :

« Sarre-Libre, le 30 juillet an 2.

» CITOYENS REPRÉSENTANS,

» Après avoir fourni une carrière pénible et dangereuse, je viens de remplir une tâche bien précieuse à mon cœur; j'ai ramené dans ma patrie huit mille soldats courageux et fidèles; j'ai escorté les représentans du peuple, Rewbel et Merlin, les commissaires du pouvoir exécutif, et tous les hommes intéressans et malheureux, que la colère des petits despotes avait destinés aux plus sanglantes vengeances. Maintenant, citoyens représentans du peuple, il me reste un devoir à remplir, et je m'en acquitte avec sincérité; j'ose, au nom d'une armée dont je ne consulte que les sentimens

du civisme, vous assurer de l'adhésion, du respect et du dévouement le plus absolu à tous vos travaux; elle reçoit votre constitution comme un bienfait; elle saura la défendre contre tous les ennemis de a liberté et les vôtres. Ordonnez, et, oubliant aussitôt ses fatigues et ses veilles, cette brave armée est prête à marcher. »

Le 7 août de l'an 2, Aubert-Dubayet se présenta à la barre de la convention: on ne se rappelait que l'injustice des persécutions qu'il avait éprouvées, il fut accueilli par les plus vifs applaudissemens.

« Pères de la patrie, dit il, les chefs de l'état-major et moi, à la tête de plus de neuf mille gardes nationales, nous sommes revenus avec les honneurs de la guerre, nos drapeaux tricolores déployés, et nos baïonnettes, qui nous avaient si bien servi contre les ennemis de la république, étaient au bout de nos fusils: elles étaient destinées à purger le sol français des brigands qui la déchirent, et jamais nous ne les aurions déposées aux pieds des esclaves que nous avions si longtemps combattus; mais la jalousie, la

calomnie, nous avaient précédés dans cette patrie que nos cœurs idolâtrent, elles avaient noirci des hommes de bien qui l'avaient servie avec zèle et désintéressement, et nos cœurs en étaient navrés ; mais, pères de la patrie, votre justice nous a rendu, avec solennité, l'estime de nos concitoyens. »

Ici l'orateur fait part à l'assemblée des événemens du siége, c'était un hommage rendu aux soldats de la patrie, et pour lui une justification bien honorable.

« Le blocus de Mayence a duré huit mois ; les ennemis occupaient toute la circonvallation de la place ; la garnison, dans les sorties, força souvent plusieurs postes importans ; Weissenau, d'où les ennemis nous avaient délogés, fut repris une demi-heure après, à la pointe de l'épée ; Mariemborn, quartier-général des puissances confédérées, fut aussi emporté de vive force, et nous avons les trophées de cette victoire. Arrivé au généralat, je traçai le plan d'une bataille ; si ce plan eût été exécuté, n'en doutez pas, nous aurions marqué les premiers momens du

blocus par une victoire décisive qui nous aurait ouvert le chemin jusques aux portes de Francfort. Ce combat était commencé, et nous allions assurer notre triomphe; mais trois mille des nôtres, trompés par les ténèbres, nous fusillèrent et nous forcèrent à la retraite. Meunier, l'intrépide Meunier, qui joignait au génie le plus rare courage, qui ne connut jamais de dangers, commanda des soldats qui vécurent deux mois sous une voûte de feu; cinquante pièces de canon tiraient continuellement sur eux à mitraille. Il ne craignit pas d'attaquer les ennemis retranchés sur leurs montagnes, qu'ils avaient cru inexpugnables, et les deux combats de Rosheim leur ont appris s'ils pouvaenit compter sur une prompte capitulation.

» Il fallut s'emparer des îles du Mein appelées les îles Meunier et la Carmagnole; car ce fut à la prise de la première que Meunier périt : elle fut prise malgré le feu d'une redoute de dix pièces de canon. Pour communiquer avec celle de la Carmagnole, il fallut établir un

pont, qui fut bâti malgré le feu d'une autre redoute de quatre pièces. Ce pont fut nommé le Pont-des-Morts, à cause du nombre des braves que nous y perdions, toutes les fois qu'il fallait relever les postes. Nous gardâmes ces îles pendant six semaines.

» Jamais, au milieu de ces combats fréquens, et des privations les plus dures, on n'entendit, je ne dis pas un seul murmure, mais une juste réclamation. Ces braves soldats ont commencé par vivre de cheval, ils ont fini par se nourrir de chiens et de chats. Moi-même je me glorifie d'avoir invité tous mes amis à dîner au quartier-général, parce que j'avais un chat à leur servir. Les soldats faisaient leur soupe avec de l'huile de poisson, quelques-uns y mêlèrent d'une herbe vénéneuse qui les fit devenir fous, ils supportaient tous ces maux avec résignation, et je leur en donnais l'exemple.

» Vous voyez, citoyens représentans, que ce qu'on vous a dit de ces braves républicains, était non-seulement éloigné de la vérité, mais qu'il est impossible d'ima-

giner ce qu'ils ont souffert. Nous ne vous demandons qu'une faveur pour prix de nos travaux, c'est de marcher le plutôt possible dans la Vendée; si nous ne scellons pas la liberté de notre sang, je vous en assure, citoyens représentans, vous n'aurez pas de républicains plus zélés et plus fidèles. »

Cette harangue était digne d'un soldat; elle fut écoutée en silence; l'éloge de nos guerriers, dans la bouche de Dubayet, semblait leur donner un nouvel éclat, sur-tout à cette époque où il était aussi dangereux de louer qu'il était utile de dénoncer ou de calomnier.

Le vœu de la garnison de Mayence et celui de son général furent remplis. Il fallait des soldats pour vaincre les Vendéens, à qui la discorde avait mis les armes à la main, qui n'eurent d'abord que des bâtons pour armes et des sabots pour chaussure, et qui surent enlever aux armées républicaines des fusils et des canons, parce que l'intrigue, l'ignorance et une perfide politique opposaient au cou-

rage du désespoir, des soldats indisciplinés, des chefs ignares et des représentans du peuple indignes de ce nom.

L'armée de Mayence est à Nantes, et son général la mène au combat. Les Vendéens s'apperçoivent qu'ils ont enfin des soldats à combattre, et que la guerre civile doit cesser. Ils furent complètement battus en plusieurs circonstances, le drapeau tricolore s'avançait avec gloire dans ces contrées, témoins de nos premiers revers; chefs et soldats, tous faisaient leur devoir; et c'est le 22 vendémiaire de l'an 2, à l'époque des victoires les plus signalées, que Dubayet est destitué.

Les départemens de l'Ouest, en apprenant cette nouvelle, furent indignés. La commission populaire de Nantes, et les sans-culottes nantais (manière de parler en 1793), adressèrent aux jacobins de Paris quelques réclamations en faveur de Dubayet. Montaut s'élance à la tribune, et obtient la parole: « Nous connaissons Dubayet depuis long-temps; s'il est répu-

blicain, c'est depuis peu qu'il l'est devenu. Dans l'assemblée législative il siégeait du côté droit : il a toujours été le défenseur officieux du roi, de ses ministres, et le spadassin de tous les aristocrates; il a peut-être changé, mais quand on a été aristocrate aussi forcené, il est bien difficile de devenir bon républicain. Au surplus, le tribunal révolutionnaire examinera sa conduite: s'il est innocent, il n'a rien à craindre, le tribunal est juste, nous le voyons *par le nombre des conspirateurs qu'il envoie tous les jours à l'échafaud.* » Après une sortie aussi atroce, Montaut demandait l'ordre du jour sur la pétition des Nantais.

Ainsi la haine et l'injustice poursuivaient avec acharnement un de nos braves, qui, dans les champs de la Vendée, s'était couvert de gloire, et n'avait point oublié qu'il avait des Français à combattre, et que sa victoire devait coûter des larmes à la patrie.

Ce même Montaut, toujours l'ennemi de Dubayet, ou plutôt égaré par un délire

démagogique inconcevable, dénonçait encore Dubayet à la séance des jacobins, du 3 frimaire; « Je déclare, disait-il, qu'à la tête de l'état-major de Mayence était Aubert-Dubayet, connu pour défenseur du roi, suppôt de la Fayette, et l'ennemi juré de toute société populaire, particulièrement de celle des jacobins. »

Le fougueux Bourdon (de l'Oise), dans la séance de la convention, du 16 fructidor, se plaignait de la mise en liberté d'Aubert-Dubayet, qu'il accusait d'avoir livré Mayence aux Prussiens, tandis que plusieurs personnes, qui étaient à ce siége, lui avaient assuré qu'il y avait encore dans cette place pour six mois de farine et de blé. Il était réservé à Merlin (de Thionville) d'être toujours le défenseur du commandant de l'armée de Mayence, et l'on doit cette justice à cet ex-représentant, qu'il avait saisi toutes les occasions de justifier Dubayet, dont il avait partagé les travaux et surveillé toutes les opérations.

« Je ne suis jamais monté à cette tribune, disait Merlin, pour accuser ni

injurier aucun de mes collègues : je ne le ferai pas encore ; mais je ne souffrirai pas que devant moi on accuse l'innocence. J'ai été témoin, ainsi que mes collègues enfermés dans Mayence pendant cent dix-sept jours, dans une ville où la fortification n'est qu'au quart retranchée, tandis que nos ennemis nous livrent leurs meilleures places sans une seule tranchée ouverte, j'ai été témoin de la conduite de Dubayet. Je l'ai vu toujours sur les retranchemens, menant par-tout les soldats à la mort, qu'il bravait. Il ne commandait pas en chef ; il n'a pu livrer Mayence ; le commandant de la place est encore prisonnier en Prusse. Dubayet est allé, depuis, combattre dans la Vendée. Il était vainqueur à Saint-Symphorien : ses ennemis, indignés qu'il y eût un honnête homme qui voulût réellement la destruction de cette guerre, vinrent le dénoncer à Paris. Il fut rappelé par Bouchotte, et devait paraître à la barre de la convention : la séance avait été ajournée à six heures du soir ; à cinq heures, Bouchotte l'a fait arrêter. Voilà ce que

j'avais à dire pour la justification de Dubayet. »

Rappeler les paroles de Merlin, c'est faire l'éloge du vainqueur de Saint Symphorien ; c'est affirmer que ce général, injustement persécuté, voulait de bonne foi réduire les Vendéens par des succès militaires, par les armes de la persuasion, et parle courage des braves qu'il commandait.

Le ministère de la guerre éprouve des changemens, Aubert-Dubayet est libre, et le premier floréal an trois, il est nommé général de l'armée des côtes de Cherbourg; ses premières opérations furent de rétablir les communications entre Alençon, le Mans, la Flèche et Angers. Des mesures sont prises pour la destruction des bandes d'assassins qui affligent la contrée : en tous lieux ils sont poursuivis, mis en fuite, réduits à l'impossibilité de nuire. Le 15 messidor an trois, il battit les chouans réunis à Château-Neuf : c'était la dix-septième victoire remportée sur ces hordes de brigands. La mort de leur chef Cadou et la soumission de plusieurs communes re-

belles furent le résultat de la journée glorieuse du 17 messidor. C'était beaucoup alors d'avoir vaincu ; les soldats français guidés par Dubayet ajoutèrent à la victoire un acte de soumission aux lois, en acceptant la constitution qui leur fut présentée.

Le 17 vendemiaire an 4, Letourneur, au nom du comité de salut public, fit part à la convention d'une lettre que le comité venait de recevoir du général en chef de l'armée des côtes de Cherbourg ; elle était ainsi conçue :

« Citoyens représentans, je ne sais pas transiger avec les principes et la fidélité des sermens, aussi je n'ai pas balancé, aussitôt que je me suis apperçu des troubles dont Paris était menacé, de faire mon plan de campagne, pour tirer la convention d'affaire ; par ces dispositions, en deux jours, Paris était aux abois sans tirer un coup de fusil, et la convention triomphante était rendue à son indépendance, et faisait rentrer dans le néant les hordes scélérates des royalistes qui depuis long-temps feignent de

proclamer la souveraineté du peuple pour mieux lui donner un maître.

» Déja j'avais expédié un courier au représentant du peuple Bodin, pour l'inviter à venir me requérir de mettre en marche la colonne républicaine. Je voulais, dans un moment décisif, donner aux fondateurs de la république des preuves non équivoques de mon inviolable attachement.»

A l'époque de la journée du 13 vendémiaire, Aubert-Dubayet devait se prononcer. Soldat, il devait être fidèle à la majorité des représentans, et ne pouvait être juge dans la grande querelle qui divisait les citoyens. Nommé l'un des chefs de l'armée par le comité de salut public, il devait obéir; il avait rempli son devoir, et si les sections insurgées eussent triomphé, elles auraient destitué Dubayet, mais elles n'auraient pu lui refuser leur estime.

Enfin, après des années d'anarchie, la nécessité, l'amour de la patrie et la crainte ont rallié la majorité de la convention : une constitution est donnée à la république, le premier tiers est appelé; le directoire

prend les rênes du gouvernement. Les membres qui composent cette première autorité, ce pouvoir exécutif, si fort lorsqu'il est uni aux représentans du peuple, si faible lorsqu'il a contre lui un des conseils qui composent le corps législatif, cherchent autour d'eux des hommes dignes de les seconder. Aubert-Dubayet est par eux nommé ministre de la guerre. C'était le 14 brumaire de l'an 5; le 24 du même mois, il adressait une circulaire aux officiers-généraux de l'armée française. Il disait dans cette circulaire: » En arrivant au poste où le directoire exécutif m'appelle, votre frère d'armes, celui qui comme vous a combattu dans tous les rangs les ennemis de la patrie, éprouve le besoin de manifester ses sentimens et ses espérances ». Cette circulaire lui fut dictée par le désir de rapprocher tous les cœurs, d'éteindre toutes les haines, et de ramener parmi les soldats l'ordre et l'amour de la discipline.

Le vœu du ministre de la guerre fut rempli; aimé, estimé des généraux, ceux-ci s'empressèrent de lui témoigner le désir

qu'ils avaient de servir la patrie, de mettre un terme aux dissentions civiles, d'obéir aux lois, et de les faire respecter.

Sous son ministère, la première pacification de la Vendée eut lieu; les armées coalisées furent toujours battues, et plusieurs princes se détachèrent de la coalition, qui ne combattait plus pour conquérir, donner des lois, mais pour se défendre, pour l'honneur, pour se sauver elle-même.

Sous le ministère d'Aubert-Dubayet, le militaire eut peu à se plaindre, les officiers et les soldats étaient protégés, loués et récompensés. Le ministre portait dans son cœur tous ses braves frères d'armes : il ne parlait des soldats de la patrie qu'avec enthousiasme ; il voulait que les gens de lettres, que les journalistes se fissent un devoir de célébrer les hauts faits de nos braves guerriers. Lui même envoyait aux rédacteurs de quelques feuilles périodiques, le plan des articles qu'il désirait faire insérer. (1)

(1) Lisez le Courier de Paris, feuille offi-

Toujours empressé de démentir les bruits fâcheux qui pouvaient affliger les républicains et relever le courage abattu de tous les ennemis de la patrie, le 26 brumaire, il offrait aux deux conseils le tableau de la situation imposante de nos armées. Le 7 frimaire, il annonçait que le général Pichegru, si cher à nos soldats, à la république, était toujours à la tête de son armée, et que ce favori de la victoire n'avait point été destitué, ni merité de l'être, comme les factieux se plaisaient à le dire.

Le 10 nivose de l'année suivante, Aubert-Dubayet donnait des ordres pour pousser la guerre avec vigueur: son zèle, ses soins et ses bonnes dispositions préparaient des succès à nos armées, et auraient avancé l'époque de la paix, si Schérer ne lui eût pas succédé dans le ministère de la guerre.

Alors la Porte Ottomane était unie à son vieil allié, au Français, qu'elle avait

---

cielle, dont les articles, *Esprit Public*, furent rédigés, pendant le ministère de Dubayet, par le citoyen F. B...é, un des auteurs de cette Galerie.

appris quelquefois à craindre, et toujours à estimer. Il était nécessaire que le gouvernement français s'assurât de la fidélité de cet allié, placé sur les confins de l'Europe et de l'Asie. Pour être sûr du succès, il fallait trouver un homme digne de la confiance des deux puissances amies, qui fût à-la-fois guerrier, diplomate, homme debien, pénétré de l'étendue de ses obligations, de l'importance de sa mission, et de la nécessité de maintenir la paix et l'union entre le directoire et le divan : cet homme fut Dubayet. Le 19 pluviose de l'an 6, le directoire lui fit savoir officiellement qu'il avait jeté les yeux sur lui pour cette importante mission. Le 22 pluviose, il répondit au directoire qu'il acceptait avec un dévouement sans bornes à la gloire de son pays l'auguste et importante mission qui lui était confiée. « La franchise d'un guerrier, le caractère d'un homme libre, les vœux d'un sincère ami de l'humanité, voilà tous les moyens, tous les ressorts que je vais employer pour maintenir cette heureuse harmonie qui doit exister à jamais entre la

république française et son antique allié... Ambassadeur de la république, avec quelle assurance imperturbable je développerai en même temps la dignité de son gouvernement et la majesté de sa puissance.....

» Mais en quittant le ministère, je vous dois, citoyens directeurs, un compte solennel de toutes mes opérations; je dois vous mettre sous les yeux cet état de confusion et d'anarchie, dans lequel étaient plongés tous les élémens de l'administration de la guerre.... Sous la ligne constitutionnelle tout reprend sa forme et sa place; l'ordre naît du chaos, l'économie succède à la prodigalité, les finances s'améliorent et tous les besoins s'assurent. »

Regretté des membres du directoire, des militaires, de tous ceux qui l'environnaient dans son ministère, il partit pour Constantinople. Il écrivait le 18 vendémiaire de l'an 7, de Pèra-lès-Constantinople, que son passage sur le territoire ottoman avait éte marqué par des honneurs extraordinaires de la part du pacha Vaivodes et autres gouverneurs des villes. Kekki, pacha gou-

verneur de la Romélie, un des plus estimables généraux ottomans, s'était distingué. Une réception magnifique lui était préparée dans l'intérieur de son palais; une fête guerrière fut le complément des honneurs rendus par Kekki pacha au guerrier ambassadeur de la république. Pendant que l'un et l'autre dînaient tête à tête sous une tente superbe, assis sur des brocards d'or en parité parfaite, l'école d'artillerie et l'infanterie formée à l'européenne, déployaient devant eux une dextérité capable de donner les plus heureuses espérances. Ces deux braves guerriers, après le festin, se séparèrent, en se faisant des cadeaux mutuels.

Aubert-Dubayet, sans vouloir faire attention à quelques difficultés de cérémonial, entra à Constantinople *incognito* dans la nuit; il eut de longues et fréquentes conférences avec le reis-effendi. On les crut longtemps relatives aux affaires du nord, qui excitaient alors la sollicitude de la république française, de l'Angleterre et plus encore du divan.

Aubert-Dubayet fit, quelques jours après,

au grand-visir, la visite d'usage. La cérémonie eut lieu avec une pompe extraordinaire. L'ambassadeur, revêtu de son uniforme, avait pour cortège tous les officiers qu'il avait amenés avec lui ; il était précédé des équipages des frégates et autres bâtimens mouillés dans le port, ainsi que d'une compagnie de canonniers, portant leurs armes, et battant du tambour.

Ce fut le 10 janvier (an 7) qu'il devait obtenir sa première audience du grand-seigneur; mais quelques difficultés survenues pour le cérémonial la firent différer; Aubert-Dubayet formait des prétentions sur certains points que l'on n'a pas l'usage d'accorder à Constantinople.

Fier d'être né Français, Aubert-Dubayet, saisissait toutes les occasions de prouver que la nation française était une des premières de l'Europe, et que les puissances du monde devaient apprendre à la craindre et à la respecter. C'était chez les Ottomans qu'il croyait important d'exiger davantage. Il fallait leur prouver que nous étions forts, et que nous avions la conscience de notre

force. Outre le cortège dont l'ambassadeur de France devait s'environner, et qu'il avait eu lorsqu'il obtint son audience du grand-visir, il voulait encore faire marcher devant lui l'artillerie légère qu'il avait amenée, et que le directoire avait destinée à sa hautesse; il exigeait qu'au lieu d'attendre l'arrivée du grand-visir, qui devait le conduire devant le sultan, le premier ministre de la Porte Ottomane se trouvât prêt à le recevoir dans la salle d'entrée. Aubert-Dubayet ne voulut point se soumettre à un usage adopté, qui est que tout ambassadeur ou ministre étranger doit être pris sous les bras par deux capidgi-bacchi, et introduit ainsi dans la salle d'audience. Enfin cet ambassadeur des Français, qui se croyait encore à la tête de nos armées victorieuses, ou dans les salles du palais du directoire, au milieu de cette foule de guerriers accoutumés au langage des camps, et à toujours exiger de leurs ennemis, parce qu'ils étaient toujours heureux, toujours forts, se rendait incommode au sultan, contrariait le visir, et laissait à la politique anglaise le champ

libre pour obtenir la préférence, et maîtriser le divan.

Les choses traînèrent en longueur. L'ambassadeur fut forcé de céder de ses prétentions, et la Porte Ottomane fit tout ce qui dépendait d'elle pour satisfaire Aubert-Dubayet ; le grand-seigneur accepta les services de la compagnie d'artillerie volante, et accorda aux artilleurs une solde au-dessus de celle de tous les autres corps de l'armée turque.

Aubert-Dubayet avait joui un moment de quelque crédit auprès du grand-seigneur et de son premier visir. Il obtint que M. Chalgrin, ministre de Louis XVIII, mais non reconnu, déposerait la cocarde blanche, et que tous les chevaliers de Saint-Louis déposeraient leurs croix, ainsi que l'uniforme des officiers du roi. Cette faveur fut regardée comme un acte de crédit de Dubayet, et de la considération qu'il avait obtenue.

Quelques temps après, l'ambassadeur de France, adressa au ministre des affaires étrangères une relation de la fête donnée

à Constantinople, aux Français, par l'ambassadeur vénitien, à l'occasion de la prise de Venise.

Ce fut la dernière jouissance que le destin avait réservée à Aubert-Dubayet. La mort vint le frapper au moment où il pouvait être le plus utile à son pays. Bientôt on apprit en France qu'il avait succombé aux atteintes d'une maladie cruelle. Le 5 pluviose de l'an 8 il n'était plus. Les amis qu'il avait laissés dans sa patrie, et ceux qui l'entouraient à Constantinople, versèrent des pleurs; le corps diplomatique assista à ses funérailles; son corps fut déposé dans une fosse en pleine campagne, et dès qu'il eut été recouvert de terre, les Français qui formaient son cortège entonnèrent l'hymne patriotique des Marseillais. Ainsi mourut à la fleur de l'âge, dans une terre étrangère, un brave guerrier, un honnête homme, un bon Français, digne à jamais de l'estime et des regrets des gens de bien.



AUGEREAU.

AUGEREAU.

Augereau naquit à Paris le 21 octobre 1757, de parens honnêtes, et qui jouissaient de cette aisance, fruit du travail et de la bonne conduite. Il reçut, dans les écoles publiques, cette éducation qui donne aux facultés physiques et morales la facilité de se développer, et seule suffit quelquefois pour former le grand homme. Augereau avait acquis, sur les compagnons de son enfance, une grande supériorité. Il était respecté, parce qu'il était brave, et qu'il était fort : il était aimé, parce qu'il avait l'ame bonne, le cœur droit, qu'il était excellent ami, incapable de jamais trahir l'amitié, et que dans les grandes occasions on le trouvait toujours prêt à défendre les opprimés. Augereau grandissait, et son courage prenait aussi un nouvel accroissement : la carrière des armes avait pour lui des attraits; il avait tout ce

qui caractérise un bon soldat, de la santé, de la vigueur, et il était incapable d'endurer un affront. Long-temps il avait su obéir; mais la révolution française, qui indiquait aux braves, aux hommes de génie, la place qu'ils allaient occuper, marqua le rôle important que devait jouer Augereau sur le théâtre de la gloire.

Il avait demandé et obtenu de l'emploi dans les armées républicaines, et après avoir passé avec rapidité par tous les grades, on le voit en qualité de général commander, en septembre 1792, un corps de troupes qui, près Figuières, bat les espagnols. Lors de la déroute de Montroing, où ces mêmes espagnols furent défaits, il dirigeait nos phalanges. Le 17 brumaire de l'an 2, il commandait la colonne droite de l'armée, dont le général Dugommier était le chef. Le combat fut sanglant, Dugommier y fut tué par un obus.

Le représentant du peuple Delbrel, alors en mission auprès de cette armée, témoin de la mort glorieuse du général en chef, de la bravoure et des services rendus

par Augereau, s'empressa de rendre hommage aux vertus guerrières de ces deux héros, dont l'un succombait avec tant de gloire au champ d'honneur, et l'autre promettait de s'immortaliser par de belles actions.

C'est le sort des braves de fixer l'attention, et d'être toujours appelés à l'exécution de grandes choses. Nos légions s'avançaient de toute part pour augmenter le petit nombre de ces intrépides soldats qui, depuis près de trois ans, résistaient aux forces réunies du roi de Sardaigne et de la maison d'Autriche. Augereau est désigné pour commander une colonne de ces braves guerriers : il est choisi pour aider Bonaparte, et l'on ne peut plus douter du succès des entreprises les plus audacieuses. Déja c'est Augereau qui a décidé la victoire à Millèsimo: dans les journées des 21 et 22 germinal, il a rempli les devoirs de chef et de soldat; il a payé de sa personne comme un simple grenadier, et c'est à l'exécution prompte et fidèle des ordres qui lui ont été donnés, que l'armée d'Italie jouit de l'avan-

tage de voir les Autrichiens se replier devant elle, et qu'elle aperçoit, en suivant l'ennemi, les riches campagnes du Piémont et du Milanais, qui bientôt seront sa conquête, si les destins continuent de la favoriser. On ne peut omettre les détails glorieux de la victoire de Millésimo.

La campagne venait de s'ouvrir, et déja Bonaparte était vainqueur à Montenotte. Après cette bataille gagnée, le vainqueur transporta son quartier-général à Cascar. Le général de division Laharpe eut ordre de se transporter sur Sozello pour menacer d'enlever les huit bataillons que l'ennemi avait dans cette ville, et de se porter le lendemain, par une marche rapide et cachée, dans la ville de Cairo. Massena se présente avec sa division sur les hauteurs de Dego. Le général de division Augereau, qui était en marche depuis deux jours avec la trente-neuvième et la soixante-neuvième demi-brigades, attaque dans la plaine de Cascar. Le général de brigade Ménard occupe les hauteurs de Diestro. Le général de brigade

Joubert, avec la première demi-brigade d'infanterie légère, prend la position intéressante de Sainte-Marguerite.

Le 21 germinal an 4, à la pointe du jour, le général Augereau, avec sa division, force les gorges de Millésimo, dans le temps que les généraux Ménard et Joubert chassent l'ennemi de toutes les positions environnantes, et qu'ils enveloppent, par une manœuvre prompte et hardie, un corps de quinze cents Autrichiens, a la tête desquels se trouvait le lieutenant-général Provera, qui, loin de poser les armes et de se rendre prisonnier de guerre, se retire sur le sommet de la montagne de Cossaria, et se retranche dans les ruines d'un vieux château extrêmement fort par sa position.

Le général Augereau fait avancer son artillerie: on se canonne pendant plusieurs heures. A onze heures du matin, le général en chef, ennuyé de voir sa marche arrêtée par une poignée d'hommes, fit sommer le général Provera de se rendre: il demande à parler au général en chef, mais une vive canonnade qui s'engageait à la droite,

obligea Bonaparte de s'y transporter. Provera parlementa avec le général Augereau pendant plusieurs heures, mais les conditions qu'il voulait n'étant pas raisonnables, et la nuit approchant, Augereau fit former les colonnes, et marcha sur le château de Cossaria. Déja l'intrépide Joubert, grenadier par le courage et bon général par ses connaissances et ses talens militaires, avait passé avec lui dans les retranchemens ennemis; mais, frappé à la tête, il fut renversé à terre, les soldats le crurent mort, et le mouvement de sa colonne se ralentit.

La mort du général Banel, qui commandait la seconde colonne, et celle du général Guérin, qui commandait la troisième, empêchèrent la réussite de cette attaque: la nuit arriva sur ces entrefaites, et fit craindre que l'ennemi ne cherchât à se faire jour l'épée à la main. Bonaparte fit venir tous les bataillons; il fit faire des épaulemens en tonneaux, et des batteries d'obus à deux portées de fusil.

Le 25, à la pointe du jour, l'armée

sarde et autrichienne, et l'armée française se trouvèrent en présence. La gauche, commandée par Augereau, tenait bloqué le général Provera. Plusieurs régimens ennemis, parmi lesquels était le régiment Belglioso, essayent de percer le centre. Le général Ménard les repousse vivement. Le général en chef lui ordonne aussitôt de se replier sur sa droite, et avant une heure après midi, le général Massena déborde la gauche de l'ennemi qui occupait, avec de forts retranchemens et de vigoureuses batteries, le village de Dego. Les troupes légères françaises furent poussées jusqu'au chemin de Dego à Spino. Le général Laharpe, avec sa division, marche sur trois colonnes serrées en masse. Celle de gauche, commandée par le général Causse, passe la Bormida sous le feu de l'ennemi, ayant de l'eau jusqu'au milieu du corps, et attaque l'aile gauche de l'ennemi par la droite; le général Cervoni à la tête de la seconde colonne, traverse aussi la Bormida, sous la protection d'une de nos batteries, et marche droit aux ennemis. La troisième co-

lonne, commandée par l'adjudant-général Roger, trouve un ravin, et leur coupe la retraite.

Tous ces mouvemens, secondés par l'intrépidité des troupes, et les talens des différens généraux, remplirent le but qu'on en attendait. Le sang froid est le résultat du courage, et le courage est l'apanage de tous les Français.

L'ennemi, enveloppé de tous côtés, n'eut pas le temps de capituler; nos colonnes semèrent dans les rangs la mort et l'épouvante.

Pendant que sur la droite on faisait les dispositions pour l'attaque de la gauche, le général Provera, avec le corps de troupes qu'il commandait à Cossaria, se rendit prisonnier de guerre. Nos troupes s'acharnèrent de tous côtés à la poursuite de l'ennemi.....

Dans cette journée, l'armée française fit de sept à neuf mille prisonniers, parmi lesquels un lieutenant-général, vingt ou trente colonels ou lieutenans-colonels, des régimens presque entiers, vingt-deux

pièces de canon avec les caissons, et quinze drapeaux. L'ennemi eut deux mille ou deux mille cinq cents hommes tués, parmi lesquels un aide-de-camp-colonel du roi de Sardaigne.

Cette victoire des Français servit à faire connaître avec avantage le courage et les talens d'Augereau. Le vainqueur de Cossaria marcha bientôt à de nouveaux triomphes. Le 26, à Dego, il contribue par de sages dipositions aux belles actions de cette journée, occupe les redoutes de Montezimo, que l'ennemi avait évacuées à son approche, et ouvre les communications de l'armée d'Italie avec la vallée du Tanaro et la division du général Serrurier.

Forcée de se retirer, l'armée autrichienne va se retrancher derrière le pont de Lodi : c'est là qu'elle ose attendre les Français, qu'elle se promet de réparer les affronts qu'elle a essuyés, et de prendre une attitude menaçante. Nulle affaire ne fut plus terrible que celle du pont de Lodi. Augereau s'y distingua particulièrement. Le passage venait d'être forcé par les

généraux Massena et Berthier ; leurs bataillons s'étaient formés ; Bonaparte avait électrisé leur courage par sa présence et ses éloges ; les colonnes s'ébranlent avec la rapidité de l'éclair, elles s'élancent sur le pont. Le feu, que les batteries et la mousqueterie ennemie vomissaient, les arrête un instant ; un instant nos soldats ont hésité..... Mais Berthier et Massena d'un côté, Dallemagne et Cervoni de l'autre, sont à la tête de nos phalanges, ils marchent, et les grenadiers se précipitent sur les pièces ennemies ; elles sont en leur pouvoir. On combat encore, mais le *foudre de guerre* est là ; il avance à pas redoublés, il est plus rapide que l'éclair, il atteint l'ennemi, le frappe, le met en déroute ; c'était Augereau. Beaulieu, forcé dans toutes ses positions, abandonne toute son artillerie, ses caissons et ses bagages, et laisse le champ de bataille jonché de cadavres. Sans la nuit tous les débris de son armée seraient tombés au pouvoir des Français.

Le 16 prairial an 4, Augereau, après

avoir passé le Mincio au-delà du lac, se porta sur les faubourgs de Cheriale, enleva les retranchemens, et obligea les ennemis de se retirer dans le corps de la place de Mantoue.

Ce fut à cette époque qu'il éclata une révolte sérieuse à Lugo, petite ville du Ferrarois. Le général Augereau, qui commandait dans ces contrées, informé de cet événement, donna trois heures aux Lugois pour poser les armes, les menaçant, en cas de refus, de marcher contre leur ville le fer et la flamme à la main.

Les révoltés méprisèrent cette menace, et ayant appris qu'on envoyait contre eux soixante dragons avec huit officiers, ils se mirent en embuscade pour les massacrer Ce premier acte hostile leur réussit; au signal convenu, les dragons surpris essuyèrent un feu vif, cinq furent tués d'abord, les autres prirent la fuite. Deux têtes furent portées à Lugo, et exposées sur la maison publique.

M. le baron Capellati, chargé d'affaires d'Espagne, interposa ses bons offices pour

sauver cette ville séditieuse, qui semblait vouloir assurer sa ruine par des actes de barbarie. Il se rendit à Lugo, exhorta les habitans à la soumission, à la confiance envers les armées françaises, disposées à leur pardonner les excès commis; mais il ne put rien obtenir de ces malheureux, égarés par de perfides conseils. Alors le général Augereau fit marcher un gros corps de troupes, infanterie et cavalerie, avec des canons et des caissons bien fournis. Une nombreuse phalange de rebelles se présenta; elle fut attaquée sur deux points par une colonne républicaine, d'un côté par Imola, de l'autre près d'Argenta. La défense fut terrible et opiniâtre; mais, après un combat de trois heures, le désordre se mit dans les bandes des rebelles, partie fut taillée en pièce, partie échappa par la fuite. On prétend que dans cette action il y eut plus de mille révoltés tués ou blessés, et environ deux cents Français. La ville fut ensuite cernée, et livrée pendant trois heures aux troupes, auxquelles on avait promis le pillage. Tout fut dé-

vasté; tout individu rencontré les armes à la main, fut mis à mort; les femmes et les enfans furent seuls épargnés. L'armée victorieuse rentra à Bologne avec un immense butin, qui fut sur-le-champ mis en vente sur la place publique. A son retour au quartier-général, Augereau fit répandre la proclamation suivante :

« Vous venez de voir un exemple terrible : le sang fume encore à Lugo... Lugo calme, Lugo tranquille aurait été respectée; comme vous, elle aurait joui de la paix; des mères n'auraient point à pleurer leurs fils, des veuves leurs maris, des orphelins les auteurs de leurs jours. Que cette épouvantable leçon vous instruise et vous apprenne à apprécier l'amitié des Français. C'est un volcan lorsqu'il s'irrite; il renverse, il dévore tout ce qui s'oppose à son irruption. Au contraire, il protège, il caresse quiconque cherche son appui; mais il faut acquérir sa confiance par quelque acte qui lui assure qu'elle ne sera point trahie. Depuis trop long-temps et trop souvent on a abusé de sa bonne-foi. »

Cette proclamation fut suivie d'un arrêté rigoureux, mais tel que les malheureuses circonstances l'exigeaient pour la tranquillité du pays et la sureté de l'armée française. Augereau revient à l'armée et se couvre de gloire à Lonado, à Castiglione; passe l'Adige après avoir écrasé l'ennemi, et dans les journées des 22, 23 et 24 fructidor, il rend les services les plus signalés. A Roveredo, il se fait remarquer par sa bonne conduite, son intelligence et sa valeur : ici il déploie les talens d'un grand capitaine, là, l'intrépidité, le courage et la patience du soldat français. Le général en chef, témoin de sa bravoure, fait lui-même son éloge aux soldats, et dans ses rapports au directoire, exalte le noble dévouement d'Augereau.

Wurmser fuyait, et tâchait de longer l'Adige pour gagner Mantoue. L'armée française poursuivait les fuyards. A Primolen la division d'Augereau trouve l'ennemi derrière un retranchement formé par un mur épais et solide qui coupait la vallée,

très-étroite et resserrée entre des rochers escarpés : le signal est donné ; les Français attaquent et la position est enlevée. Au château de Covelo, l'Autrichien veut résister encore ; le petit fort du même nom qui barre le chemin est fortifié par l'art et la nature : ce fort est appuyé à sa droite par un rocher escarpé de plusieurs cents pieds de hauteur, et à sa gauche par un précipice dans lequel coule la Brenta. Covelo doit tomber comme les retranchemens de Primolen. Notre artillerie fait cesser le feu de l'ennemi, et nos braves soldats, guidés par Augereau lui-même, gravissent les rochers, et forcent l'Autrichien à abandonner ce poste, cru inexpugnable.

La colonne du général Augereau culbute l'ennemi et entre au pas de charge dans Bassano ; malgré tous les obstacles et plusieurs journées de fatigues et de combats, elle arrive dans la nuit à Citadella. Le 23 fructidor de l'an 4, Augereau prend Padoue, ramène les bagages de l'armée autrichienne, investit Porto Legnago, qu'il force de capituler par ses dispositions et par sa réponse

énergique aux propositions du commandant de la place. « Je vous envoie une réponse à chaque article, disait Augereau ; vous verrez que je n'abuse pas de mes avantages ; mais il est bon de vous avertir qu'il est inutile de chicaner là-dessus, et que ce que je vous propose est irrévocable. Je n'attends pas votre dernière réponse au-delà d'une demi-heure. » Cette capitulation eut lieu après la bataille de Saint-Georges, où la division d'Augereau se couvrit de gloire. Elle était commandée par le général Bon ; Augereau était malade.

Porto-Legnago avait ouvert ses portes : seize cent soixante-treize hommes qui s'y étaient défendus avec opiniâtreté furent obligés de mettre bas les armes ; on trouva dans la place vingt-deux pièces de campagne toutes attelées ainsi que leurs caissons, et les cinq cents hommes que Wurmser avait fait prisonniers aux Français au combat de Cerea, et qui, par ce moyen, furent délivrés. Wurmser a fui dans Mantoue, où bientôt il est cerné par l'armée française.

Nos légions sont devant Arcole; quelle mémorable journée ! Jamais la brave armée d'Italie ne s'était trouvée dans une position aussi critique. L'ennemi, pour venger ses défaites, avait fait les plus grands efforts : tout ce qui lui restait de forces disponibles était aux champs d'Arcole : il osait tout attendre de sa position, du nombre de ses guerriers et de la lassitude des soldats français, qui n'avaient point encore reçu de l'intérieur de la France les renforts qui leur étaient nécessaires. Il ne fallait pas moins que le génie de Bonaparte, le talent des officiers-généraux et particuliers, qui l'ont secondé au prix de leur sang, le dévouement et la constance de nos braves frères d'armes, pour triompher de tant d'obstacles préparés par le désespoir de l'ennemi. Il fallait passer le pont d'Arcole qui sert de communication au milieu des marais et des canaux qui coupent la plaine. Toute la journée l'avant-garde a combattu, et toujours elle a trouvé la même résistance. En vain tous nos généraux, sentant l'importance du

temps, se sont précipités à la tête du pont, pour obliger nos colonnes de passer : tentatives inutiles ! ils ont tous été blessés. Augereau empoigne un drapeau, le porte jusqu'à l'extrémité du pont, et reste là pendant plusieurs minutes ; il appelle nos soldats du geste et de la voix : c'est un autre Horatius-Coclès se dévouant à la mort pour faire triompher nos soldats. Augereau fut obligé de rejoindre nos bataillons ; il le fait avec fierté, comme le lion qui s'est élancé et n'a pu saisir sa proie.

Lorsque le corps législatif fut instruit de cet acte de dévouement, il rendit un décret, d'après la proposition de Jean Debry, qui accorda ce drapeau à Augereau, comme un gage de la reconnaissance nationale. Le 29 pluviose le directoire lui adressa la lettre suivante :

« Vous soutenez toujours avec gloire, citoyen général, la réputation brillante que vous vous êtes acquise. Le directoire reconnaît que l'habileté de vos manœuvres, lors de la nouvelle tentative qu'a faite Alvinzi pour secourir Mantoue, a beaucoup contribué

aux succès de la république. Il va s'offrir à vous de nouvelles occasions de signaler vos talens militaires et votre dévouement républicain ; c'est la plus belle récompense des services rendus à la patrie. »

Mantoue, vivement pressée par l'armée française devait se rendre. Wurmser capitule, et ce boulevard de l'Italie succombe après une longue défense. Les vieux guerriers de l'Autriche ont cédé à l'audace, aux talens des jeunes chefs de nos armées. Bonaparte s'empresse de faire connaître au directoire cette heureuse nouvelle. Il devait une récompense à Augereau. L'honneur d'annoncer à la France entière que Mantoue a capitulé était bien dû au héros qui s'était dévoué à Arcole.

Dans une séance publique du directoire, on donna lecture d'une lettre du général en chef de l'armée d'Italie, en date du 30 pluviose an 5.

« Le général Augereau est parti, citoyens directeurs, avec soixante drapeaux provenans de la garnison de Mantoue. Vous verrez dans ce brave général, auquel la

république doit des services aussi signalés, un citoyen zélé pour le maintien du gouvernement et de notre constitution. Je ne vous remettrai pas sous les yeux tout ce qu'il a fait dans cette campagne; il n'est presque pas une affaire où lui et sa brave division n'aient contribué à la victoire. Je vous prie, dès l'instant que sa mission sera remplie, et qu'il aura profité des momens où les opérations militaires sont moins actives pour achever quelques affaires de famille, de le renvoyer à l'armée sans le moindre retard. »

Quel éloge! On ne sait ici qui l'on doit admirer davantage, ou du héros qui loue, ou du héros le sujet de l'éloge; si la bravoure d'Augereau est digne d'occuper le panégyriste, le panégyriste à son tour, par son équité, sa modestie, est digne de l'admiration des siècles, et de l'estime de ses contemporains. Bonaparte loue les compagnons de sa gloire avec le même talent que César louait autrefois les chefs de l'armée romaine, et ces braves légions qui avaient triomphé des Gaulois. On ne peut

dire avec plus de précision, on ne peut être plus exact, plus juste. Les rapports militaires, la correspondance de Bonaparte, prouvent ce que l'antiquité a reconnu, ce que les modernes ont avoué, que les héros seuls sont dignes de louer les héros.

Le directoire fit un accueil distingué à celui des vainqueurs de Lodi, d'Arcole et de Mantoue, que Bonaparte avait choisi le député des braves.

... « Il appartenait au peuple qui a recouvré sa liberté, disait au directoire le ministre de la guerre en présentant les soixante drapeaux pris aux ennemis, de la faire renaître dans les lieux même qui en furent le berceau. Nos premières campagnes furent remarquables par cette explosion subite qui, précipitant vers nos frontières un million de soldats, opposa l'enthousiasme et le courage à l'expérience; celle-ci présente un bien autre spectacle: le génie d'un héros luttant contre la science des vieux guerriers, la valeur française franchissant les fleuves, les montagnes et

tout ce que la nature et l'art peuvent opposer de difficultés.... »

Augereau veut parler, et des applaudissemens unanimes l'interrompent : tous les regards sont fixés sur lui. Son nom rappelait les journées de Lodi et d'Arcole ; quels grands souvenirs ! A ses côtés est son père, vieux militaire, en qui l'air martial semble encore, malgré ses cheveux blancs, respirer l'ardeur des combats ; et son frère, compagnon de ses travaux, et son aide-de-camp. Quel beau spectacle !

Augereau se fait entendre.... « L'armée d'Italie, disait-il, ... fidèle à son serment, forte de son courage et de l'estime des amis du gouvernement républicain, justifiera dans la campagne prochaine l'opinion avantageuse que lui ont acquise soixante combats et vingt-sept batailles..... Il était réservé à la gloire de cette armée, d'obtenir, pour prix de ses fatigues et de son courage, de prendre possession, au nom de la république, de la ville de Mantoue, et d'assurer par la prise de cette forteresse la conquête de l'Italie..... Quels efforts l'ennemi peut-il

opposer désormais aux soldats républicains, qui ont si souvent triomphé de ses phalanges nombreuses et des obstacles que la nature n'a créés qu'après une infinité de siècles, qui se sont familiarisés avec la faim, la soif, les marches forcées, et auxquels aucun sacrifice ne coûte. . . ? »

Augereau ne parlait que de l'armée d'Italie, il s'oubliait lui-même. Le président du directoire répond à sa harangue; et, ne pouvant contenir le sentiment qui le transporte et l'entraîne, il se précipite dans les bras d'Augereau, lui donne l'accolade fraternelle, et lui remet un drapeau tricolor, symbole de celui qu'il avait planté sur le pont d'Arcole.

De retour à l'armée d'Italie, Augereau parcourt avec le même succès la carrière de gloire qu'il s'était ouverte. Il contribue à nos victoires, et au traité de Campo-Formio, le résultat de la plus belle et de la plus glorieuse campagne faite contre les ennemis de la liberté.

Cependant lorsque nos soldats n'ont qu'un seul désir, qu'une seule volonté, l'honneur

et le maintien de la république ; lorsqu'ils n'ont d'autre ambition que celle de vaincre, d'autre crainte que celle d'être vaincus, le sénat français se divise par des factions, qui veulent dicter des lois, et maîtriser la nation entière. Une partie des représentans du peuple, réunie à Clichy, se croit faite pour gouverner, parce qu'elle a pour elle une grande majorité, des partisans nombreux, quelques talens et même des vertus. L'autre fraction du corps législatif imagine que rien ne peut lui résister, que sa volonté est souveraine, et quoique moins nombreuse que la clichienne (1), elle croit ses succès certains, parce qu'elle est protégée par le gouvernement, par les soldats, par les chefs de nos armées : elle ne ménageait pas ses adversaires, et leur prodiguait les noms injurieux de conspirateurs, de royalistes, de partisans de l'Autriche et de l'Angleterre. La minorité à son

(1) Terme dérisoire employé par ses adversaires.

tour maltraitée par la majorité, est désignée comme amie du système de Babœuf, et comme protectrice du parti jacobin.

Chaque parti, pour vaincre celui qui lui est opposé, ou qu'il feint de regarder comme tel, emploie tous les moyens inventés par la haine et la vengeance, qui depuis quelques années servaient si bien une faction cruelle, n'ayant d'autre principe politique que celui exprimé par un mot énergique d'un de ses orateurs, *Osez*. Tous les partis sollicitaient l'armée, et l'armée se déclarait toujours pour celui que ses chefs avaient adopté. Les chefs s'attachaient aux membres du sénat qu'ils croyaient vraiment républicains, et comme souvent l'intérêt et l'hypocrisie usurpaient ce titre honorable, les chefs de nos phalanges furent souvent égarés.

Le directoire redoutait l'éloquence, la popularité de ceux qu'il appelait clichiens; il voyait tous les jours grossir le nombre de leurs partisans. Il voulut consulter l'armée, l'armée se déclara pour le directoire, et, malgré la constitution, qui défendait aux

corps armés de délibérer, toutes les divisions envoyèrent des adresses : elles étaient toutes en faveur du directoire, dont elles faisaient l'apologie.

Ces adresses furent improuvées par les amis de la constitution, qui déja prévoyaient sa chute, par la majorité des députés inculpés dans ces adresses, par plusieurs autorités constituées qui osèrent faire des représentations. Les contradictions aigrissaient les esprits, personne ne voulait céder : enfin le directoire résolut de chasser du corps législatif ceux qu'il regardait comme ses ennemis ; la constitution n'offrait pas de moyen pour le faire légalement ; on chercha malheureusement un mode des temps révolutionnaires, et la journée du 18 fructidor fut choisie pour effectuer un grand acte de vengeance, annoncé comme un acte de justice. Pour l'opérer sans danger, le directoire fit choix du général de division Augereau, qui, le 25 thermidor, fut nommé commandant de la dix-septième division. C'était rendre la victoire certaine, si les partis qui étaient

en présence avaient dû en venir aux mains. Augereau bientôt après arriva à Paris : il était porteur d'une adresse de l'armée d'Italie, contre ce qu'on appelait alors les conspirateurs de Clichy.

Cependant il y avait eu quelques pourparlers entre certains membres du conseil des cinq cents qui avaient une grande influence, le directoire, le général Augereau et quelques autres braves officiers de l'armée : il fut impossible de s'entendre. Le 17 fructidor une sécurité profonde régnait dans le conseil des cinq cents; le 18, les Parisiens apprirent avec étonnement, et par des proclamations affichées, que plusieurs membres du corps législatif étaient arrêtés, que le lieu des séances des deux conseils était changé, que Pichegru était dénoncé comme chef d'une grande conspiration royaliste, et que ses complices et lui étaient condamnés, et devaient être déportés dans les déserts de Synamary.

Augereau, chargé de l'exécution des ordres du directoire, s'acquitta de cet emploi en soldat qui ne sait qu'obéir; il le

fit avec tant de promptitude, que le combat n'était pas encore commencé, et déja la victoire était acquise au directoire, et le commandant de la dix-septième division avait réussi dans ses desseins.

Les deux conseils et le directoire votèrent des remerciemens à Augereau, pour sa conduite pendant la journée du 18 fructidor. Lorsqu'il fut question de donner des successeurs à Barthélemi et à Carnot, plusieurs suffrages furent accordés à Augereau.

Le 2 vendémiaire de l'an 6, il fut nommé général en chef de l'armée de Rhin et Moselle, et de Sambre et Meuse, en remplacement du général Hoche : Augereau se rendit à son armée, qui était en Allemagne, où il se fit précéder d'une adresse dans laquelle on remarquait plusieurs phrases énergiques qui exprimaient sa haine contre les hommes qu'il croyait traîtres à la patrie, et son indignation contre tous ceux qui faisaient le malheur du soldat. « Vos maux seront soulagés, disait-il à nos guerriers.... Tous mes instans, toutes mes facultés, mon existence entière vous seront

consacrés, mes camarades.... du patriotisme et du courage. Soldats, que votre bravoure s'allume au feu sacré de la patrie.»

Il est des services rendus à la chose publique qui font des ennemis aux héros, et les exposent aux persécutions. Augereau l'éprouva; des ennemis haineux et puissans voulurent le perdre; on supposa une correspondance; on lui donna pour auteur le chef de l'armée de Rhin et Moselle, et l'on prétendit qu'il avait conspiré pour nuire à Rewbell, membre du directoire, et à Bonaparte, qui se trouvait alors à Paris. La calomnie avait si bien dressé ses batteries qu'elle parvint à jeter des soupçons, au moins sur les intentions d'Augereau, et à faire croire qu'il voulait perdre le héros d'Italie, le compagnon de sa gloire, celui qui dans les combats avait guidé son courage, qu'il avait appris à chérir, et qu'il se plaisait à louer.

Augereau fut rappelé de l'armée d'Allemagne, Rewbell le voulut ainsi, et il fut nommé commandant de la dixième division militaire: c'était un exil honorable. Le directoire, pour adoucir en quelque sorte

ce que cette nomination avait de cruel pour un brave guerrier qui a bien servi son pays, lui adressa l'instruction que voici :

« Le directoire compte avec une pleine confiance sur les résultats des opérations du général Augereau dans sa nouvelle et importante mission. Quand on a servi la république avec autant de gloire et de succès qu'il l'a fait jusqu'à présent, on ne peut qu'acquérir de jour en jour de nouveaux titres à la reconnaissance nationale. »

Augereau répondit au directoire d'une manière laconique : « J'ai reçu, citoyens directeurs, l'arrêté qui supprime l'armée du Rhin et son état-major ; en conséquence de vos ordres, je pars pour me rendre à la nouvelle destination que vous m'assignez. »

Le 26 floréal an 7, il écrivit de Perpignan une lettre dans laquelle il annonçait au directoire, que, nommé par le département de Haute-Garonne membre du conseil des cinq cents, il acceptait les

fonctions législatives, et donnait sa démission de commandant de la dixième division militaire.

Augereau, de retour à Paris, vint prendre la place qui lui était assignée dans le conseil des cinq cents. Dans la première séance, il fut nommé un des secrétaires; cette marque d'honneur était bien due à son courage, à son patriotisme, à tous les services qu'il avait rendus à la république.

Bientôt de nouveaux nuages se sont élevés, et la tempête est sur le point d'éclater. Le corps législatif et le directoire sont encore divisés; le 18 fructidor a été l'apprentissage des journées désastreuses.

Trois fois les nominations du peuple ont été annullées, trois fois la constitution a été violée; Augereau défend le parti qu'il croit le plus populaire. Le premier fructidor an 7, il avait invité tous ses collègues à l'union, et demandé qu'on protégeât les réunions politiques. Dans la séance du 27, il se montra un des plus ardens *partisans de la patrie en danger*; c'était à l'époque

des désastres qu'avait éprouvés l'armée d'Italie. Bientôt on annonce à la tribune des cinq cents que les généraux Bernadotte et Lefebvre sont remplacés. On parle de quelque projet du directoire, d'un *coup d'état* que cette autorité veut faire. Augereau s'élance à la tribune, et prétend que le directoire n'a pas ce droit. « Le sang, disait-il, n'a pas coulé au 18 fructidor, et la république a été sauvée; mais aujourd'hui que la représentation nationale, unie d'intention, doit discuter, avec la plus grande liberté, les moyens de sauver la patrie, je déclare devant le ciel, je prends à témoin tout ce qu'il y a de plus sacré, qu'il faudra me faire tomber la tête avant de commettre un attentat sur un seul de mes collègues. »

Malgré le courage d'Augereau, malgré l'acharnement de son parti, le décret tendant à déclarer la patrie en danger, ne fut point adopté.

Les revers qu'avaient eprouvés nos armées, la constitution violée trois fois, des décrets impolitiques, les divisions scan-

daleuses qui régnaient entre les deux conseils et le directoire, annonçaient la nécessité du grand mouvement qui seul pouvait remédier aux maux de la France. Il eut lieu le 18 brumaire. Bonaparte, en ce grand jour, fut déclaré le *sauveur* de la France. Augereau n'était point dans les rangs des guerriers qui secondèrent les desseins de ce jeune héros. Un moment Augereau fut incertain; mais bientôt la raison reprend ses droits. Il rejoint aux Tuileries Bonaparte, qui haranguait les soldats. Il s'approche, embrasse à trois reprises celui qui fut en Italie son général et son ami, et lui dit: « Comment, général, vous avez voulu faire quelque chose pour la patrie, et vous n'avez point appelé Augereau »! Bonaparte répondit d'une manière flatteuse à son frère d'armes: « Je n'ai point oublié les services qu'Augereau a rendus à sa patrie, à moi-même; je ne puis oublier le héros de Lodi et d'Arcole. »

C'est à Saint-Cloud que les opérations de la journée du 18 brumaire eurent lieu. Augereau ne fut pas employé,

mais il était en habit bourgeois dans cette commune.

Bonaparte l'apperçoit qui s'avance, il s'approche et dit : « Augereau, tu me connais, tu sais si j'aime la république, et si c'est pour elle que j'ai combattu. Je t'ai vu marcher dans le sentier de la gloire ; la conduite que tu as tenue me répond de celle que tu tiendras dans une occasion aussi importante pour le salut de la république ». Augereau témoigna par signes, qu'il serait digne en ce jour de sa renommée, de l'estime et de l'amitié de Bonaparte.

Augereau causa ensuite avec quelques hommes marquans du parti abattu dans la nuit du 19. Ceux-ci lui proposaient de se mettre à la tête des jacobins et des troupes qu'ils espéraient gagner. « Croyez-vous, leur répondit Augereau, que je consente à perdre le nom que j'ai acquis dans les armées, en m faisant le chef de misérables comm vous ?

Augereau revint à Paris dans la soirée, satisfait d'avoir rempli son devoir.

Le 7 nivose an 8, Augereau fut nommé

par Bonaparte, commandant en chef de l'armée française en Batavie.

Le premier consul écrivit à Augereau une lettre extrêmement flatteuse. « Je vous ai nommé, citoyen général, au poste important de commandant en chef de l'armée française en Batavie. Montrez, dans les actes que votre commandement vous donnera lieu de faire, que vous êtes au-dessus de ces misérables divisions de tribunes, dont le contre-coup a été malheureusement, depuis dix ans, le déchirement de la France. La gloire de la république est le fruit du sang de nos camarades : nous n'appartenons à aucune coterie qu'à celle de la nation entière ; si les circonstances m'obligent à faire la guerre par moi-même, comptez que je ne vous laisserai pas en Hollande, et que je n'oublierai jamais la belle journée de Castiglione. »

Augereau accepta l'auguste mission qui lui était confiée. Il se fit remarquer chez les Bataves par la sagesse de ses opinions, sa modestie, et le soin qu'il mit à faire respecter le nomfrançais.

Lorsque Moreau pénétra en Allemagne en l'an 9, Augereau vint établir un camp sur la Lahn. Le 3 frimaire, il attaqua le baron d'Albini, fit entourer Wurtzbourg, battit la cavalerie ennemie près des hauteurs de Burg-Eberach, et rétablit les communications de l'armée sur les derrières avec Wurtzbourg, par le moyen de divers ponts qu'il fit jeter sur le Mein. Il triompha de l'armée autrichienne, dans la journée du 27 frimaire, à Nuremberg; le combat fut long et sanglant, et la victoire longtemps disputée : l'action avait duré depuis neuf heures du matin jusqu'à la nuit. C'est à ses sages dispositions et au courage des soldats que cette victoire mémorable est due. Après la bataille de Hohenlinden, un armistice ayant été signé, l'armée gallo-batave revint en Batavie.

Augereau est maintenant à Paris, où il n'a que le titre de général de division. Tranquille dans ses foyers, il vit sans ambition, sans faste et sans orgueil, faisant des vœux pour sa patrie, entouré de ses amis, ayant assez fait pour la gloire, cer-

tain de laisser après lui un nom immortel, et d'être placé parmi les grands généraux qui ont servi avec distinction la cause de la république pendant la guerre de la révolution.

BARAGUAY-D'HILLIERS.

Baraguay-d'Hilliers fut d'abord aide-de-camp du général Custine, puis chef de l'état-major de l'armée commandée par ce général. Ses talens le rendaient recommandable; il avait aidé de ses conseils les opérations qui, sur les bords du Rhin, amenèrent la reddition de Spire, Worms et Mayence. Custine fut dénoncé, arrêté, traduit dans les prisons; Baraguay-d'Hilliers dut subir le même sort. Il avait osé paraître devant Fouquier-Thinville pour justifier son général : cet acte de reconnaissance et de dévouement lui mérita la haine de ce juge atroce; il fut lui-même arrêté et conduit à l'Abbaye le 18 brumaire an 2 (1793). Cependant les amis de cet infortuné se demandaient quel était son crime. Il s'en trouva d'assez courageux pour opposer leurs réclamations aux résolutions atroces du tribunal révolution-

naire. Le 22 messidor, Baraguay-d'Hilliers fut porté sur une liste d'accusés pour quelque prétendue conspiration des prisons, il fut acquitté et réintégré dans la maison d'arrêt du Luxembourg.

Le regne de la tyrannie décemvirale a cessé, le 9 thermidor a lui sur la France, et Baraguay-d'Hilliers est rendu à la liberté. Il n'était pas fait pour languir dans une honteuse oisiveté. Il obtint du service, et bientôt il se fit remarquer par ses qualités aimables, son amour pour la discipline, et son attachement pour les soldats de la patrie.

Des bataillons nombreux s'avançaient au milieu des Alpes; Bonaparte, à la fleur de l'âge, par son génie, son activité, semblait devoir fixer la fortune. Elle souriait à ce jeune héros, et tous les guerriers avides de gloire enviaient le sort de ceux qui, sous ses ordres, devaient faire l'importante conquête de l'Italie. Baraguay-d'Hilliers avait été choisi et placé au nombre de ces officiers-généraux. Le 5 nivose an 5, il remplit les vœux du général en

chef, et prit le château de Bergame. Bonaparte écrivait de lui au directoire: « Quoique l'occupation de la citadelle de Bergame ne soit pas une opération militaire, il n'en a pas moins fallu des talens et de la fermeté pour l'obtenir. Le général Baraguay-d'Hilliers, que j'en avais chargé, s'est, dans cette occasion, parfaitement conduit: je vais lui donner le commandement d'une brigade, et j'espère qu'aux premières affaires il méritera sur le champ de bataille le grade de général de division. »

Bonaparte confia à Baraguay-d'Hilliers le commandement de la Lombardie. Ses premières opérations eurent pour objet toutes les précautions à prendre pour que dans son commandement il ne s'élevât aucun trouble qui pût nuire au vaste plan du général en chef. A Milan, il ordonna l'arrestation des ex-nobles ou bénéficiers qui sortiraient de cette capitale de la Lombardie, ou n'y seraient pas rentrés dans un temps déterminé.

Lorsqu'il occupa le château de Ber-

game au nom de la république française, voici la proclamation qu'il adressa aux habitans de ces contrées.

« Les circonstances de la guerre m'ont forcé d'occuper la ville et le château de Bergame, pour prévenir les sinistres projets des ennemis de la république française, et éloigner de vos foyers le théâtre de la guerre. Les troupes républicaines sont amies de l'ordre et des lois, et protègent la sûreté des personnes et des propriétés; ne craignez rien de leurs baïonnettes, elles ne servent qu'à frapper le crime et à vaincre les ennemis de la liberté. Je leur ferai respecter vos droits, vos coutumes, votre culte et votre gouvernement. Nous sommes venus comme amis, et j'espère que vous n'oublierez pas vos intérêts au point de me forcer de faire usage des forces qui me sont confiées contre les citoyens que ma république et ma religion m'imposent de regarder comme frères. »

Bonaparte, après la reddition du château de Bergame, avait prédit que Bara-

guay-d'Hilliers s'immortaliserait par de plus grands exploits : cette prédiction fut accomplie. Voici ce que Baraguay-d'Hilliers écrivit lui-même au directoire :

« Citoyens directeurs, je m'empresse de vous informer que la division du Tyrol, partie le 25 ventose de ses cantonnemens sur l'Adige, la Lavis et la Brenta, est arrivée hier au soir ici (Brixen), après avoir chassé l'ennemi au-delà des hautes montagnes qui séparent Inspruck de la Carinthie; ses équipages, ses magasins, sept à huit mille prisonniers sont tombés entre nos mains dans dix ou douze actions; de façon que j'espère que notre jonction se fera sans peine avec la grande armée qui agit dans le Frioul, et qui nous tend la main par les vallées de la Drave. On peut présumer à notre allure que l'aigle impérial, poursuivi jusque dans Vienne, adoucira son orgueil, parce qu'il aura le bec et les serres rongés. »

Lorsque Baraguay-d'Hilliers écrivait cette lettre au directoire, il était séparé de Bonaparte par une grande distance.

On sait quels furent les succès de nos armées en Italie : l'empereur fut obligé de souscrire à la paix qui lui était offerte, et le traité de Campo-Formio mit fin à la première campagne en Italie.

Le général divisionnaire termina son rapport au directoire par une adresse des soldats français qu'il commandait, et qui s'élevaient avec force contre les députés appelés les conspirateurs de Clichy.

Bientôt une ample moisson de gloire est préparée, des milliers de soldats sous les ordres de Bonaparte vont occuper Malte et l'Egypte, Baraguay-d'Hilliers sera de cette expédition. Le rocher de Malte est obligé de capituler, et l'armée française est dans la ville; Baraguay-d'Hilliers est choisi pour porter en France cette heureuse nouvelle, et remettre au directoire des drapeaux enlevés à Malte, la grande coulevrine de Soliman, et d'autres objets précieux. Il montait la frégate *la Sensible*. A la hauteur de la Sardaigne, elle fut attaquée par une frégate anglaise de 46 canons. Après avoir soutenu un combat très-

inégal, *la Sensible* fut obligée de se rendre.

Voici quelques détails sur le combat que les deux frégates se livrèrent : Lorsqu'elles se rencontrèrent, elles s'approchèrent de si près, qu'on se battit à la portée du pistolet. La frégate anglaise portait quarante canons de dix-huit, la frégate française n'en avait que vingt-huit de douze. La première bordée de l'ennemi renversa tous les Français qui étaient sur le pont, à l'exception de cinq; plusieurs boulets percèrent le bâtiment de part en part. On fut obligé de faire mettre aux pièces, à la place des canonniers français qui avaient été tués, des Maltais qui ne voulurent jamais faire le service. Pendant toute l'action, le capitaine de la frégate française ne quitta point le pont, et reçut plusieurs blessures; il hasarda un dernier effort, et commanda l'abordage. Dans le même moment où s'exécutait la manœuvre, le général Baraguay-d'Hilliers, qui voulait donner l'exemple, fut renversé par un éclat de bois qu'il reçut dans la

poitrine. Il avait eu auparavant son chapeau criblé de mitraille ; le lieutenant de la frégate tomba mort à ses côtés. Enfin soixante-dix hommes, sur une centaine dont était composé l'équipage, sont tués. C'est dans cet état qu'on se rendit à un ennemi bien supérieur en hommes et en canons. Avant d'amener on jeta à la mer les dépêches et les drapeaux pris à Malte. Les drapeaux flottèrent et les Anglais les reprirent. Après la prise de la frégate, Baraguay-d'Hilliers et ses aides-de-camp furent conduits à la flotte anglaise devant Cadix, et de là embarqués sur une frégate qui remonta jusqu'aux Açores, et fit ensuite voile pour Portsmouth. Pendant toute la route, les prisonniers français furent très-bien traités ; on parla de l'armée d'Italie, pour laquelle les officiers anglais témoignèrent beaucoup d'estime et d'admiration. Lorsqu'on eut abordé en Angleterre, on traversa une partie du pays pour se rendre à Portsmouth ; le duc de Norfolck, dans les terres duquel on passa, envoya prier le général et ses aides-de-

camp de se rafraîchir chez lui; d'autres Anglais de marque, qui étaient à la chasse, et qui avaient appris que les prisonniers approchaient, leur envoyèrent également offrir des rafraîchissemens; mais, arrivés à Portsmouth, ils furent jetés sur les pontons qui servaient de prison à une foule de nos malheureux compatriotes. Le citoyen Niou, commissaire pour l'échange des prisonniers français en Angleterre, osa demander à l'amirauté de laisser revenir en France les trois prisonniers sur leur parole d'honneur, lorsqu'il apprit que cette autorisation avait été donnée quelques heures auparavant, à la charge de revenir s'ils n'étaient pas échangés dans un délai, et de sortir d'Angleterre dans cinq jours, par Douvres, en se gardant bien d'approcher de Londres.

La conduite du général Baraguay-d'Hilliers était digne de tous les éloges, et cependant la calomnie poursuivait l'illustre prisonnier. En arrivant en France, il apprit qu'il avait été destitué par le directoire; Baraguay-d'Hilliers sentit amère-

ment l'injustice de cette destitution. Le 18 messidor an 7, il demanda d'être jugé par un conseil de guerre. Le directoire comprit enfin qu'il avait été trompé; Baraguay-d'Hilliers fut rendu à l'armée, à ses braves frères d'armes, et nommé chef de l'état-major de l'armée du Rhin. Il avait servi sous Bonaparte, il va servir sous les ordres de Moreau, et c'est à l'école des deux plus grands capitaines de ce siècle qu'il aura appris le grand art de fixer la victoire et de cueillir des lauriers immortels.

Baraguay-d'Hilliers se distingue dans les premiers combats qui se livrent sur les bords du Rhin; il a payé de sa personne, et il est chargé par le général en chef de faire lui-même le rapport des actions qui ont eu lieu sur les rives de ce fleuve, que la nature a placé entre des armées rivales.

Baraguay-d'Hilliers, dans sa lettre au directoire, s'exprimait ainsi: «Le deuxième jour complémentaire, à la pointe du jour, l'armée autrichienne, forte de trente mille hommes, et commandée par le prince

Charles en personne, attaqua les troupes françaises, qui ne consistaient qu'en cinq mille hommes d'infanterie et trois cents de cavalerie. Son attaque commença par le village de Neckerau, défendu par le général de brigade Vandemack : tout ce que pouvaient la bravoure, le sang-froid et l'habileté a été déployé et exécuté pendant six heures par les braves troupes sous ses ordres, trois fois le village fut pris et repris à la baïonnette, mais l'ennemi ayant, à raison de son grand nombre, pénétré par la digue du Rhin, et tourné la droite des troupes républicaines, il a fallu abandonner le champ de bataille, et se retirer dans l'ouvrage à corne qui est placé en arrière, entre Neckerau et Manheim. « L'ennemi, ajoute Baraguay-d'Hilliers, en attaquant la droite, attaqua successivement le centre et la gauche par deux fortes colonnes, beaucoup d'artillerie, et porta sur la rive droite une troisième colonne. A la faveur de ces attaques, différens retranchemens furent emportés de vive force, quoique défendus avec une résistance opiniâtre. Malgré la

valeur des républicains, malgré celle de la division Ney, qui arriva avec un bataillon de la seizième de bataille, il fallut céder à la supériorité du nombre, et sortir de Manheim où l'ennemi avait pénétré de toute part. La retraite s'exécuta dans le meilleur ordre, et, à l'exception de quelques pièces de canons tombées au pouvoir des ennemis, l'artillerie et les munitions furent évacuées, avec autant de promptitude que de précision. »

Après la retraite devant Manheim, le 13 frimaire, Baraguay-d'Hilliers commanda en chef et provisoirement toute l'aile gauche des armées du Rhin et du Danube, réunies.

L'armée française fut donc obligée de se replier, mais sa retraite devant un ennemi supérieur n'eût rien que de glorieux; une poignée de soldats avait combattu pour l'honneur, pour la patrie et résisté avec courage. Notre armée se reposait de ses fatigues, et attendait le moment de prendre sa revanche, lorsque le magasin d'artillerie de Landau sauta en l'air, l'explosion fut terrible. Baraguay-d'Hilliers commandait

près Landau : suivi de trois cents chasseurs, des artilleurs et de leurs officiers, il pénétre dans la ville, fait ses dispositions, réunit les travailleurs, et vole vers le lieu où régnaient la désolation et la terreur. On avait à craindre que le magasin des poudres qui en contenait six cent milliers, ne vint à sauter, si le feu se communiquait ; il fallait de l'activité, du courage et donner l'exemple aux citoyens épouvantés, aux soldats étonnés. Baraguay-d'Hilliers se met à la tête des travailleurs, il est placé au milieu des flammes et des éclats ; c'est en bravant les plus affreux dangers qu'il parvient à les vaincre. Au bout d'une heure, trois cent cinquante caissons chargés sont arrachés à force de bras du voisinage des flammes ; les magasins de foin, de paille sont enlevés avec rapidité. La pluie et le vent d'ouest secondent les efforts de nos travailleurs, enfin il ne reste plus rien de combustible autour du lieu de l'incendie. Les habitans de Landau et la république doivent au dévouement, au sang-froid, à l'intrépidité du général Baraguay-d'Hilliers la conservation

d'une place importante, dont la privation eût diminué les obstacles que la France peut opposer à l'ennemi qui veut tenter une invasion. Aux lauriers des héros, Baraguay-d'Hilliers, joint la couronne civique, double récompense due à sa valeur et à ses vertus.

Bientôt l'armée du Rhin est appelée à de nouveaux combats, à de nouveaux triomphes, elle est commandée par Moreau ; sous un tel général chacune de ses marches est marquée par un combat, et chaque combat est une victoire. L'honneur français acquiert un nouveau lustre à Moeskirch, à Biberach, à Memmingen, la Bavière est occupée, et près d'Hohenlinden la victoire se déclare encore pour les Français, comme elle l'avait fait à Maringo.

Baraguay-d'Hilliers fut placé dans une des divisions de l'armée de Moreau, c'était assurer de ce côté l'exécution des projets d'un de nos plus habiles généraux ; dans plusieurs circonstances les talens de Baraguay-d'Hilliers rendirent nuls les obstacles offerts par l'ennemi, et secondèrent la valeur et l'intrépidité française.

Le général Baraguay-d'Hilliers se démit de ses fonctions de chef de l'état-major de l'armée du Rhin, dans le mois de brumaire de l'an 8. Le général Lecourbe lui donna le commandement du centre de cette armée, qui ne forma plus, depuis la levée du siége de Philisbourg, que trois divisions, n'ayant alors besoin que de s'assurer des quartiers d'hiver sur la ligne droite de l'armée du Rhin.

Le temps fixé aux deux armistices d'Italie et d'Allemagne était écoulé, et l'empereur ne pouvait consentir aux sacrifices exigés de lui, il lui restait encore quelque espoir. Deux armées autrichiennes se reforment sur l'Inn et le Mincio ; les Français ont reçu des renforts sur l'Oglio et l'Iser, mais la gloire va se frayer un nouveau chemin, et du sommet des Alpes montrer à tous les peuples les étendarts de ses favoris.

Macdonald commmande une armée ; elle pénètre dans le pays des Grisons, dont elle prend le nom, et s'occupe du soin de contenir une armée autrichienne dans le Tyrol, et de lier ses opérations avec celles de l'armée du Rhin.

Baraguay-d'Hilliers est employé par Macdonald, le commandement d'une division lui est confié ; en conséquence des ordres reçus, il entre au mois de brumaire dans la Valteline avant que les hostilités aient recommencé ; ses avant-postes se trouvent en présence des ennemis, qui occupaient la haute Engadine jusqu'à Sumada. La division Baraguay-d'Hilliers formait la première ligne de l'armée française, elle s'étendait dans le pays compris entre Sumada, Morbegno et le mont Tonal, sa gauche était dans la haute Engadine, son centre à Trano, Bormio et Sondrio communiquant avec la gauche par le va Puschiavo et le mont Bernina, sa droite occupait le val d'Aprega, prête à remplacer l'armée d'Italie au mont Tonal, et sa réserve à Morbegno.

Jusqu'au 18 frimaire de l'an 8, il n'y eut aucun mouvement dans cette division ; Baraguay-d'Hilliers ne pouvait agir, car ses forces n'étaient pas suffisantes pour prendre réellement l'offensive, et comme il le disait lui-même : « Quand on m'aura

appuyé dans la Valteline, j'aspirerai à devenir méchant, après avoir fait le fanfaron.»

La position des avant-postes était critique, les vallées où elles bivouaquaient n'offraient par elles-mêmes aucune ressource. On était obligé de faire transporter à dos de mulets ou sur des traîneaux les vivres nécessaires à tout le corps d'armée; les neiges tombaient avec abondance, les communications étaient à tout moment interceptées, et l'on pouvait mourir de faim avant qu'elles fussent ouvertes.

Cet état ne pouvait durer; l'hiver descendait du sommet des montagnes dans les vallées, et la nature allait combattre contre nous en faveur de l'Autrichien, retranché au milieu de la vallée du Splugen. A peine quelques vivres ont-ils été emmagasinés, et quelques munitions ont-elles été rassemblées, que toute l'armée des Grisons s'ébranle et s'approche des immenses et éternels glaciers qui terminent la Suisse. Alors s'effectue un passage regardé comme impossible; ni les torrens furieux, ni les avalanches qui du haut des rochers

se précipitent, et portent la terreur, la destruction et la mort; ni les vents déchirés qui mugissent, ni la neige mouvante qui engloutit les hommes et les chevaux, ni les tourbillons de neige, ni la faim, ni la lassitude ne peuvent arrêter la marche de cette colonne invincible, moins redoutable par le nombre que par le courage des soldats qui la composent. Les rochers du Splugen sont gravis, les Autrichiens sont surpris, attaqués, battus; en vain dans la nuit du 17 au 18 frimaire ont-ils surpris les hussards à pied qui défendaient l'avant-poste de Zuts; le général Baraguay-d'Hilliers est instruit de cette nouvelle; aussitôt la quatrième demi-brigade reçoit de lui l'ordre de traverser le val Puschiavo, et de surmonter l'affreux mont Bernina, avec deux pièces de canons: cette brave demi-brigade ose, et réussit. Le 22 frimaire, les Autrichiens sont obligés de se replier sur Pont-Alto; Sumada est repris, et l'ennemi ne peut prendre l'offensive qui lui était nécessaire pour le succès de ses opérations. Cependant la position de notre armée était

cruelle ; elle manquait absolument de vivres et de moyens de transports pour les munitions, il ne lui restait que son courage, le génie de ses chefs, et la fortune qui ne l'abandonnait jamais.

Le général Moreau avait vaincu à Hohenlinden, et le 5 nivose, un armistice avait été signé à Steyer : l'armée des Grisons n'y était pas comprise, elle se montrait toujours avec gloire sur le sommet des Alpes Rhétiennes, et ne songeait qu'à suivre le cours des opérations qui lui avaient été confiées.

Tandis que toutes les divisions font leur devoir, celle que Baraguay-d'Hilliers a le bonheur de commander, s'illustre par de plus grandes choses. Le 8 nivose, les braves grenadiers de la quarante-cinquième demandent à marcher ; il fallait pénétrer dans le val de Munster, détruire à Martin-Bruck de forts retranchemens, et se frayer un passage après Ramutz. Nos grenadiers marchent, se montrent, et l'Autrichien derrière ses retranchemens est saisi d'épouvante ; n'osant se fier à la majorité du nombre il

bat en retraite, se retire avec perte derrière le pont Saint-Martin : les Autrichiens cèdent encore, et l'armée française, qui, le 11 nivose, s'est emparée de tous ces retranchemens, défendus par trois mille hommes, pénètre dans le Tyrol, et avant que l'armistice de Steyer lui soit connu, la division de mille huit cents hommes commandée par Baraguay-d'Hilliers, a fait perdre à un corps de six mille neuf cents autrichiens, deux cents prisonniers, et vingt lieues d'un pays où pour faire un pas il fallait forcer une position, et où chaque peleton retranché pouvait arrêter une armée.

Les opérations de l'armée des Grisons se continuent toujours avec succès, elles ont pour but de pénétrer en avant, et de s'emparer de Trente. Le général Baraguay-d'Hilliers eut encore l'honneur de concourir au succès de cette opération ; il commandait la colonne qui, séparée de l'armée, devait se porter le plus promptement possible sur Mœrau et Botzen, il exécuta tout ce qui lui avait été ordonné, s'établit dans le Haut-Adige quoiqu'il

se trouve pendant cinq jours isolé du principal corps d'armée, ne pouvant ni donner ni recevoir de nouvelles du général en chef, et cependant c'était au moment où la victoire, qui semblait couvrir de ses ailes nos bataillons, allait mettre en notre pouvoir la division ennemie, commandée par le général Auffenberg. Enfin la ouvelle officielle de l'armistice de Steyer parvint au général Macdonald; Baraguay-d'Hilliers reçut l'ordre de terminer les hostilités dans le pays qu'l avait soumis, et les soldats et lui même, après de pénibles et de glorieux travaux, revinrent en France jouir des avantages de la paix, et goûter les douceurs du repos.

Baraguay-d'Hilliers, retiré maintenant dans le département d'Eure-et-Loir, investi de la confiance publique et de l'estime des chefs de l'état, nommé par eux inspecteur général d'infanterie des quatorzième, quinzième et seizième divisions militaires, fut élu, par Bonaparte, président de l'assemblée électorale du département d'Eure-et-Loir, pour l'an 11;

récompenses civiques ajoutées aux récompenses militaires que ses vertus domestiques et guerrières lui ont méritées. Il vient d'être nommé par le collége électoral, candidat au sénat conservateur.

Le 13 germinal de l'an 11, une députation du collége électoral du département d'Eure-et-Loir, est admise à l'audience du premier consul. Baraguay-d'Hilliers, président de ce collége, y porta la parole en ces termes:

« Au milieu des hommages que la France reconnaissante vous adresse de toutes parts, daignez accueillir ceux du collége électoral du département d'Eure-et-Loir; les citoyens qui le composent, après avoir rempli leurs devoirs dans une courte session, ont éprouvé le besoin unanime de vous exprimer leur reconnaissance pour le bien que vous avez fait et pour celui que vous voulez faire. Allez, nous ont-ils dit, vers notre premier magistrat, vers ce chef, l'orgueil du Peuple Français, restaurateur de la gloire nationale et de la morale publique, plus grand encore, s'il est possible, pendant

la paix, qu'il ne fut redoutable aux champs de la victoire : dites-lui qu'il est l'objet unique de nos vœux et de nos espérances, portez-lui le tribut de notre respect et de notre amour.... Citoyen premier consul, agréez l'expression de ces sentimens ; confiez votre bonheur à cette affection universelle des gens de bien et des vrais amis de la patrie. Les pères vous dévouent leurs cœurs et leurs bras ; ils vous répondent de ceux de leurs enfans. Puissiez-vous jouir long-temps de vos bienfaits, et ne donner qu'à nos petits neveux le soin de votre apothéose !

Le premier consul accueillit avec distinction la députation et son président Baraguay-d'Hilliers.



BEAUHARNAIS.

BEAUHARNAIS.

Ce n'est pas en calomniant la révolution qu'il faut se féliciter de la voir terminée. Hommes insensés qui pourriez tenir une telle conduite, évoquez les ombres de ces guerriers, de ces législateurs, amis véritables de leur pays, qui ont péri victimes de cette révolution ; il vous diront tous qu'ils refusent à ce prix les pleurs que vous versez sur leur sort. Ils avaient révélé des vérités utiles, proclamé les principes d'une sage liberté; c'était des actions de graces que devaient leur voter leurs concitoyens; mais des ambitieux vinrent, qui détruisirent leur ouvrage, les persécutèrent, les traînèrent à l'échafaud ; et ces hommes généreux marchaient avec calme au supplice, aimant mieux sceller la liberté de leur sang, que de la trahir au prix de leur conscience : voilà la véritable grandeur d'ame dont cette révolution nous offrit

tant d'exemples ; c'est celle qui distingua la vie publique de Beauharnais et rend sa perte si douloureuse.

Alexandre de Beauharnais, né à la Martinique en 1759, réunissait aux qualités précieuses du cœur les avantages de la naissance et de la fortune. Affable et modeste, il semblait s'être fait une étude particulière de l'art de plaire ; et lorsqu'il débuta dans le monde, il y fut bientôt environné de la considération due à une éducation soignée, à ses connaissances, à ses talens. La carrière des armes était celle qu'embrassait de préférence la noblesse sous le gouvernement monarchique ; ce fut aussi celle qu'avait suivie Beauharnais ; elle s'accordait parfaitement avec ses sentimens et son inclination. Il servit quelque temps à l'Ile-de-France, et la bonne réputation dont il jouissait ne laissait pas de doute alors que la France ne vît un jour en lui un excellent officier.

La révolution se déclara dans ces circonstances. Beauharnais fut choisi pour siéger aux états-généraux et à l'assemblée

nationale, parmi cette foule d'hommes qui ne tardèrent pas à devenir célèbres par leurs talens ou par leurs malheurs. Honoré des suffrages de ses concitoyens, Beauharnais sut justifier un choix aussi flatteur. Ses opinions furent toujours celles d'un homme sage qui n'a d'autres guides que l'honneur et la probité ; son ame noble et fière ne connut jamais les calculs de l'ambition ni les détours de l'intrigue ; il s'exprimait avec la franchise d'un militaire, et discutait les questions les plus épineuses avec autant d'habileté que l'homme d'état le plus exercé dans les affaires.

La sagesse dont il avait toujours exprimé le langage, le fit bientôt distinguer de ses collègues, qui lui donnèrent un témoignage d'estime solennel en l'élevant presque unanimement à la présidence. Il occupait le fauteuil dans cette fameuse séance permanente de l'assemblée nationale où la fuite du roi fut annoncée. Alors les députés, frappés de stupeur, agités par des passions particulières, différaient entre eux sur les mesures à prendre dans cette extrémité ;

alors quelques ambitieux croyaient peut-être le moment favorable pour exécuter leurs projets criminels ; la patrie était dans un véritable danger ; mais la prudence et la fermeté de Beauharnais rendirent le calme et la sécurité à l'assemblée-nationale. Aucun trouble ne se manifesta dans Paris, et la tranquillité dont cette grande ville jouit, ainsi que la France entière, dans ces jours d'inquiétude, fut en quelque sorte l'ouvrage de Beauharnais.

En 1792, un nouveau genre de gloire lui fit abandonner la tribune pour les champs-de-bataille. De tous les points de la France de jeunes soldats couraient aux armes ; le décret de l'assemblée-nationale, qui avait déclaré la patrie en danger, avait électrisé toutes les têtes ; les routes étaient couvertes d'individus de tout âge, de tout état, qui se rendaient aux frontières ; Beauharnais se hâta de suivre ce mouvement généreux et d'aller combattre l'ennemi commun. La considération et l'estime de ses concitoyens, qu'il s'était acquises dans le cours de sa carrière poli-

tique, l'accompagnèrent au milieu des camps, et sa vie militaire vint bientôt ajouter à l'éclat de sa vie civile.

La guerre venait d'être déclarée, mais la France, sans places fortifiées, sans garnisons, était à peine en état de se tenir sur la défensive. Un grand nombre d'officiers avaient quitté le service pour émigrer; quelques autres, amis sincères de leur pays, distingués par leur courage et leurs talens militaires, étaient restés fidèles à leur poste; ce fut à eux que l'on s'empressa de confier le commandement des armées. Beauharnais fut de ce nombre. Chargé d'abord du commandement du camp de Soissons, il le quitta pour aller prendre celui de l'armée du Rhin, et faire tête à l'ennemi qui commençait les hostilités. La discipline était sans vigueur dans cette armée; Beauharnais la rétablit. Une foule de volontaires venait chaque jour se ranger sous les drapeaux; ils étaient novices dans l'art des combats, inhabiles au maniement des armes, et leur nombre pouvait devenir plus incommode qu'utile, si

leur chef n'avait eu l'art de les incorporer avec les troupes de ligne, de les exercer aux évolutions militaires, et d'en composer en peu de jours une armée dont l'enthousiasme promettait la victoire.

Rien n'égalait alors l'ardeur des troupes, si ce n'est le dénuement où elles étaient ; obligés de passer les nuits d'un hiver rigoureux au bivouac, sans habit, sans souliers, sans couvertures, au milieu des neiges et harcelés sans relâche par un ennemi nombreux, endurci aux fatigues de la guerre, et abondamment pourvu de toutes les choses nécessaires, les soldats français supportaient tout sans se plaindre; leur patience courageuse excitait l'admiration même de leurs ennemis. Mais le désordre allait toujours croissant; la convention, divisée par une guerre intestine, se livrait chaque jour de nouveaux combats, où la faction triomphante remplaçait la faction vaincue; et l'ennemi, profitant des discordes de l'intérieur, envahissait le territoire français. La prudence et le zèle des chefs arrêtaient seuls encore sa marche victorieuse.

La fatale journée du 2 juin 1793 vint bientôt combler les malheurs de la France ; des accusations atroces appelèrent le poignard sur le sein de tous les citoyens, et les assassinats judiciaires suivirent de près les assassinats de la calomnie. Le soupçon plana sur les ministres et les généraux ; Bouchotte, jugé incapable de diriger le ministère de la guerre, fut forcé de donner sa démission : Barrère proposa à la tribune de la convention de le remplacer par Beauharnais.

« Le général que nous vous présentons, dit-il, est un officier recommandable par ses talens militaires autant que par son patriotisme. Beauharnais a été long-temps adjudant-général de l'armée du Rhin, genre de noviciat le plus utile pour l'administration du département de la guerre. On dit qu'il conduit une armée ; eh bien ! il en conduira onze..... » Mais Beauharnais avait vu le danger qu'il courait s'il acceptait cette place ; il savait que les fonctionnaires les plus irréprochables, ceux sur-tout qui tenaient à la classe de la no-

blesse, étaient chaque jour en butte à de nouvelles dénonciations : que ce serait se mettre lui-même sous le fer des assassins, qui renversaient au premier caprice l'idole qu'ils avaient élevée la veille. Son honneur et ses principes lui faisaient d'ailleurs un devoir de se tenir éloigné du foyer des discordes civiles : il se croyait plus propre à servir sa patrie, en restant à la tête des armées. Beauharnais refusa donc les dangereuses fonctions auxquelles il était appelé. La réponse aussi sage que modeste qu'il adressa à la convention, mérite d'être connue : la voici dans son intégrité :

« Au quartier-général de Wesseimbourg, 16 juin 1793.

» CITOYENS REPRÉSENTANS,

» Plus je suis touché de la marque honorable de confiance que je reçois de l'assemblée des représentans du peuple, plus je dois m'en montrer digne par l'expression sincère de mes sentimens et de mes opinions. Je ne mériterais pas le titre glorieux

de citoyen français, s'il existait une seule considération qui pût m'empêcher de parler avec franchise le langage de la vérité. Je ne m'aveugle sur aucun des dangers qui environnent le poste que vous m'assignez ; je ne me dissimule aucun des nombreux obstacles qui s'élèvent au milieu du pénible exercice de ces importantes fonctions, et cependant je ne redoute aucun de ces dangers ni de ces obstacles. Ce n'est donc point une faiblesse coupable qui me fait prier la convention nationale de faire un autre choix, c'est le sentiment que je dois à la république d'exposer que je me crois plus propre à servir ma patrie dans les camps, au milieu de mes frères d'armes, que je ne le suis à être ministre, au milieu des orages d'une révolution. Trop zélé républicain pour composer avec les partis, trop éloigné de tout esprit d'intrigue pour posséder l'art nécessaire de me concilier par ma conduite des suffrages opposés, je déclare que je ne me crois pas propre à être ministre en ce moment, et que, n'ayant pas la confiance de pouvoir faire le

bien, je respecte trop les intérêts du peuple pour me charger de fonctions qui ont des rapports si multipliés avec son bonheur, et une influence si directe sur sa liberté.

» Je sais que le même décret qui m'appelle au ministère, donne à un autre général le commandement de l'armée du Rhin; mais cette circonstance est nulle à mes yeux; je servirais sous un autre avec satisfaction: car, avec mes principes, le commandement n'est rien, l'honneur de défendre la patrie est tout. Si mon zèle et mon civisme vous avaient précédemment déterminés à m'appeler si jeune au commandement des armées de la république, il ne peut qu'être avantageux à ses succès qu'une circonstance quelconque me mette à même d'acquérir sous de plus vieux soldats l'expérience qui me manque. Trouvez donc bon qu'en quelque qualité que ce soit, je reste à l'armée, et que je préfère à l'exercice éphémère de fonctions au-dessus de mes forces, l'avantage plus certain d'exposer ma vie pour l'indépendance de mon pays, et de me compter

avec orgueil au nombre de tant de braves soldats qui n'ont pas une goutte de sang qu'ils ne destinent à cimenter la liberté publique et le bonheur de leurs concitoyens.

» Heureux, si pour prix de mon dévouement, je peux, à la paix, retourner, par les suffrages du peuple, dans le sein des assemblées nationales, et y continuer à défendre ses droits qui seront plus longtemps exposés dans l'intérieur aux menaces de l'intrigue et aux entreprises de l'ambition, que menacés au dehors par les soldats des rois, que ne peuvent manquer de vaincre les soldats de la liberté.

» Ma résolution trouve sa place dans l'expression de ce sentiment général; j'y joins l'hommage d'un dévouement sans bornes pour la prospérité de ma patrie libre, et celui de mon respect pour les hommes courageux qui, en travaillant à constituer la république française sur les bases que la philosophie a tracées dans la déclaration des droits, préparent au monde le bonheur de l'humanité.

» *Signé*, ALEX. BEAUHARNAIS. »

Ce refus piqua les membres du comité de salut public ; ils ne durent pas se méprendre sur son véritable motif. L'aversion de Beauharnais pour un gouvernement sanguinaire leur parut trop évidente, et ils virent dès-lors qu'ils trouveraient avec peine, pour leurs ministres, des citoyens qui consentiraient à vendre leur conscience, ou à compromettre peut-être leur existence ; le comité, voulant encore dissimuler son ressentiment, n'insista pas ; Beauharnais fut conservé au commandement de l'armée du Rhin, et Houchard, qu'on lui avait d'abord donné pour successeur, fut nommé général de celle de la Moselle.

A cette époque, tous les regards étaient fixés sur Mayence, dont la garnison, assiégée par les Prussiens, faisait la plus belle résistance. Les armées, en présence, semblaient attendre l'issue de ce siége qui devait avoir une influence si marquée sur leurs opérations ultérieures. Mais, pendant que la fureur des combats s'appaisait sur les frontières, la discorde et la haine se-

couaient à l'envi leurs flambeaux dans les vingt mille clubs ou sociétés populaires qui couvraient le sol de la France ; la tribune de la convention avait été convertie en une arène où les orateurs ne faisaient plus entendre que des cris de sang et de carnage ; les dénonciations les plus atroces se succédaient contre les nobles et ceux qu'on désignait sous le nom *d'aristocrates ;* un misérable prédicant de treteaux, nommé Varlet, qui pérorait le peuple dans les Tuileries, l'invitant à massacrer tous les riches, accusa, dans le conseil révolutionnaire de la commune de Paris, le général Beauharnais d'être noble : c'était en effet le seul crime que les brigands pussent lui reprocher ; on demanda que tous les nobles fussent expulsés des fonctions publiques. Cette motion, répétée par une foule de clubs révolutionnaires, dont celui de Paris était le centre, fut portée à la convention, comme le vœu du peuple.

Beauharnais, dont toute l'attention était portée sur son armée, se vit, avec quelque surprise, l'objet d'une dénonciation aussi

révoltante. Il ne pouvait concevoir au milieu des camps à quels excès était portée dans l'intérieur la fièvre révolutionnaire, et, fort de sa conscience, peut être aussi de ses services, il crut devoir combattre la proposition démagogique faite à la commune de Paris. La lettre énergique qu'il lui écrivit alors pourra donner une juste idée de son horreur pour l'anarchie; elle respire cet amour brûlant de la patrie, cette haine des novateurs et des proscriptions, qui constituent la véritable philosophie; elle peint la franchise et la sagesse de Beauharnais, mieux que tous les éloges qu'on pourrait en faire. Ce guerrier philosophe y trace d'une main hardie le tableau des désastres qu'il voyait prêts à fondre sur sa malheureuse patrie; et ce tableau, dont les événemens qui suivirent ne démontrèrent que trop la vérité, présente les résultats d'une connaisance profonde et des hommes et des choses.

« J'ai appris avec peine, magistrats du peuple, leur écrivait-il, qu'à l'occasion de ma nomination au ministère de la guerre, il

avait été fait dans votre sein une proposition de demander qu'on éloignât les ci-devant nobles de toutes les fonctions publiques. Déja le vœu de quelques sections de Paris, et de plusieurs sociétés populaires, justement irritées contre les trahisons qui viennent sans cesse traverser la marche de la révolution, semble présager une mesure sévère contre tous ceux qui dans l'ancien régime faisaient partie d'une classe privilégiée ; déja plusieurs motions faites dans ces assemblées où la liberté puplique a tenu son berceau, indiquaient que, parmi les patriotes, il en est qui desirent que ceux des Français que jadis on appelait nobles, et ceux qui sont dans l'état ecclésiastique, soient rayés de la liste des citoyens et déclarés incapables de servir la république dans aucune fonction ; si cette proscription politique doit amener le calme dans la France, si elle peut mettre de côté les mauvais citoyens, n'appeler que des patriotes et des hommes éclairés aux fonctions civiles et militaires, enfin terminer cette guerre intestine qui s'élève

aux dépens du bonheur public entre la majorité de la nation qui veut la république et une minorité très-divisée en principes, qui ne s'entend que pour combattre la liberté ; certes, on ne saurait hésiter à adopter une mesure aussi salutaire, et l'intérêt du peuple commanderait même une ingratitude nécessaire envers ceux qui, malheureusement dans des classes ci-devant privilégiées, auraient cependant constamment, par leur conduite, bien mérité de la patrie. Mais, citoyens, l'intérêt du peuple est loin, ce me semble, de commander une proscription qui envelopperait sans distinction ses amis et ses ennemis, les bons et les méchans, les courageux défenseurs de la république et ses lâches détracteurs.

» Vous savez, citoyens magistrats, qu'un peuple libre ne doit jamais perdre de vue qu'il mine la statue de la liberté le jour qu'il ne lui laisse plus la même base qu'à celle de la justice ; or, quelle est la base première sur laquelle repose la justice éternelle, si ce n'est sur cette inconce-

vable vérité, que les fautes étant personnelles, les peines doivent l'être également ? Qui ne serait pas révolté de l'idée de sévir contre tous les habitans d'un département indistinctement, parce que des actes multipliés d'incivisme auraient convaincu du défaut d'esprit public parmi la grande majorité ? Qui ne sait pas que c'est dans les pays ou dans les classes qui présentent une plus forte majorité de gens sans patriotisme, qu'en opposition, les hommes qui composent la minorité ont le plus de feu et le plus d'ardeur ? Pourrait-on donc confondre dans la même peine, et le criminel contre la patrie dont il conjure à chaque instant la ruine, et l'innocent dont tous les momens de la vie se dévouent à défendre son pays et à concourir à sa gloire ?

» Non, une telle détermination ne saurait être prise à la fin du dix-huitième siècle ; et quand un principe de justice, tel que celui de rendre les peines personnelles, est, par l'effet des lumières, respecté parmi les peuples esclaves, la France

régénérée n'en présentera pas le mépris. Vous ne souffrirez pas qu'on dise : Il est en France des hommes vertueux qui ont contribué à détruire le despotisme, qui ont concouru à rendre aux hommes l'exercice de leurs droits, et dont la récompense a été de s'en voir frustrés. Ces hommes étaient du nombre de ceux qui ont arraché au despotisme son sceptre de fer, et l'on en a rapproché les débris pour l'appesantir sur leurs têtes.

» Citoyens, le jour où l'on déchirera une page de la déclaration des droits; car ce serait en enlever la partie la plus essentielle que de ne pas la rendre applicable à tous; ce jour-là nous perdrons notre fil conducteur; ce jour-là une constitution libre ne sera plus qu'une chimère, dont toutes les passions individuelles viendront successivement changer les formes et les couleurs au gré de leurs caprices. Une nation peut être ingrate envers un individu : les anciennes républiques en ont offert mille exemples; mais si une nation peut, guidée par des considérations poli-

tiques, retirer ses bienfaits envers des individus qui ne sont point coupables, jamais elle ne peut leur retirer l'exercice de leurs droits; car dès-lors elle porte atteinte à sa propre souveraineté et au principe d'une égalité parfaite entre tous les citoyens sans distinction. Pourriez-vous, quand toute la France tresse des couronnes de chêne pour en orner la tombe de Lepelletier, proscrire ses enfans, sa famille entière ? Pourriez-vous oublier que de bons curés, sur les bords de la Loire, ont aidé, par leur courage et leur dévouement, à soumettre les rebelles ? qu'il en est qui se distinguent dans les armées ? Pourriez-vous enfin, quand un petit nombre de ces hommes entachés d'un péché originel dont ils ne sont pas coupables, ou classés dans les ordres ecclésiastiques avant la révolution, s'honore de faire partie des assemblées du peuple, y brave le courroux des puissances étrangères, s'identifie avec le peuple, dont il fait partie intégrante; pourriez-vous les en retirer

pour en créer, par des mesures repressives, une caste particulière ?

» C'est ainsi qu'une disposition qui présente à la première apparence une sorte de popularité séduisante, devient, soumise au jugement de la raison, une disposition destructive de l'égalité; elle appuie le vœu de ceux des mauvais citoyens qu'on voudrait ranger dans la même classe, et prive les bons de la douce espérance de faire à jamais partie d'un peuple qu'ils aiment, et dont, comme hommes, ils ont le droit d'être inséparables.

» Si la confiance, si nécessaire à ceux qui sont à la tête des armées, vous paraît, d'après l'opinion publique, ne pas entourer le petit nombre de ci-devant nobles qui s'y trouvent, n'hésitez pas, citoyens administrateurs, à demander qu'on leur retire leur commandement; mais du moins que ceux d'entre eux qui sont de vrais amis de la liberté, puissent la défendre comme soldats; qu'ils soient susceptibles des fonctions auxquelles leurs concitoyens peuvent

les appeler. Trop d'ennemis intérieurs et extérieurs s'acharnent contre notre indépendance pour qu'il ne soit pas imprudent, quand bien même il ne serait pas injuste, d'affaiblir d'un seul bon citoyen la masse, quoiqu'imposante, de ceux qui sont déterminés à périr pour le maintien de la république.

» Je pourrais ajouter une foule d'autres considérations à celles que j'ai déja exposées, et sur-tout celles qu'après avoir proscrit sans distinction les prêtres et les nobles, des motifs semblables conduiraient à éloigner de même les hommes qui, par l'exercice de places qui les rendaient subordonnés à des ci-devant nobles, donnent une présomption de la similitude de leurs principes ; à user de la même sévérité contre tout ce qui tenait à la robe, à la finance, aux intendans; et enfin de proscriptions en proscriptions, portées toutes sur un vice originel antérieur à la révolution, on en viendrait à ne plus laisser qu'un nombre trop faible de patriotes par département, et à les exposer à la haine

et à la fureur de toutes les aristocraties coalisées.

» Vous savez que j'ai prié avec instance la convention de nommer un autre que moi au ministère de la guerre. La faiblesse de mes talens, qui sont loin d'être au niveau de mon zèle, me fera toujours fuir les postes éminens; mais si je suis peu jaloux du commandement des armées, et des places qui donnent une influence sur les affaires publiques, je le serai toujours de l'estime de mes concitoyens. Soldat de ma patrie, je combattrai pour elle jusqu'à la mort; et quand la philosophie vous commande de ne plus voir dans les hommes que leurs vertus ou leur vices personnels, accordez votre confiance à celui qui ne veut pas d'autre récompense de son dévouement, à celui dont le dernier soupir sera pour le bonheur de l'humanité, la liberté des peuples et la gloire du nom français. »

L'écrivain philosophe, qui, sous le règne des proscriptions osait proclamer de tels principes et tenir hautement un pareil

langage, ne devait s'attendre à aucune espèce de ménagement de la part des révolutionnaires. La commune s'étonna qu'il y eût un homme assez audacieux pour élever la voix contre son arrêté ; sa lettre excita la fureur des membres du conseil, et Beauharnais fut dès-lors désigné au nombre des victimes qu'il fallait immoler.

Pendant que le crime se préparait dans l'ombre, Beauharnais, dans le cours de la campagne de 1793, remportait sur les Prussiens un avantage signalé ; il les battit aux environs de Landau, gagna sur eux une victoire complète vers les hauteurs de la Chapelle Sainte-Anne, et tint longtemps l'ennemi en respect avec une armée bien inférieure en nombre. Au milieu de ces succès, le seul indice d'une méfiance dont il avait été l'objet l'affligeait sensiblement ; il voyait en outre redoubler chaque jour dans les clubs et dans la convention la fureur des dénonciations. L'état de barbarie dans lequel les décemvirs plongeaient la France affectait douloureusement son ame ; il sentait que tout son

courage, toute son énergie ne pouvaient lutter avec avantage contre les dévastateurs, ni délivrer la patrie des malheurs qui l'accablaient : il offrit sa démission ; mais le comité de salut public ne faisait à la convention aucune communication des lettres qu'il lui écrivait à ce sujet.

Ce silence surprit Beauharnais, sans lui faire rien changer à sa résolution : il annonça à l'armée du Rhin qu'un devoir impérieux l'obligeait de céder à un autre l'honneur de la commander. « Après avoir été, disait-il, honoré par les suffrages de mes concitoyens et le choix des représentans du peuple, des premières fonctions civiles et militaires, j'attachais un grand prix à combattre à votre tête les ennemis de notre indépendance, et à vous donner l'exemple de cette résolution invariable de mourir pour la liberté de mon pays. Une circonstance change mon poste, mais ne change rien à mon zèle ni à ma résolution.

« Un vœu s'est manifesté dans quelques sociétés populaires, que ceux qui faisaient

partie d'une classe privilégiée fussent éloignés des armées. Quoique cette mesure me paraisse injuste, en ce qu'elle enveloppe avec les détracteurs de la révolution quelques-uns des plus chauds amis de la liberté; quoiqu'elle me paraisse impolitique, en ce qu'elle tend à désorganiser les armées; il me suffit, pour moi qui ai toujours montré la plus entière abnégation de mes intérêts, pour moi qui me suis vu porté presque malgré moi aux premières fonctions de la république, il me suffit qu'une inquiétude atteigne une classe éteinte, mais dont je fais partie, pour oublier moi-même mes titres nombreux à la reconnaissance publique, et pour demander ma propre exclusion. C'est ce que j'ai fait par ma lettre à la convention. S'il avait été question de vous quitter, mes braves camarades, je n'en aurais jamais eu le courage, et ma conduite aurait contrarié le vœu des sociétés populaires, jusqu'à ce qu'un décret de la convention nationale eût prononcé sur cette question. Mais je ne sacrifie que l'honneur du com-

mandement, et ce sacrifice est permis à celui qui se réserve l'honneur de mourir à vos côtés en combattant pour vos droits. Les représentans près de l'armée n'ont pas accepté ma démission, mais j'espère que mes nouvelles instances les détermineront à acquiescer à une mesure qui n'influera en rien sur la désorganisation de l'armée, puisqu'elle me sera personnelle.

« D'ailleurs, mon exemple servira à consacrer un grand principe de notre égalité politique; c'est que toutes nos fonctions soient temporaires et n'attachent pas, comme ci-devant, une sorte de caractère indélébile à celui qui en est revêtu; c'est que l'homme qui plusieurs fois a présidé l'assemblée nationale et commandé en chef une grande armée, est encore honoré quand, dans les rangs, il se confond avec tous ses frères d'armes, et quand il continue à consacrer sa vie à la défense de sa patrie. Nos magistrats veillent sur nous; défendons les frontières avec courage, sans nous mêler de la politique. C'est aux jours heureux d'une paix établie sur notre indé-

pendance reconnue, que nous nous occuperons à émettre notre vœu sur les lois et le gouvernement; alors si l'opinion publique, qui, dans un temps de révolution, est comme un torrent qui creuse son lit au milieu des obstacles, a suivi quelquefois des directions opposées, et entraîné dans quelques erreurs, redevenus citoyens délibérans, nous concourrons à les rectifier, ces erreurs, s'il en existe, et nous ajouterons notre part au faisceau de lumières qu'une révolution heureuse a recueillies dans son cours, en faveur de la justice et de l'humanité. Jusqu'à cette époque, soyons soldats, amis de l'ordre, unis ensemble, autant par une discipline exacte que par nos communes affections; combattons avec courage, et mourons, s'il le faut, avec joie. »

Des principes aussi sages redoublèrent la haine de ses persécuteurs; ils insinuèrent que Beauharnais avait voulu sonder les dispositions de son armée, pour tenter, à l'exemple de Dumourier, de l'intéresser en sa faveur, et peut être de la soulever

contre les brigands qui dévastaient la France. La trahison prétendue de Custine, dont il était l'ami et le digne compagnon, vint encore envenimer cette haine, et accroître les soupçons : Beauharnais abreuvé de dégoûts, affligé du sort qu'éprouvaient les généraux les plus fidèles et les plus instruits, apprenant la fin tragique de Custine, et prévoyant que l'échafaud serait peut-être aussi la récompense de ses services ; Beauharnais ne put résister à une maladie assez grave qui le retint à Strasbourg ; il remit le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle au général Landremont, et écrivit de nouveau à la convention pour la prier d'accepter sa démission.

Cette lettre rendit la parole à ses dénonciateurs : Montaut et Gaston, tous deux membres de la montagne, s'écrièrent qu'il fallait se hâter de retirer le commandement à un traître qui avait été le confident de Custine. Leur rage n'était sans doute pas assouvie par la mort de ce général, il leur fallait encore une nouvelle victime.

Leurs affreux desirs furent remplis : Beauharnais, mis en arrestation, fut bientôt traduit au tribunal révolutionnaire, et confondu avec cinquante individus, inconnus les uns aux autres, tous condamnés pour le même sujet. Le texte de son jugement portait qu'il était convaincu de s'être déclaré l'ennemi du peuple, en participant aux conspirations du dernier roi, de sa femme, de ses ministres, des chevaliers du poignard ; aux crimes de Bailly, de la Fayette ; à la conspiration de l'étranger, en tentant d'ouvrir la maison d'arrêt dite des Carmes, pour anéantir la convention nationale, ses comités de salut public et de sureté générale ; en intruisant des procédures contre les patriotes pour servir le roi, en entretenant des intelligences avec les ennemis de l'état, en conspirant contre l'unité et l'indivisibilité de la république, etc., etc.

Qui ne sentirait son ame soulevée à une accusation aussi atroce et aussi dérisoire ? L'homme qui embrassa hautement la cause

de la révolution, et la défendit dans toutes les circonstances, participait aux conspirations du dernier roi ! Le magistrat intègre et vertueux qui fut jugé digne de présider plusieurs fois l'assemblée-nationale, et conduisit les armées à la victoire, était accusé de trahison ! On le confondait avec les prétendus chevaliers du poignard, et il siégeait alors dans le sein de l'assemblée, dont il était un des membres les plus distingués ! Il participait à la conspiration de l'étranger, tandis que, fort de sa conscience, enveloppé de sa réputation militaire et civile, il se mettait lui-même entre les mains de ses accusateurs, et provoquait l'examen le plus scrupuleux de sa conduite !

Tant de vertus couronnées par une mort aussi injuste laissent encore des regrets plus amers à ses amis, à ses admirateurs, à ses concitoyens, quand on se représente que, quatre jours après, le 9 thermidor vit briser le sceptre de fer qui pesait sur la France : les prisons s'ouvrirent, les écha-

fauds furent renversés, et l'innocence put enfin respirer, après dix-huit mois de la plus sanglante oppression. Il périt le 5 thermidor an 2 (1794).

Les derniers instans de Beauharnais furent dignes de sa vie; il marcha au supplice avec fermeté, sans proférer aucune plainte. Sa physionomie peignait le calme de sa conscience, et sa résignation étonna ses bourreaux.

Beauharnais en mourant ne regrettait ni les honneurs ni les dignités auxquels ses talens l'avaient élevé; mais il laissait à la merci de ses ennemis une épouse et deux enfans sans défense, et son cœur se brisait en pensant au sort qui leur était réservé. En effet, sans les évènemens du 9 thermidor, le glaive révolutionnaire eût infailliblement réuni dans la même tombe et les deux époux et leurs enfans, chez qui se développait déja le germe heureux de leurs vertus.

Les proscriptions avaient cessé, et la veuve de l'infortuné Beauharnais ne croyait

plus avoir désormais que des larmes à répandre ; mais la Providence, en l'appelant à d'autres destinées, sembla vouloir, par un bienfait éclatant, lui faire, en quelque sorte, oublier une perte aussi douloureuse. Un second hymen l'unit à Bonaparte, qui partait pour commander l'armée d'Italie, et qui, depuis, est devenu le sauveur de la France et le pacificateur du monde. Tous les cœurs applaudissent à cette alliance de toutes les vertus bienfaisantes avec la victoire et le génie ; la reconnaissance publique se plaît à confondre les deux époux dans un même sentiment, et l'amour des Français devient à jamais leur partage.

Le jeune Beauharnais se montre aujourd'hui digne du nom de son père, et donne les plus brillantes espérances. Il a fait avec Bonaparte plusieurs campagnes où il s'est toujours distingué, et il fut du nombre de ces braves qui vainquirent dans les champs de Maringo. Profitant des exemples que lui offrit souvent le héros de l'Italie, il n'a

pas cru qu'un grand nom dispensât de le mériter; c'est par son courage et ses talens qu'il est parvenu jusqu'ici au grade d'aide-de-camp de Bonaparte, et de chef d'escadron de cavalerie légère de la garde consulaire.

BEAUPUY.

PENDANT que les frontières de la France étaient le théâtre des brillantes victoires de nos soldats; pendant qu'ils y soutenaient avec tant d'éclat l'honneur du nom français, une guerre funeste, connue sous le nom de guerre de la Vendée, ravageait les départemens de l'ouest. Les habitans de ces malheureuses contrées, poussés aux derniers excès du désespoir, se soulevaient de toute part, et, les armes à la main, vendaient chèrement leur vie dans les combats. En peu de temps l'insurrection avait fait des progrès effrayans, cependant il n'est que trop certain qu'on eût pu facilement l'étouffer, si le projet des jacobins n'avait été de perpétuer cette guerre et d'entretenir ce qu'ils appelaient un chancre politique, pour parvenir plus sûrement à leur but de désorganiser la France, et d'établir leur domination sur des cadavres amoncelés.

Dans cette fatale guerre, figurèrent des individus indignes de commander à des Français, et qui déshonorèrent leurs armes par les actes les plus féroces. L'histoire a marqué ces hommes ignorans et barbares du sceau de l'infamie; mais la reconnaissance publique a distingué parmi les généraux français, ceux qui combattirent à-la-fois pour la cause de la patrie et de l'humanité; ceux qui, usant dans l'exercice de leurs pénibles fonctions des ménagemens propres à atténuer le plus terrible des fléeaux, se montraient aussi braves dans le combat qu'humains et généreux après la victoire. C'est sous ce glorieux aspect que nous allons présenter les premières campagnes du général Beaupuy. Jeté par le hasard sur ce théâtre des guerres civiles, Beaupuy ne voulait que servir utilement son pays, et ce ne fut pour le triomphe d'aucune faction qu'il se précipita dans les rangs de ses défenseurs. Avide de gloire et bravant les dangers, il combattit avec courage les ennemis qu'il trouva les armes à la main; eux seuls pouvaient redouter sa

valeur, et jamais il n'abusa de ses forces pour accabler le faible et l'homme désarmé: tel est le caractère de la véritable bravoure. Celui qui affronte les périls dans une bataille ne possède pas encore toutes les vertus d'un guerrier, si lorsqu'il a terrassé son ennemi il ne lui tend pas une main généreuse.

Beaupuy ne parut d'abord à la Vendée qu'avec le grade de général de brigade; mais plusieurs actions d'éclat ne tardèrent pas à le faire connaître; l'affaire de Chollet sur-tout, le rendit célèbre. Au milieu de la mêlée, il se battit corps-à-corps avec un chef vendéen, et le terrassa en présence des deux armées spectatrices de ce combat singulier. Les représentans du peuple en mission auprès de l'armée de l'ouest furent témoins de son intrépidité, et le nommèrent, sur le champ de bataille, général de division. Beaupuy ne vit dans cette récompense honorable qu'une obligation de la mériter par de nouveaux succès, l'occasion s'en présenta bientôt. L'armée des Vendéens, déja dispersée par les républicains, était redevenue formidable par le recrutement

qu'elle opérait dans les départemens envahis; mais l'affaire de Savenay arrêta sa marche victorieuse, et les Vendéens, après plusieurs heures d'un carnage horrible, y furent mis dans une déroute complète. Beaupuy fût du nombre des généraux républicains qui remportèrent cette victoire, la plus meurtrière et en même temps la plus décisive de cette guerre. L'ennemi, forcé de se jeter dans les marais de Montaire, se rendait par bandes de cinq à six cents, implorant la clémence du vainqueur; ses forces alors se trouvaient réduites à quelques cavaliers dispersés, tristes débris d'une armée la veille encore si redoutable. Beaupuy reçut plusieurs blessures dans le combat, mais heureusement aucune n'était dangereuse; il guérit, et, couvert de ses glorieuses cicatrices, il quitta les lieux témoins de ses premiers exploits, pour aller grossir le nombre des braves qui remportaient sur les bords du Rhin des triomphes dont leur cœur n'avait point à gémir.

Le général Moreau reçut avec intérêt parmi les officiers de son armée un guerrier,

déja renommé par sa bravoure, et qui brûlait de cueillir d'autres lauriers que ceux qu'il avait moissonnés jusqu'alors en combattant contre des Français plus égarés que coupables. Le général Beaupuy contribua avec sa division aux succès de la campage de l'an 3. Si la fortune ne lui offrit pas l'occasion de se distinguer par quelque action d'éclat, il donna du moins des preuves de son énergie et de son patriotisme, lorsque la convention, après avoir renversé les échafauds, présenta une constitution à la France. Voici la lettre qu'il écrivit du quartier-général de Richevoy, le 20 fructidor :

« Citoyens Représentans,

» C'est devant le fort Vauban, en face de l'ennemi, dans le champ de Mars, devenu pour nous une assemblée primaire, que tous mes frères d'armes de la cinquième division ont accepté la constitution, et arrêté cette réponse à votre adresse, qu'ils me chargent de vous transmettre.

» La convention ne s'est point trompée : c'est bien dans les camps, c'est dans nos cœurs, je dois le dire, c'est là dans toute sa pureté qu'est le foyer du feu sacré de la liberté; ce même feu qui en 1789 renversa la bastille, n'a cessé d'y brûler, de s'y confondre avec l'amour de la patrie et le respect pour ses lois.

» Non, citoyens représentans, jamais vote n'aura été émis avec plus de recueillement, de liberté et de franchise; j'en appelle à deux mille témoins. C'est autour d'un feu de joie et sur deux tambours devenus pour nous l'autel le plus sacré, le plus inviolable, que nous venons de contracter cet engagement, et ce ne sera pas en vain : nous sommes gens de parole. »

La campagne de l'an 4 s'ouvrit sous les plus heureux auspices; l'armée de Rhin-et-Moselle effectua ce mémorable passsge du Rhin, et depuis cette glorieuse victoire, le général Moreau ne fit plus que marcher de succès en succès. Les premiers jours de messidor furent marqués par la défaite des Autrichiens, qui fuyaient par-tout devant

les Français. Le général Beaupuy fut de toutes les attaques ; son ardeur le précipitait au milieu des dangers, et la victoire couronnait toujours ses glorieux efforts. Cependant le combat du 8 messidor faillit l'enlever à la brave division qu'il commandait.

Tandis que Moreau faisait établir un pont sur le Rhin pour passer l'artillerie et la cavalerie, un corps de troupes françaises avait ordre de faire des reconnaissances vers Marlen et Goldscher, pour éclairer la marche du corps de Condé, que le passage du Rhin forçait de reculer vers Offembourg; les troupes qui le poursuivaient, passèrent la Schutter, et se portèrent sur Houhiorst et Langeshiast. De son côté, le général Beaupuy se mit en marche sur la rive droite de la Kentzig pour aller attaquer le camp de Wilstedt. Il rencontra l'ennemi à Gorich, lui livra le combat, et le contraignit à se replier avec précipitation sur son camp ; mais comme il débouchait de ce village à la tête de sa colonne, le régiment de cuirassiers d'Anspach parut aussitôt, chargea

la division française avec la plus grande fureur, et culbuta tout ce qui avait passé le défilé. Le général Beaupuy, qui marchait en tête de la colonne, voulut la faire mettre en bataille; mais il faillit devenir la victime de son courage: les troupes n'eurent pas le temps de se former; Beaupuy, avec quelques braves, soutint un moment le choc de l'ennemi; enfin, accablé par le nombre, il tomba grièvement blessé de sept à huit coups de sabre. L'avantage paraissait décidé en faveur des cuirassiers, lorsque deux bataillons, placés dans les haies du village, arrêtèrent leurs charges réitérées, par un feu de file bien nourri; la cavalerie française, réparant aussitôt le moment de désordre qu'elle venait d'éprouver, chargea à son tour la cavalerie ennemie, la repoussa jusqu'au camp de Wilstedt, et ramena environ cent cinquante prisonniers et soixante chevaux.

Deux mois s'écoulèrent sans que le général Beaupuy pût prendre part aux triomphes de l'armée de Rhin-et-Moselle : il commençait à peine à se rétablir de ses

blessures, qu'il courut se remettre à la tête de sa division et affronter de nouveaux dangers. Il rejoignit l'armée au moment où, après avoir passé la Lech, elle se disposait à entrer en Bavière. Le général ennemi, Latour, s'était retiré derrière l'Iser, vis-à-vis Munich, et le corps de Mercantier était à Landshut; ils attendaient dans ces positions l'arrivée du prince Charles, qui devait amener des renforts assez puissans pour reprendre l'offensive. Les Autrichiens, placés en force à Landshut et à Ingolstadt, n'opposaient alors aucune résistance aux progrès des Français; leur plan était sans doute de laisser l'armée s'avancer imprudemment vers Ratisbonne, afin de pouvoir tomber avec avantage sur l'un ou l'autre de ses flancs. Le général en chef pénétra leur dessein. Un corps de troupes commandé par Desaix et Beaupuy, eut ordre d'aller attaquer la tête du pont d'Ingolstadt, et de forcer l'ennemi à couper le pont; mais au moment où l'attaque commençait, les Autrichiens, qui avaient marché toute la nuit, tombèrent eux-mêmes sur les Frau-

çais. Ceux-ci, quoique bien inférieurs en nombre, firent des prodiges de valeur, et en imposèrent tellement par leur résistance vigoureuse, qu'ils firent leur retraite en bon ordre, et sans qu'on osât les troubler.

Malgré ces succès, la position de l'armée française commençait à devenir inquiétante; on ne recevait plus de nouvelles de celle de Sambre-et-Meuse que par les gazettes allemandes, et il était à craindre que l'archiduc Charles, revenant avec toutes ses forces, ne cherchât à déboucher sur les derrières de l'armée. Le général en chef se détermina donc à opérer cette brillante retraite, qui sera citée comme un véritable prodige.

Les derniers jours de vendémiaire furent une suite de combats continuels; pendant près de huit jours les généraux eurent à peine le temps de descendre de cheval pour prendre quelques momens de repos. L'armée fut attaquée, le 27, dans les gorges d'Enfer, de Saint-Pierre et de Saint-Margen; l'avant-garde de l'aile droite fut obligée de se replier, mais le corps de

bataille conserva sa position; la gorge fut gardée, et l'ennemi ne put pas déboucher.

Le général en chef donna l'ordre d'attaquer le lendemain. Le centre de l'armée devait soutenir cette attaque, par un détachement qui se dirigea par la gorge de Simonswald. Le prince Charles avait réuni toutes ses forces vers Elsach et Esingen, il attaqua de nouveau l'avant-garde du centre et celle de la gauche qui devaient se replier sur l'armée, mais celle du centre fut obligée de se replier dans sa position pour protéger la rentrée des détachemens qu'elle avait dans le Simonswald.

L'avant-garde de la gauche devait également se replier derrière l'Elst, à la première attaque de Rentzengen, qu'elle occupait, par le pont d'Amwasser et de Theningen; mais une circonstance fatale empêcha ce mouvement. Le brave Beaupuy, se précipitant à la tête des troupes pour soutenir l'attaque de l'ennemi, et donner le temps à sa division d'exécuter sa retraite en bon ordre, fut tué au commencement de l'action.

Ainsi périt, à la fleur de son âge, ce guerrier que l'armée de Rhin-et-Moselle vit toujours à l'avant-garde, au poste des dangers et de la gloire. Sa bravoure et ses talens militaires le firent généralement regretter.

Le général Moreau lors de son retour en France après la paix de Lunéville, voulut honorer la mémoire de Beaupuy, moissonné au milieu des combats; il lui fit ériger un mausolée qui rappelle ses vertus guerrières et sa mort glorieuse. Cet hommage rendu à la bravoure par le héros modeste d'Hohenlinden, est le plus digne éloge du guerrier dont le nom fut si souvent cité à côté de ceux des plus braves officiers de l'armée de Rhin-et-Moselle.

BÉGUINOT.

L'HISTOIRE est le dépôt des belles actions des héros ; elle conserve le souvenir de ce qu'ils ont fait pour le bonheur des hommes, et si par leur zèle, leur vigilance et leur fidélité à la chose publique ils ont contribué à sauver l'etat, leurs concitoyens ; s'ils ont ramené la paix, fait taire les haines, désarmé les factieux et rétabli l'ordre ; elle leur offre des couronnes immortelles, la reconnaissance nationale et l'estime des gens de bien. Ce sont de tels bienfaits qui ont placé Béguinot sur le théâtre de la gloire, et font aujourd'hui le principal objet de son éloge.

C'était en l'an 7 ; Béguinot commandait la vingt-quatrième division militaire, lorsqu'il éclata une violente insurrection dans les départemens de l'Escaut et des Deux-Nèthes, dans ces mêmes lieux où l'insurrection des Belges avait fait verser tant de pleurs et couler tant de sang.

La conscription fut le prétexte dont on se servit pour armer les paysans de ces contrées et leur inspirer de la méfiance et de la haine contre le gouvernement ; mais cette insurrection tenait à des causes morales et politiques qui n'avaient pu échapper aux observations des agens du gouvernement. Les peuples de ces contrées avaient le cœur ulcéré ; ils redemandaient avec instance les ministres de ce culte consolateur qui avait formé leur enfance ; ils étaient séduits et trompés par les rapports perfides et mensongers des ennemis du gouvernement ; et tandis que, par une éloquence perfide, des récits calomnieux, on abusait de leur bonne-foi, la politique de l'Angleterre versait l'or à pleines mains, salariait les traîtres, et fournissait aux malheureux habitans de ces contrées, entraînés par la haine et la vengeance, séduits par les promesses, et quelquefois épouvantés par les menaces, des armes, des munitions, des habits et de l'argent. Quand verrons-nous les nations policées de l'Europe se faire loyalement la guerre,

employer des moyens légitimes ? et puisqu'il faut égorger ses semblables pour faire triompher sa cause, quand les verra-t-on, avares du sang des citoyens, protéger les chaumières, ne plus chercher à séduire le cultivateur, et le laisser jouir en paix du fruit de ses travaux.

Ces hommes égarés se réunissaient, formaient des masses, et poussés par un fanatisme aveugle au desir de la vengeance, ils cherchaient la mort, la trouvaient, la donnaient quelquefois, et offraient le spectacle hideux de ces barbares qui se déchirent comme les bêtes féroces, et tombent mourans à côté des victimes de leur rage.

Les nouvelles possessions françaises sur les bords du Rhin et sur l'océan semblaient devoir former bientôt une nouvelle Vendée ; c'était le même fanatisme, le même courage, les mêmes symptômes d'une fureur que rien ne semblait devoir appaiser, et qui exigeait de la part des agens du gouvernement quelque indulgence et beaucoup de fermeté, de la promptitude dans les opérations, de la prudence dans les

combats, de la sagesse après la victoire, et de la vérité dans les rapports à présenter aux chefs du gouvernement.

Le général Béguinot avait tous les talens propres à ramener des hommes égarés, à punir des rebelles. Les émigrés étaient dans un seul département au nombre de près de quatre mille, ayant des chefs et de l'artillerie.

Ecoutons Béguinot rendre lui-même compte de ses opérations. Il écrivait à l'administration du département où il commandait :

» Citoyens administrateurs, je m'empresse de vous annoncer que les rebelles du département de l'Escaut sont entièrement soumis ; leur nombre qui etait très-considérable, n'en a pas imposé aux républicains qui ont marché contre eux, quoique moins forts des neuf dixièmes ; en diverses rencontres on leur a tué près de trois mille hommes ; on est maintenant occupé à la recherche des fuyards.

» Cette insurrection, dont la conscription n'a été que le prétexte, tenait à une

trame plus étendue. Depuis quelque temps des placards incendiaires étaient semés partout. L'attaque d'un poste important sur l'Escaut (le fort Lillo) faite par les brigands, en est une preuve. On a acquis la certitude que l'Anglais devait profiter de ces révoltes sur les côtes maritimes pour opérer une descente; mais toutes ces tentatives ont été vaines et seront toujours déjouées.

» On remarque avec bien du plaisir que dans la contrée où s'était formée l'insurrection, diverses communes se sont refusées aux sommations qui leur ont été faites par les révoltés de se joindre à eux; qu'au contraire (la commune de Tamise entre autres) elles avaient marché contre eux, et en avaient tué plusieurs.

» Nous avons eu quelques défenseurs blessés, mais aucun n'a été tué. »

Ce premier acte vigoureux de la justice nationale, aurait dû intimider les départemens voisins. Les ennemis du gouvernement parvinrent à déguiser la vérité; les insurgés osèrent se présenter en armes

dans la Campine, à Tirlemont, à Louvain, à Diest, à Montaigu, et leur présence se manifesta par des assassinats.

Une forte colonne de rebelles s'était formée à quelques lieues de Malines, elle portait l'épouvante dans les contrées voisines; tout-à-coup elle fond sur la commune de Malines et s'en empare. Quatorze pièces de canon et une grande quantité de munitions étaient tombées en leur pouvoir. Ce n'était plus le moment de temporiser, il fallait vaincre et chasser les brigands du poste important qu'ils occupaient. Béguinot rassemble les soldats, il se hâte, quatre heures suffisent pour se réunir, marcher sur Malines, attaquer les rebelles de deux côtés opposés, et pénétrer dans la ville au moment où, sur la place publique, ils coupaient l'arbre de la liberté. Un grand nombre de rebelles fut tué; un seul républicain périt en cette occasion, comme l'attesta Béguinot dans ses rapports au département.

Cependant la révolte gagnait la Campine, et, malgré le courage des soldats

commandés par Béguinot, on attendait avec impatience les vingt mille hommes qui accouraient tant du Rhin que de l'intérieur de la république.

La ville de Malines avait été déclarée en état de siége. Le 2 brumaire les révoltés se présentèrent de nouveau du côté de la porte d'Anvers, de Diest, et de celle des Vaches. Le général Béguinot fit aussitôt toutes les dispositions nécessaires pour les bien recevoir. Le chef de brigade Mazingant venait pour former sa jonction avec le général Béguinot; il rencontre les rebelles près de la ville, du côté de Bruyn-Cruys, il les fait charger, et en tue plusieurs.

Le même jour le général Béguinot fit publier les rapports suivans: « Les insurgés, battus par-tout, sont en pleine déroute; les troupes sont à leur poursuite, et ne prennent pour ainsi dire aucun repos. Je retournerai ce soir à Bruxelles. »

Il est cruel de s'occuper d'une guerre aussi malheureuse, mais il faut rendre hommage à la valeur de nos guerriers; en

obéissant à la patrie, qui châtiait des enfans rebelles, ils exposaient leurs jours, et il y avait pour eux encore quelque gloire à faire respecter la loi, et à rendre nuls les projets de nos ennemis.

Des renforts arrivaient de toutes parts, et les rebelles n'offraient plus que des bandes disséminées qui vivaient du produit du pillage, et annonçaient leur présence par le brigandage et le meurtre. A Renoix et à Andénearde, cent-cinquante d'entre eux étaient occupés à piller; ils sont entourés et tués, huit des leurs sont faits prisonniers; quelques-uns s'étaient retranchés dans l'église et le château de Dussel, ils y trouvent la mort. A Helle la cavalerie républicaine fait un grand carnage des révoltés; près Louvain, à Ypres, à Morcelade, la victoire se déclare pour les républicains, et les insurgés mordent la poussière.

D'un autre côté la garnison d'Anvers fit une sortie; dans quelques communes environnantes, il y eut des affaires très-importantes: les rebelles étaient en force;

un instant la communication d'Anvers avec Bruxelles fut interrompue, un pont fut coupé, et les soldats de la république furent obligés de se retrancher d'un côté de la rivière.

Le 6 brumaire le général Béguinot écrivait la lettre suivante :

« Un fort détachement parti de Tournay, s'est porté sur Anghien...

» Le même jour trois cents rebelles réfugiés sur la montagne de la Chartreuse, près Hérinnes, ont été attaqués sur trois points, par une colonne envoyée contre eux de Bruxelles. Une grande partie de ces rebelles a péri par le feu de l'artillerie et de la mousqueterie. Plusieurs prêtres sont au nombre des morts, ainsi qu'un des principaux chefs... La ville de Louvain a été déclarée en état de siége... Par un arrêté du directoire transmis à l'administration départementale, les colonnes mobiles des cinq départemens de l'ancien territoire français, voisins des nôtres, vont entrer dans la ci-devant Belgique pour y comprimer les rebelles...»

Au combat d'Herenthal, trois mille révoltés étaient réunis, et osèrent attendre une colonne venue de Hollande à grandes journées; ils firent une résistance opiniâtre; ils tiraient sans relâche sur la troupe par les fenêtres des maisons où ils s'étaient retranchés, et on ne put les en chasser qu'en y mettant le feu. Ils furent obligés de céder à la bravoure de la quarante-huitième demi-brigade et du cinquième de chasseurs; six cents d'entre eux restèrent sur la place.

Au village de la Chapelle, situé sur le canal qui conduit de Bruxelles à l'Escaut, ils firent une vigoureuse résistance; ce beau village fut totalement incendié. On voyait arriver à Bruxelles des barques remplies de meubles, ainsi que des femmes et des enfans éplorés. Ce déchirant spectacle affecta vivement les ames semsibles. Quel horrible résultat des discordes civiles!

Le général Béguinot, dans tous ses rapports ne cessait de rendre hommage à la valeur de nos troupes; elles accouraient de tous les points, et rendaient les services

les plus signalés aux contrées qu'elles délivraient de la présence des brigands fanatisés par les discours incendiaires de quelques prêtres.

Dans certaines contrées on remarquait l'influence de ces prêtres sur les habitans des campagnes.

Dans la Belgique, les rebelles se sillonnaient le cou avec de l'eau forte, pour faire croire qu'ils avaient été guillotinés, et qu'ils étaient ressuscités; ils portaient au cou un crucifix qu'ils baisaient au moment d'expirer. On promettait à ces malheureux qu'ils ressusciteraient trois jours après leur mort. C'était comme dans la Vendée; le paradis était promis aux meurtriers de leurs frères; et le rebelle bravait le trépas et le donnait sans remords, croyant servir le ciel.

Cette révolte, qui avait pris un caractère menaçant, fut bientôt appaisée, parce que le gouvernement, les généraux et les soldats firent tous leur devoir. Les rebelles, attaqués et surpris de toutes parts, durent céder à la sagesse et à la vigueur des mesures qui avaient été prises; il ne fut pas

même besoin, pour assurer leur défaite, des renforts que dans les premiers momens on avait cru devoir appeler. Les troupes stationnées dans le département, et commandées par le général Béguinot, suffirent pour ramener l'ordre. Sans doute les agens de l'Angleterre ne s'attendaient pas que ces troubles, qui étaient leur ouvrage, seraient aussi promptement réprimés. Mais par-tout des mesures de prévoyance et de sureté furent prises, et l'heureux effet qu'elles produisirent dans ces contrées annonça aux ennemis de la France qu'ils étaient encore trompés dans l'espoir d'une nouvelle Vendée.

Béguinot, par son zèle, son courage et son activité, avait mis fin à cette guerre cruelle et malheureuse : les habitans lui votèrent des remerciemens : il avait fait tout ce qui dépendait de lui pour adoucir les horreurs de la guerre; il s'était opposé au pillage, aux dévastations. Dans une commune, des militaires s'étaient emparés de quelques effets appartenant aux habitans; une visite sévère avait été faite, tous les

effets furent rendus ; deux caporaux, destitués sur-le-champ de leur grade, furent traduits au conseil de guerre pour avoir participé au vol. Quelques succès obtenus à Diest furent les derniers dont les révoltés purent tirer quelque vanité : cernés de toutes parts, ils furent obligés de mettre bas les armes ; plusieurs de leurs principaux chefs, condamnés à mort, périrent du supplice de la guillotine.

Après avoir mis fin à la guerre civile, le général Béguinot fut remplacé dans le commandement des neuf départemens réunis, par le général Colaud, qui le fut lui-même par les généraux Cervoni et Bonnard ; mais dans le mois de ventose, le général Béguinot fut réintégré dans ses fonctions de commandant militaire de la vingt-quatrième division.

Une récompense était bien due à celui qui avait rempli des devoirs si pénibles ; en vertu d'un arrêté du directoire, du 17 pluviose, Beguinot fut nommé un des généraux de division qui devaient servir à l'armée d'observation, commandée par le

général Bernadotte, et qui, forte de cinquante mille hommes, se formait sur la Lahn ; le quartier-général fut bientôt établi à Manheim. C'était à cette armée qu'était réservée la gloire de faire le siége de Philisbourg ; mais la retraite de l'armée du Danube ayant rendu inutile l'armée d'observation, et Bernadotte ayant été nommé chef d'une autre armée, il paraît que Béguinot reprit le commandement de la vingt-quatrième division, d'où on le voit, le 17 messidor de l'an 7, adresser une proclamation aux habitans des neuf départemens de la ci-devant Belgique, dans laquelle, après avoir rappelé les suites funestes d'une première insurrection, la douleur qu'il a éprouvée en obtenant des succès sanglans sur les révoltés de ces contrées, il ajoute : « De vils émissaires de l'Angleterre, de l'Autriche, vous conseillent encore la révolte contre la république : ils vous disent que les Anglais feront une descente pour vous seconder, que les Autrichiens passeront le Rhin, que le roi de Prusse va marcher dans ce pays, et

que nos armées continuent d'essuyer de grands revers; ils vous trompent audacieusement, parce qu'ils ne respirent que la destruction de ce beau pays, et la guerre civile entre les Français. »

Après avoir déclaré que tous les bruits répandus par les ennemis de la France sont faux, il continue : « Mais je le proteste, et j'en jure, par le Dieu qui protège la Justice, la paix et l'exécution des lois, la mort et l'échafaud seront réservés à ceux qui formeront des rassemblemens séditieux, et qui s'armeront contre la république. »

Bientôt après avoir rassemblé les garnisons voisines, et toutes les troupes disponibles dans ces contrées, le général Béguinot vint établir son quartier-général à Bruges.

Dans le mois de fructidor, le commandement de toute la ligne des côtes, depuis Dunkerque jusqu'à l'Ecluse lui fut confié. C'était à l'époque où les Anglais avaient opéré leur descente en Hollande; Béguinot ne négligea aucun moyen pour repousser les aggressions ennemies dont nos frontières maritimes étaient menacées.

La paix est donnée à l'Europe, et nos soldats rentrent dans leurs foyers. En feuilletant les pages de notre histoire, on ne trouve plus le nom de Béguinot, quoiqu'il soit porté sur la liste des généraux de division d'infanterie; mais le gouvernement avait les yeux fixés sur lui, et devait une récompense à ce guerrier couvert de blessures honorables, qu'il avait reçues en faisant les premières campagnes de la liberté. Aux élections de l'an dix il fut élu un des membres destinés à remplacer le cinquième sortant du corps législatif. Il est au poste honorable qui lui fut assigné, et représente le département des Ardennes, où il est né en 1747, et qu'il habitait au moment de sa nomination.

BÉLIARD.

Béliard a fait les campagnes d'Italie, il a concouru au succès des journées glorieuses où notre armée cueillit des lauriers immortels sur les monts escarpés des Alpes, dans les plaines du Piémont, sur les rives du Mincio, de la Trébia, du Pô, et dans les campagnes qui avoisinent Mantoue. Béliard est parvenu au grade d'adjudant-général, et il a mérité cette faveur par le courage qu'il a montré et les talens qu'il a développés dans les affaires longues et meurtrières qui eurent lieu après la défaite de Wurmser; lorsque ce général autrichien se battait sur les bords de l'Adige, en désespéré, et toujours se voyait serré de près par l'infatigable Augereau qui ne lui laissait aucun moment de repos, et essayait de lui couper la retraite.

A Saint-Georges, Wurmser est encore

battu, et Béliard a fait des prodiges de valeur. Le général en chef, d'après les rapports favorables qui lui ont été faits de la bravoure de cet adjudant-général, disait au directoire : « Béliard a contribué au succès de cette journée ; c'est un officier de distinction. »

Dans tous les combats qui furent livrés, et où se trouva la division à laquelle était attaché Béliard, la victoire fut fidèle à nos drapeaux, et les Autrichiens virent toujours leurs efforts impuissans.

Le traité de Campo-Formio laisse un moment respirer nos guerriers, et la gloire leur montre le vainqueur de l'Italie, préparant une expédition lointaine, et se disposant à cueillir de nouveaux lauriers sur les plages africaines.

Béliard sera de cette expédition ; il augmentera le nombre des braves qui doivent suivre Bonaparte en Egypte. Déja, pour prix de sa valeur et des services rendus à la patrie, il avait été nommé général de division : ce grade lui est de nouveau conféré

lorsqu'il est choisi pour servir dans l'armée d'Orient.

En Egypte il est placé à l'avant-garde, dans la division commandée par Desaix. Dans toutes les opérations il est le bras droit du général auquel son sort est lié, et bientôt les Mameloucks, les Arabes du désert et les Ethiopiens ont appris à le redouter.

Il s'avance dans l'antique pays où furent Thèbes et Memphis ; et à travers les déserts, malgré la chaleur excessive, sa division poursuit Mourad-Bey.

Bientôt Desaix lui donne un commandement ; il est chargé de s'emparer de l'île de Philé en Ethiopie, où les Mameloucks avaient laissé beaucoup d'effets et plus de cent cinquante barques. Il avait avec lui une demi-brigade légère, et se trouvait à Sienne lorsque Desaix le quitta.

Il s'empare de Philé, et après avoir passé le Nil à Elkamonté, il arrive près de l'ancienne Cophtos. A l'instant il apperçoit déboucher trois colonnes nombreuses d'in-

fanterie et quatre cents Mameloucks. Béliard forme ses troupes en carré ; une des colonnes ennemies s'approche, elle était composée des Arabes d'Yambo : après un combat terrible et à l'arme blanche, ils sont repoussés ; plus de cinq cents Arabes restèrent sur la place, et on prend deux drapeaux de la Mekke. Pendant cette action les Mamelloucks avaient tourné le carré, et feignirent de vouloir le charger en queue ; on détacha des tirailleurs qui les continrent.

C'était à Béliard et à la division qu'il commandait qu'il était réservé de reprendre nos barques, et de venger la mort des Français indignement massacrés sur *l'Italie* (djerme) qui naviguait sur le Nil.

Un peu après l'affaire d'Elkamonté, Béliard continuait sa marche, et après avoir passé plusieurs fossés et canaux défendus et pris de suite, il arriva près de Bénout : le canon commençait à atteindre les tirailleurs. Le général reconnut la position des ennemis, qui avaient placé quatre pièces de l'autre côté d'un canal extrême-

ment large et profond; il fit former les carabiniers en colonne d'attaque, qui se jetèrent à corps perdu sur les pièces, y massacrèrent une trentaine d'Arabes d'Yambo, enlevèrent les pièces et les dirigèrent sur les ennemis, qui se jetèrent dans une mosquée, dans une grande barque, dans plusieurs maisons du village, sur-tout dans une maison de Mameloucks, où ils avaient tous leurs effets et toutes leurs munitions de guerre.

Le général Béliard forma alors deux colonnes, l'une destinée à cerner de très-près la grande maison, l'autre à entrer dans le village, et à enlever de vive force la mosquée et toutes les maisons où il y aurait des ennemis. Les Arabes firent feu de toutes parts; les Français entrèrent dans la barque, et mirent à mort tout ce qui s'y trouvait. On voulut entrer dans la mosquée, il en sortit un feu si vif, que l'on fut obligé de se retirer. Alors on embrasa la mosquée; les Arabes y périrent dans les flammes; vingt autres maisons subirent le même sort; en un moment le village ne présenta que

des ruines. Les rues étaient comblées de morts; jamais on ne vit un pareil carnage. La grande maison restait à prendre : par toutes les issues on arriva à la grande porte, les sapeurs la brisèrent à coups de hache, tandis qu'on faisait crouler la muraille du flanc gauche et qu'on mettait le feu à une petite mosquée attenant à la maison où étaient les munitions de guerre des ennemis. Les poudres prirent feu ; vingt-cinq Arabes d'Yambo sautèrent en l'air, et le mur s'écroula de toutes parts. Nos forces se réunirent sur ce point, et malgré les prodiges de valeur des ennemis, qui, le fusil dans la main droite, le sabre dans les dents, et dans une nudité absolue, voulurent en défendre l'entrée, on parvint à se rendre maître de la cour ; alors la plupart allèrent se cacher dans des réduits, où ils furent tués quelques heures après. Les Arabes d'Yambo eurent dans cette sanglante journée douze cents hommes de tués et un grand nombre de blessés. Les Français reprirent leurs barques, excepté *l'Italie*, neuf pièces de canons et deux

drapeaux. Le schérif Hassan fut trouvé parmi les morts. Les Français perdirent environ trente hommes et un capitaine de carabiniers.

Ce combat fit honneur à la bravoure et aux talens du général Béliard, qui se trouvait comme abandonné, qui était cerné par les Arabes, et ne pouvait communiquer avec Desaix, parce que les lettres étaient interceptées; mais après l'affaire de Bénout, il reçut des nouvelles du général de l'expédition, qui lui annonçait un nouveau rassemblement d'ennemis à Birombra, de nouveaux combats, et pour les soutenir avec succès, des munitions de guerre et de bouches, et quelques troupes absolument nécessaires à Béliard; à leur approche, les ennemis rassemblés se séparèrent. Le général Béliard se porte aussitôt au village d'Adjedzy, principal débouché de la Cuita; et Desaix à Birombra, autre débouché du pays. Ce dernier bat les Arabes qui fuient; Béliard reçoit aussitôt l'ordre de les poursuivre, et tandis que tous nos différens corps attaquent les Arabes, obtiennent des succès signalés,

et mettent en fuite leurs troupes vagabondes, Béliard suit avec célérité les beys Hassan, Jeddaoui, Ossman Hassan, et les force de se jeter au-dessus des cataractes et d'abandonner la Haute-Egypte. Il laisse à Hesney une garnison de cinq cents hommes, qui doit contenir le pays, lever des contributions, et sur-tout veiller à ce que les Mameloucks ne reparaissent plus dans la plaine. Il revient ensuite à Kéné, et s'occupe de l'expédition de Cosseïr, avec Desaix. Pendant les préparatifs de cette expédition, le général Béliard reçut l'ordre de faire construire un fort à Kéné, et fut nommé par Desaix commandant de la province de Thèbes, dont l'administration venait d'être organisée. Quelques jours après, le général Béliard prit possession du port de Cosseïr où se trouvait un fort qu'il fit reconstruire et fortifier à l'européenne, comme un poste important si les Français avaient l'intention de se maintenir dans la Haute-Egypte.

Bonaparte a quitté l'Egypte; Kleber a pris sa place, et Desaix commande dans le Said, ou

la Haute-Egypte. Béliard se maintient dans son gouvernement, et fait respecter le nom français dans la province de Thèbes ; il administre avec sagesse, et reçoit de Kleber des éloges dictés par la justice et la reconnaissance.

Cependant le traité d'El-Arich a été conclu entre les Français, les Turcs et les Anglais, et ces derniers ont manqué à la foi des traités. Kleber est obligé de reprendre les armes, et de donner encore le signal des combats. Les troupes françaises qui étaient dans la Basse-Egypte et le Said ont ordre de joindre le gros de l'armée ; elles arrivent, et bientôt nos bataillons demandent le combat, malgré les quatre-vingt mille Turcs qui se développaient entre El-Hanka et le village de Abouzabel.

La bataille d'Héliopolis couvrit de gloire l'armée française ; les troupes du visir furent battues toutes les fois qu'elles osèrent se mesurer, et ne purent jamais résister toutes les fois qu'elles furent attaquées. Béliard et la division qu'il commandait firent leur

devoir, ils eurent leur part de gloire dans tous les combats livrés dans les environs d'Héliopolis; et lorsque le visir eut prit la fuite, et qu'il n'existait plus de corps d'armée turque, Béliard eut ordre de poursuivre les fuyards, d'occuper Damiette, et de remonter ensuite jusqu'au Caire où les habitans étaient révoltés, et qu'il fallait soumettre et punir.

Béliard a exécuté les ordres de Kleber, il a battu et dispersé plus de douze mille hommes, avec douze cents, et leur a enlevé six pièces de canons, pris le village de Chouara en avant de Damiette; il s'est ensuite rendu maître à-la-fois de Damiette et de Lesbech, en faisant proclamer partout la victoire des Français sur l'armée du grand-visir. Les habitans de Damiette furent condamnés à une contribution de guerre de deux cent mille francs.

Le genéral Béliard, après avoir soumis une partie de la Basse-Egypte, arrivait au Caire avec une demi-brigade. Le retour de ces troupes, et l'arrivée d'un convoi de munitions venu en même temps de Rosette,

fournirent au général Kleber les moyens de préparer l'exécution de l'attaque générale sur le Caire, et de réduire Boulac. Le lendemain la ville et le fort sont bombardés vivement, le canon bat en brêche, et le soldat monte à l'assaut, au milieu du feu, de la confusion et du carnage; l'ennemi épouvanté demande grâce, les hostilités cessent, le pardon est proclamé, et le Boulac est au pouvoir des Français; deux jours après le Caire capitule.

Béliard fut envoyé dans son commandement, où il se trouvait au moment que Kleber fut frappé du poignard par un fanatique osmanlis. Le général Menou, qui succède à Kleber, laissa le commandement de la province de Thèbes, à Béliard.

Le successeur de Kleber reçoit de France un arrêté du 19 fructidor an 8, qui confirme Béliard dans le grade de général de division.

Béliard administre avec sagesse, avec probité; les Africains sont obligés de rendre hommage à ses vertus. En voici une preuve: «Des marchands venus d'Yambo en Egypte,

par le convoi de Cosseïr, racontaient les circonstances de leur voyage, et les dangers auxquels ils avaient échappé; leur récit fut terminé par cette réflexion : *Quand nous eûmes quitté le pays des Mameloucks pour entrer dans celui des Français, nous fûmes tranquilles, et nous dormîmes.* Ces marchands venaient de traverser les contrées commandées par Béliard.

L'armée française, affaiblie par ses combats et ses victoires, jouissait d'un instant de repos lorsque la flotte anglaise paraît sur les mers qui bordent Aboukir. Sir Abercrombie commandait l'armée, qui opère une descente, non sans avoir éprouvé la plus vive résistance; d'un autre côté, l'armée du grand-visir, qui avait reçu des renforts, ose quitter le désert et s'avancer sur le Caire. Béliard venait d'être nommé commandant de cette capitale de l'Egypte; il sait que l'audace des Turcs s'accroît par la présence d'une armée européenne, il se hâte de rassembler des forces, marche contre le visir, l'atteint à Belbeys, et le repousse jusqu'à Salahieh. Dans un des

combats qui furent livrés, Béliard fut blessé légèrement.

Le général Menou marchait avec l'élite de l'armée française pour s'opposer aux progrès des Anglais. Il n'avait laissé à Béliard qu'un corps de troupes de deux mille cinq cent cinquante trois hommes pour défendre l'Egypte, la ville du Caire et son arrondissement, contre l'armée du visir, et contre les troupes anglaises apportées de l'Inde à Cosseïr et à Suez.

« Une partie des troupes sous mes ordres, dit Béliard, dans son rapport, formait la garnison de la citadelle, des tours de l'enceinte du Caire, des places de Gisa, du vieux Caire et de Boulach ; il me restait une réserve mobile de quatre cent quatre-vingt cinq hommes, avec laquelle je devais faire le service de la place, réunir des grains et des subsistances, faire l'escorte des convois militaires, de vivres et de munitions pour l'armée, arrêter l'armée du visir, et manœuvrer devant elle lorsqu'elle se présenterait, pour donner le temps au général

en chef de se porter sur lui avec toutes ses forces, après avoir battu l'armée anglaise. »

Le commandant du Caire enjoignit au général Donzelot, d'évacuer la Haute-Egypte; à Mourat-Bey, toujours fidèle à ses traités, de venir occuper Siouth et Minieh, et de maintenir la tranquillité du pays. D'après les ordres du général en chef, il fit sortir des places de Salahieh et Belbeys, tous les hommes inutiles pour leur défense; et comme il y avait dans les places des magasins considérables, il en fit évacuer une partie sur le Caire. Il reçut un renfort de cinq cent soixante-dix hommes que lui amenait le général Donzelot; et le 21 germinal de l'an 9, il apprit la prise de Rosette, l'arrivée de l'armée ottomane à Salahieh, et l'évacuation de Damiette.

« Ainsi, ajoute le général Béliard, dans son rapport: La Charkie envahie, l'une des branches du Nil ouverte, l'autre sur le point de l'être; la fidélité des Mameloucks, dont le caractère de Mourat-Bey était la garantie, ébranlée par sa mort et nos

pertes, tout m'obligea de prendre le seul parti qui me restait dans cet état extrême, celui de fortifier l'enceinte du Caire, de prendre une attitude imposante....

« ..... On aurait pu se réunir au général de divison Lagrange, mais il avait ordre de couvrir Rahmanié, qu'il fut forcé d'abandonner après un combat très-vif avec les troupes du visir. Le 23 floréal, il arriva au Caire avec ses troupes. J'appris que la digue du Lac Madié avait été rompue, et que les eaux qui se répandaient dans le lac Maréotis, rendaient déja les communications de Rahmanié à Alexandrie très-difficiles. »

Béliard s'avance, et à la hauteur du désert, à l'est d'Elmeneyer, il se livre un combat qui dura plusieurs heures; mais le général en chef, voyant que l'ennemi courait d'un côté lorsqu'il marchait sur lui, et abandonnait ses positions; qu'il était très-décidé à ne point quitter l'Egypte, craignant d'être attaqué par ses derrières, il se décida à barrer le Nil, et à se fortifier à Giza. Pressé par trois armées considérables,

qui tous les jours prenaient un nouvel accroissement par la réunion des naturels du pays; ayant à défendre la ville du Caire, et à contenir une population nombreuse ; sans argent, ayant très-peu de munitions et de vivres, il fallut presque tout créer, retranchemens, magasins, affuts, poudre..., etc. Depuis 22 jours, il ne communiquait plus avec Alexandrie....

« Le parti que je pris, dit le général Béliard, fut celui que Chevert prit à Prague, dans des circonstances bien moins difficiles; il n'était pas au centre de l'Afrique, pressé par deux armées ottomanes; il n'avait pas au milieu de son camp une population nombreuse et féroce. Nous avions, comme lui, une armée européenne devant nous, et je n'avais, comme lui, qu'un faible corps en état de combattre, et un développement immense à défendre. J'avais en outre à sauver un grand nombre de malades, de guerriers mutilés, de citoyens que l'amour des arts et des sciences avaient attirés en Egypte. »

Béliard, prit au Caire, toutes les mesures

de sureté exigées par le danger de sa position.
« Le premier messidor, ajoute le général dans son rapport, nous fûmes entièrement investis par les armées combinées, et toute communication avec l'extérieur fut coupée. Les jours suivans, les ennemis firent replier quelques-uns de nos avant-postes, et commencèrent à établir des batteries. Ils avaient jeté un pont de bateaux au village de Cheubrat; un petit corps d'armée descendait de la Haute-Egypte. Le 3, il y eut une suspension d'armes, et le 4, une conférence entre trois officiers français et trois officiers des armées combinées. Le 5, nous dimes les conditions de notre retraite, le 8, elles furent acceptées, et ratifiées le 9.

» Nos lignes de circonvallation ne pouvaient tenir, par leur développement immense et par la faiblesse de plusieurs points, contre une attaque de vive force. Nous avions à peine cent cinquante coups à tirer par pièce; nous avions à dos la population du Caire, à raison du manque de subsistance.... Que pouvions-nous faire? Une résistance... Elle eût été de vingt à

vingt-cinq jours ; mais alors plus d'espoir d'entrer en négociation, il fallait être à la merci des ennemis, obéir à ses ordres. Quelle capitulation espérer de deux armées turques, maîtresses de l'Egypte et du Caire ? Les Anglais pourraient-ils les arrêter ?

» Nous aurions cependant pris ce parti, si nos points de contact avec la France eussent encore existé pour nous, et s'il nous fût resté quelque espoir de secours.....

» .... La division Gantheaume n'avait pas encore effectué une descente sur les côtes d'Egypte ..... Depuis quatre mois nous défendions l'Egypte pied à pied .... Depuis trois ans nous luttions contre les privations de toute espèce, la peste et les efforts de l'Europe et de l'Asie... ».

A ce rapport de Béliard, était joint la convention pour l'évacuation de l'Egypte. Dans cette convention, honorable aux Français, l'armée faisait sa retraite sur Rosette avec armes, bagages, artillerie de campagne, caissons et munitions, pour être embarquée, et de là transportée dans les ports de la Méditerranée, aux frais des puissances alliées.

De retour en France, Béliard reçut du premier consul l'accueil le plus flatteur, et en l'an 11, il a été nommé commandant de la vingt-quatrième division militaire.

BERNADOTE.

La révolution française se vit, à son berceau, entourée d'une foule d'hommes dont le génie et les talens ne se seraient peut-être jamais montrés au grand jour; l'absurde préjugé qui ne permettait qu'aux nobles d'aspirer aux dignités de l'état refroidissait l'imagination et comprimait les élans du génie. Mais aussitôt que ce préjugé fut détruit, les hommes d'état, les orateurs, les guerriers sortirent tous à la fois d'une fatale obscurité, comme jadis Minerve sortit tout armée du cerveau de Jupiter. Une guerre difficile, dans laquelle la France se trouvait engagée contre toute l'Europe liguée contre elle, vit naître plusieurs généraux qui ne le cédèrent ni en bravoure ni en talens aux plus fameux capitaines: leur nombre s'accrut de jour en jour, et la renommée n'eut

bientôt plus assez d'échos pour la multitude de noms qu'elle fut chargée de proclamer.

Celui de Bernadotte figure avec avantage sur cette longue liste des vainqueurs de l'Europe, à qui la république doit la paix et la liberté. Doué d'une imagination brûlante, de sentimens nobles et fiers, il avait embrassé de bonne heure le parti des armes, et il semblait n'attendre que les occasions de se distinguer, lorsque le signal des combats ouvrit un vaste champ à la valeur française. J. Bernadotte naquit à Paris le 26 janvier 1763; il suivait depuis quinze ans la carrière militaire, lorsque le premier bruit du danger de la patrie éveillant son courage, il se précipita dans les rangs de ses défenseurs, résolu de vaincre ou de mourir pour elle.

Il serait trop long de faire le récit circonstancié de toutes les affaires où Bernadotte se distingua par son courage et ses connaissances; militaires et il suffira de faire observer que les talens qu'il deploya dans toutes les occasions, ne tardèrent pas à le faire connaître, et l'élevèrent, en l'an 4,

au grade de général de divison. C'est de cette époque qu'il faut dater sa vie militaire, et signaler les nombreux services qu'il a rendus à la république. On ne se rappellera jamais sans un sentiment d'admiration la multitude de combats où l'armée du Rhin se montra constamment victorieuse; alors Jourdan, qui la commandait en chef, réunissait sous ses ordres huit ou dix généraux de division dont l'expérience, l'habileté, la valeur procuraient chaque jour de nouveaux triomphes. Les rives de la Lahn furent témoins des succès de Bernadotte et de la défaite des Autrichiens; le blocus de Mayence, opéré par sa division, sous le feu terrible de l'ennemi; le fameux passage du Rhin, qu'il effectua des premiers, servirent de base à sa réputation militaire: le combat de Neuhof et le passage de la Rednitz, la prise de la ville d'Altorf, celle de Newmark, les avantages nombreux qu'il remporta sur le général Kray, la prise de ses magasins sur le Mein, sont autant de faits célèbres dans cette glorieuse campagne de l'an 4.

Cependant, au milieu de ses nombreux succès, la calomnie voulut ternir sa gloire : on l'accusa d'avoir permis, pendant vingt-quatre heures à ses soldats, le pillage de la belle ville de Nuremberg, et d'avoir exigé de ses habitans, à heure fixe, une forte contribution en argent, les menaçant, en cas de refus, de la livrer à toute la fureur de son armée. Bernadotte fut indigné d'une accusation aussi atroce et aussi mensongère : son ame noble et fière était celle d'un soldat qui chérit l'honneur ; il se plaignit amèrement au directoire exécutif de l'inculpation hasardée contre lui dans une feuille publique. « Je ne vous parlerai point, citoyens directeurs, leur écrivait-il, de l'indignation qu'ont manifestée les militaires qui me connaissent, au récit de cette assertion mensongère ; je me tairai sur tout ce qu'ont ressenti les troupes servant sous mes ordres, ainsi que les officiers qui les guident ; mais je dois réclamer auprès de vous la juste réparation qui m'est due : un fait aussi infâme ne peut rester impuni, et j'ai lieu d'espérer que le gou-

vernement en fera connaître toute la noirceur. »

Bernadotte fut pleinement justifié de cette inculpation, à laquelle d'ailleurs personne n'avait ajouté foi ; nous l'aurions nous-mêmes passée sous silence s'il n'était pas nécessaire de rappeler combien l'envie ou la calomnie ont essayé, dans le cours de la guerre de la liberté, d'obscurcir la gloire dont se couvrirent tant de héros, et de flétrir leurs immortels lauriers.

Le bruit de ses triomphes l'avait précédé à l'armée d'Italie ; Bonaparte le reçut avec plaisir parmi les braves d'Arcole et de Lodi : ses premières opérations à cette armée furent marquées par un avantage que le général en chef regarda comme un sûr garant de ses succès à venir. Il débuta par la prise de la forteresse de Gradisca, et dans les combats qu'il fut obligé de livrer avant de s'en rendre maître, il brava les plus grands dangers, s'exposant au feu comme les plus simples soldats, et leur donnant,

avec ses aides-de-camp et ses officiers, l'exemple du sang-froid et de l'intrépidité. Le général Murat commandait alors l'avant-garde de la division de Bernadotte, et ce fut à cette affaire que ces généraux, tous deux braves et intrépides, eurent occasion de se connaître et de se porter une estime réciproque.

Quelque temps avant le 18 fructidor, Bonaparte voulant reconnaître les services signalés qu'il avait rendus à l'armée d'Italie, le choisit pour porter au directoire exécutif les drapeaux pris sur les Autrichiens à la bataille de Rivoli : « Je vous envoie, par le général Bernadotte, écrivait Bonaparte au directoire, plusieurs drapeaux pris à Rivoli. Cet excellent officier, qui a fait sa réputation sur la rive du Rhin, est aujourd'hui un des généraux les plus essentiels à la gloire de l'armée d'Italie : il commande les trois divisions qui sont sur les frontières d'Allemagne ; je vous prie de le renvoyer à l'armée le plutôt possible.

» Je ne dois pas laisser passer cette

occasion sans payer à sa brave division et aux troupes qui, l'année dernière, sont venues du Rhin et de Sambre et Meuse à l'armée d'Italie, le tribut d'éloges que je dois à leurs services.

» Dans toutes les occasions, elles ont culbuté ce qui était devant elles; au passage du Tagliamento, comme à l'attaque de Gradisca, elles ont montré le courage et le zèle ardent pour la gloire nationale qui distinguent les armées de la république.

» Vous voyez dans le général Bernadotte un de ses amis les plus solides, incapable, par principes comme par caractère, de capituler avec les ennemis de la liberté, pas plus qu'avec l'honneur. »

Bernadotte reçut à Paris un accueil digne de la brave armée dont il apportait les trophées glorieux; il fut reçu par le directoire assemblé en séance extraordinaire, et présenté par le ministre de la guerre. Nous transcrivons ici le discours qu'il prononça en présentant ces drapeaux :

« Dépositaires suprêmes des lois, dit-il,

certains du respect et de l'obéissance constitutionnelle des soldats de la patrie, continuez d'exciter l'admiration de l'Europe ; comprimez les factions et les factieux ; terminez le grand ouvrage qu'elle réclame ; elle désire qu'il ne soit plus versé de flots de sang : mais si, comptant sur nos divisions domestiques ; si, comptant plus encore sur leurs liaisons avec les déserteurs de la cause de la liberté ; si, dis-je, nos ennemis formaient des prétentions exagérées, nous reprendrons les armes et nous marcherons au combat avec l'appareil menaçant qui suit les armées ; mais nous marcherons, assurés de la justice de notre cause, précédée par l'augure de la victoire. »

Peu de temps après, la journée du 18 fructidor changeait le gouvernement en France, et Bonaparte, ayant cru devoir écouter les propositions de paix faites par l'empereur, signait à Léoben les préliminaires du traité ; mais tandis que les armées déposaient leurs armes, les provinces du midi étaient en proie aux fureurs des réactions, et le sang des citoyens coulait sous le poignard des

assassins. Le directoire jeta les yeux sur Bernadotte pour arrêter le cours de ces assassinats; ce général, qui marchait avec tant de bravoure quand il s'agissait de combattre l'ennemi, se croyait sans doute peu propre à tourner ses armes victorieuses contre ses concitoyens; il n'accepta point le commandement que le directoire lui offrait, et il retourna en Italie se mettre à la tête de sa division.

Le traité de Campo-Formio, en rendant pour un moment le repos à l'Europe, rétablit entre la république et l'empereur leurs liaisons diplomatiques. Le congrès de Rastadt fut ouvert, et Bernadotte, nommé ambassadeur de la république française à Vienne, reçut de l'empereur un accueil distingué. Les premières négociations du congrès, fondées sur la franchise et la modération, faisaient espérer qu'une paix durable consoliderait à jamais l'ouvrage du triomphateur de l'Italie; les officiers et les soldats des deux armées semblaient avoir changé leur haine en une estime mutuelle; on oubliait toutes les inimitiés particu-

lières pour n'admirer que la valeur que les deux partis avaient déployée dans le cours de la guerre ; le vainqueur d'Altorf et de Gradisca rendit une visite à l'archiduc Charles, et lui dit, entre autres choses flatteuses, qu'il n'avait pu résister à la tentation de connaître personnellement le vainqueur de Wurtzbourg.

Cependant les ambassadeurs étrangers avaient vu avec une sorte de dépit l'accueil favorable que Bernadotte avait reçu de l'empereur ; la dignité avec laquelle il représentait la nation française ajoutait encore à leur jalousie. L'Angleterre, de son côté, voyait avec peine son influence cesser de diriger le cabinet de Vienne ; elle tentait tous les moyens de rompre les négociations et de rallumer la guerre à peine éteinte ; ses intrigues n'eurent malheureusement que trop de succès. Tout prouve qu'une émeute suscitée à Vienne, contre l'ambassadeur français, et dont nous allons parler, fut son ouvrage. Bernadotte avait donné l'ordre d'arborer le drapeau tricolore au-dessus du palais de France ; mais

la populace de Vienne, agitée par quelques ennemis de la république, se porta en foule au palais de l'ambassadeur, en poussant les cris de *vive l'empereur ! à bas le drapeau !* Après des injures contre la nation française, les factieux en vinrent à des menaces, à des voies de fait. Dans un instant toutes les vitres de la maison furent brisées à coups de pierres : le tumulte attira la force armée, qui aurait pu facilement mettre fin à tous ces désordres ; mais elle resta spectatrice oisive. La populace, furieuse, voyant qu'elle n'avait rien à craindre, pénétra jusque dans l'intérieur de l'hôtel, en brisant les portes, et menaçant tous les Français qui s'y trouvaient. La suite de Bernadotte se défendit avec courage, et tira quelques coups de pistolet sur les premiers qui voulurent entrer, ce qui parut ralentir les autres. Alors ils se précipitèrent sur les voitures et autres effets qui étaient dans la cour, tout fut brisé, et ce ne fut qu'après cinq heures d'un désordre effrayant qu'un détachement de cavalerie, posté dans le voisi-

nage, accourut pour dissiper l'attroupement.

Cet événement jeta la plus grande consternation dans Vienne; les amis de la paix craignaient qu'il n'eût des suites funestes pour le repos de l'Allemagne, et n'occasionnât une rupture entre les deux puissances réconciliées. Aussitôt que l'empereur fut instruit de ces troubles, il témoigna vivement la peine qu'il en ressentait, et manifesta son extrême mécontentement. L'ambassadeur français, décidé à quitter une ville où les lois étaient sans force contre la sédition d'une vile populace, où les droits les plus sacrés n'étaient pas respectés, demanda une réparation éclatante au ministre, M. de Thugut; et comme elle n'était pas satisfaisante, il s'adressa directement à l'empereur, qui lui écrivit dans des termes d'amitié, et l'invita à rester dans sa capitale; mais Bernadotte persista dans sa résolution de quitter Vienne, et se retira à Rastadt, où il se proposait d'attendre la décision ultérieure du directoire exécutif. Il voulut partir de Vienne dans

la nuit même, mais l'empereur redoubla ses instances pour l'engager du moins à partir en plein jour, en lui répondant de sa sureté; en effet, il traversa une foule de plus de soixante mille ames sans qu'on lui dît un seul mot offensant. L'ambassadeur français, en annonçant au directoire l'outrage fait à son caractère, parla avec beaucoup d'égards de la conduite de l'empereur; mais il était disposé à attribuer tous les torts au baron de Thugut, qu'il croyait gagné à l'Angleterre.

Après son départ, l'empereur fit convoquer un conseil d'état extraordinaire; il y fit inviter tous les ministres des puissances étrangères; on y produisit le procès-verbal de l'événement du 25 germinal, signé par Bernadotte lui-même, et toutes les pièces qu'on crut propres pour justifier le gouvernement autrichien. Il fut ensuite dressé un autre procès-verbal dans lequel tous les ministres étrangers prétendirent que Bernadotte avait, par l'innovation relative à l'exposition du drapeau, donné occasion à cet événement, et que l'empereur

et ses ministres s'étaient conduits en cette circonstance avec la sagesse et la prudence possibles.

Un courrier de la cour de Vienne arriva à Paris presque aussitôt que le secrétaire de la légation française; il apportait au directoire le désaveu formel de l'empereur, et la promesse de donner à la république la satisfaction la plus éclatante de tout ce qui s'était passé. Il paraît que ce fut la première nouvelle de cet attentat, et la nécessité de prendre des mesures pour en tirer vengeance, s'il n'eût pas été désavoué par l'empereur, qui retardèrent alors le départ de Bonaparte pour l'Egypte. On a conjecturé de plus que l'Angleterre, craignant que l'expédition formidable de Toulon ne fût destinée contre elle, occasionna la sédition de Vienne afin de diviser les deux puissances et détourner l'orage dont elle se croyait menacée. Mais l'empereur avait donné toutes les assurances possibles de maintenir la bonne harmonie si heureusement rétablie entre les deux puissances: il présentait pour preuve de ses intentions

pacifiques l'exécution ponctuelle de toutes les stipulations du traité de Campo-Formio, et chargeait M. le comte de Cobentzel des négociations relatives à l'événement qui avait forcé l'ambassadeur français à quitter Vienne : le directoire, de son côté, nommait le citoyen François de Neuf-Château pour terminer à l'amiable le nouveau différend; cette double nomination faisait augurer que les nuages élevés à cette occasion seraient bientôt dissipés.

Bernadotte fut de retour à Paris dans les premiers jours de l'an 4; le directoire lui offrit, à son arrivée le commandement de la huitième division militaire ; il refusa, pour goûter, dit-il, les douceurs d'une vie simple et tranquille. Quelque temps après, il fut nommé ambassadeur à la Haye ; mais l'événement de Vienne était encore trop présent à son esprit ; il était sans doute offensé du peu d'empressement que le gouvernement français avait mis à justifier la conduite de son ambassadeur, et ces motifs l'engagèrent à refuser de nouveau le poste auquel il était appelé.

Voici la réponse qu'il fit au directoire au sujet de cette dernière nomination :

« CITOYENS DIRECTEURS ,

» Le ministre des relations extérieures vient de me donner avis que vous m'aviez nommé ministre plénipotentiaire près la république batave.

» L'agrément qu'offre un emploi aussi honorable est sans doute sensible, et l'avantage inappréciable de vivre, quoique éloigné de sa patrie, parmi des hommes qui savent apprécier les charmes de la garantie sociale, seraient des motifs pour me déterminer à accepter; mais depuis longtemps mes vœux et mon peu de penchant pour la carrière diplomatique vous sont connus; j'ai eu l'honneur de m'en expliquer avec vous dans une dépêche antérieure à l'événement arrivé à Vienne; vous savez même que l'ambassade près la cour de Vienne ne m'avait nullement flatté, et qu'en obéissant j'avais prétendu donner au directoire une nouvelle marque de mon dévouement à la république.

» Si j'allais habiter avec les descendans de Jean de Wit et de Tromp, la république batave trouverait en moi un amant sincère de sa gloire, et un chaud partisan de son bonheur. Votre connaissance des hommes ne manquera pas de réunir dans mon successeur le même zèle, la même pureté d'intentions, et enfin le même empressement à remplir vos vues bienfaisantes.

» L'approbation que vous donnez à ma conduite militaire et à ma conduite diplomatique est reçue avec respect ; tout ce qui est relatif à ma seconde carrière a quelques attraits pour moi, en raison des erreurs où sont tombés plusieurs journaux dans les comptes qu'ils ont donnés au public ; il m'est doux de croire que le temps n'est pas éloigné où la politique du gouvernement permettra d'en instruire le peuple français d'après l'exacte vérité.

Je vous prie, citoyens, d'agréer le tribut de ma gratitude ; vous avez justement senti que la réputation d'un homme qui avait contribué à placer sur son piédestal la

statue de la Liberté, était une propriété nationale. »

Pendant son séjour à Vienne, Bernadotte employait son crédit pour faire rendre à la liberté et à leur patrie des Français qui gémissaient dans les cachots de l'Autriche. De ce nombre était le citoyen Colombot, ci-devant précepteur du prince Colloredo, et détenu à Vienne depuis le commencement de la révolution.

Bernadotte s'intéressa vivement pour cette victime, et sollicita son élargissement : après bien des difficultés, le cabinet de Vienne était sur le point de céder à ses instances, lorsque les troubles dont nous avons parlé le forcèrent de quitter cette ville, et il partit sans que la promesse du ministre autrichien fût exécutée. Bernadotte, en renonçant au titre d'ambassadeur, n'abandonna pas celui de protecteur de l'humanité; il écrivit à l'ambassadeur d'Espagne, lui donna tous les renseignemens sur la cause qu'il s'était chargé de défendre, et le pria instamment de solliciter lui-même la liberté d'un homme injustement dé-

tenu : le ministre d'Espagne répondit à cette marque de confiance, et peu de temps après, Colombot, sorti de son cachot, et put témoigner sa reconnaissance à son bienfaiteur. Il y avait six ans qu'il était plongé dans une obscure prison, et privé de la lumière du jour. Après son élargissement, on lui fit signer un écrit par lequel il promettait de ne jamais demander d'indemnité, et de ne plus rentrer dans les états d'Autriche.

Les négociations de Rastadt traînaient cependant en longueur : on parlait d'une nouvelle coalition contre la France ; l'empereur paraissait disposé à recommencer les hostilités, et le directoire, de son côté, rappelait les soldats sous les drapeaux. L'armée qui devait agir contre l'archiduc, était commandée par Jourdan, et les deux ailes de cette armée étaient conduites par Bernadotte, nommé général en chef de l'armée d'Observation, et Massena général de l'armée d'Helvétie. Bernadotte eut ordre de passer le Rhin, et de bloquer Philisbourg pendant que l'armée du Danube pénétrerait sur le territoire autrichien.

Le 12 ventose, il se présente devant cette place, et somme le commandant de la lui livrer, promettant de la rendre à l'Empire aussitôt que le gouvernement français aurait acquis la certitude que l'Empire pourrait la défendre contre l'ambition de la maison d'Autriche. Sur le refus de l'officier commandant la garnison, le bombardement fut ordonné; mais les événemens qui suivirent, forcèrent d'en suspendre l'exécution. L'armée d'Observation eut ordre de traiter amicalement la ville de Manheim; le directoire n'ayant reçu que des témoignages les plus avantageux sur les sentimens et les dispositions pacifiques de l'électeur, était porté à voir bientôt en lui un ami de la république. Jusque-là, la guerre ne paraissait être dirigée que contre les cercles de l'Empire, dans la vue de les détacher de l'Autriche et de hâter les négociations de Rastadt.

Sur ces entrefaites, l'archiduc Charles, en quittant les bords du Lech pour s'approcher de l'Iller, avait fait conduire militairement aux avant-postes la légation française auprès de la diète de Ratisbonne.

Bernadotte, instruit de ces mesures hostiles, usa de représailles, et demanda au magistrat de Francfort que le comte de Schlick, envoyé de l'empereur, et M. Wukasowitsh, chargé d'affaires de Russie, quittassent cette ville dans les vingt-quatre heures : ils partirent en effet le lendemain.

La retraite de Jourdan, qui fut obligé de repasser le Rhin, la dissolution du congrès de Rastadt et la reprise générale des hostilités, vinrent changer bientôt la face des affaires. Les Russes, maîtres de l'Italie, la plupart des places fortes envahies presqu'à l'ouverture de la campagne, rendaient indispensable le développement de forces et de mesures extraordinaires; l'administration de la guerre, dont toutes les parties étaient délabrées, avait besoin d'un chef qui pût remédier au mal et réparer le désordre auquel ce département était en proie; le directoire exécutif appela auprès de lui Bernadotte, et lui confia le ministère de la guerre. Son premier soin fut d'écrire aux généraux pour leur recommander du zèle et de l'unité dans leurs opérations. Il en-

joignit au général Moreau de faire conduire par-devant un conseil de guerre les commandans français qui avaient rendu des places fortes en Italie ; Foissac-Latour, accusé par l'opinion publique d'avoir livré Mantoue sans opposer aucune résistance, fut traduit devant ce conseil avec tout son état-major ; Bernadotte excitait le zèle des conscrits, plaçait à la tête des bataillons auxiliaires une foule d'officiers qui avaient combattu dans les campagnes précédentes, et se trouvaient, au moment de la reprise des hostilités, en réclamation à Paris ; tous ses efforts tendaient à ramener la discipline, et par suite la victoire, dans les rangs des défenseurs ; il sentit la perte que l'armée venait de faire en perdant Joubert qui la commandait à la bataille de Novi, et il écrivit aux soldats pour les exciter à venger la mort de leur chef.

Il n'y avait pas trois mois que Bernadotte dirigeait le ministère de la guerre ; sa courte administration avait été marquée par la destruction d'une foule d'abus, par une amélioration sensible dans le sort

du soldat, par le retour de la discipline, lorsque le directoire lui annonça son remplacement provisoire par Millet-Mureau, auquel il avait succédé; le directoire motivait cette nouvelle nomination sur le desir qu'il lui avait souvent manifesté de reprendre son activité aux armées; mais Bernadotte, fatigué sans doute de la versatilité d'un gouvernement qui lui confiait le ministère lorsque tout était désorganisé, et le lui retirait lorsqu'après avoir opéré le bien il eût désiré recueillir le fruit de ses travaux; Bernadotte, dis-je, nia formellement qu'il eût donné sa démission, et écrivit au directoire, en ces termes:

« Citoyens Directeurs,

» Je reçois à l'instant votre arrêté d'hier, et la lettre obligeante qui l'accompagne. Vous acceptez la démission que je n'ai pas donnée. Plusieurs fois je vous ai mis sous les yeux la cruelle situation de mes frères d'armes. Profondément affligé de l'impuissance des moyens mis à la dispo-

sition du département de la guerre, j'éprouvai le désir de me soustraire à cette impuissance, et tourmenté de ce sentiment pénible, j'ai pu vous exprimer celui de retourner aux armées.

» Au moment où je me préparais à rendre le compte moral et administratif de ma gestion jusqu'au 1^er^ vendémiaire, vous m'annonçez que vous me destinez un commandement, vous ajoutez que vous nommez le citoyen Millet-Mureau par *interim*, pour remettre le porte-feuille de la guerre à mon successeur.

» J'ai dû rétablir les faits pour l'honneur de la vérité, qui n'est pas en notre pouvoir, citoyens directeurs; elle appartient à nos contemporains, à l'histoire qui nous attend.

» Après vingt années de fatigues non interrompues, vous jugerez si je mérite le traitement de réforme; je ne vous dissimule pas que j'en ai besoin; mais j'ai surtout besoin de repos. Le citoyen Millet-Mureau recevra de moi tous les renseignemens qu'il desirera. »

Ainsi ce brave guerrier, indigné de l'ingratitude du directoire, prit la résolution de vivre au sein de la retraite; mais l'époque n'était pas éloignée où un gouvernement plus juste devait récompenser dignement les services rendus à la patrie par ses fidèles défenseurs. La journée du 18 brumaire amena cette heureuse révolution. Lorsque le vainqueur de l'Italie vit remettre entre ses mains les destinées de la France, une foule de guerriers qui l'avaient accompagné dans les champs de la gloire, vinrent se presser autour de lui; la bravoure, les talens, le patriotisme ne furent plus de vains titres pour prétendre aux honneurs et aux dignités, et le modeste Bernadotte, appelé par les suffrages du nouveau gouvernement à remplir l'importante fonction de conseiller d'état, ne se ressouvint plus qu'il avait besoin de repos. Le choix honorable que Bonaparte faisait de lui, réparait en quelque sorte toutes les injustices dont il avait été victime dans le cours de sa carrière diplomatique; il consentit à se placer à ce nouveau poste d'hon-

neur, dans l'espoir de pouvoir encore être utile à sa patrie.

Les premiers soins du gouvernement consulaire avaient été d'éteindre le feu de la guerre civile dans les malheureuses contrées de la Vendée; le succès couronna ses généreux efforts, et bientôt le sang cessa de couler dans ces plaines fertiles qu'arrose la Loire. Le général Brune, à qui cette victoire était due, fut appelé sur un autre théâtre où ses talens avaient été jugés nécessaires; le général Bernadotte fut désigné par le ministre de la guerre pour le remplacer, et le 28 germinal an 8, il fut nommé général en chef de l'armée de l'Ouest.

A cette époque les insurgés avaient été contraints par la force, ou invités par de sages conseils, à déposer leurs armes; une heureuse pacification faisait trouver des frères où l'on ne voyait d'abord que des ennemis, et, régis par les lois ordinaires de la république, protégés par un gouvernement sage et fort, les départemens de l'ouest oublièrent les maux causés

par de longues dissentions. Quelques chefs de chouans osaient encore, il est vrai, se montrer et provoquer la levée de leurs anciennes bandes ; mais la prudence et la fermeté du général Bernadotte firent échouer leurs projets criminels. Il fit entendre aux prêtres et aux anciens chefs soumis le langage de la douceur et de l'humanité, et la paix ne fut plus troublée dans les campagnes.

Les Anglais seuls n'avaient pas abandonné leur projet d'y rallumer le feu de la guerre civile à peine éteint ; le 15 prairial an 8, ils débarquèrent des troupes dans la presqu'île de Quiberon ; mais à peine eurent-ils mis pied à terre que Bernadotte, après avoir fait vingt-six lieues dans l'espace de vingt-six heures, arriva avec quatre mille hommes, et les contraignit à se rembarquer avec précipitation. Les troupes de débarquement de la flotte anglaise se montaient environ à douze mille hommes, mais les Français avaient marché contre eux sans prendre garde à leur nombre ; et cette fois encore, les Anglais vaincus furent par-tout forcés à la retraite.

Ainsi Bernadotte unissait la couronne civique au laurier militaire ; ses talens, sa prudence, son activité ramenaient dans les départemens de l'ouest la tranquillité dont ils avaient un si grand besoin ; heureux enfin d'avoir contribué à effacer les traces de leurs longs malheurs, d'avoir essuyé quelques larmes, étouffé les haines et les vengeances, ramené à la patrie des enfans égarés, il recueillit, dans cette honorable mission, les témoignages de la reconnaissance et de l'admiration publiques. Les talens qu'il avait déployés comme général et comme pacificateur, lui donnèrent encore de nouveaux droits à l'estime et à la confiance du gouvernement.

Tant de services rendus à son pays, tant de fatigues essuyées pour sa défense, sembleraient avoir fixé le terme de la vie publique et militaire de Bernadotte ; mais la patrie va réclamer de nouveau ses services, et son dévouement pour elle n'a jamais connu de bornes ; elle cherche dans les rangs de ses défenseurs un homme qui joigne les vertus civiles aux vertus guer-

rières, dont les talens puissent contribuer à resserrer les liens qui unissent deux peuples amis ; c'est Bernadotte qu'elle désigne au gouvernement, et Bernadotte est nommé en l'an 11, ambassadeur de la république française auprès des États-Unis d'Amérique.

BERRUYER.

Un nom illustre fut souvent un pesant fardeau; heureux les hommes qui ajoutent à la gloire de leur nom, et qui savent s'immortaliser avec leurs aïeux : tel fut Berruyer, né à Lyon le 6 janvier 1737.

Le guerrier à qui nous consacrons cette notice, avant la révolution, avait toujours servi, en qualité d'officier, dans la cavalerie, et avait passé sa vie dans les camps, parmi les soldats. C'était en 1789 : alors la nécessité d'une révolution se faisait sentir : toutes les têtes étaient électrisées : on cherchait le bonheur de la patrie, et on croyait le trouver dans des idées nouvelles, dans les réformes proposées, dans un esprit philosophique avide de nouveautés. Alors les gens de bien appelaient la république de Platon; désiraient qu'un grand homme, qu'un héros pût recommencer le grand

Henry, ou plutôt que l'exemple des Etats-Unis en Amérique fît naître en France des Franklin dignes de nous donner des lois, ou des Wasington capables de guider nos bataillons à la victoire, et de donner la paix à nos cités. Berruyer fut du petit nombre de ces hommes qui, brûlant d'amour pour la patrie, croient que la volonté de faire le bien suffit pour l'effectuer, et que tous les hommes publics, fidèles à leurs devoirs, sont incapables de céder à l'intrigue, à l'ambition, au vil intérêt. Avant la prise de la Bastille, Berruyer était patriote; son ame était brûlante et son imagination enflammée; toute opinion qui lui paraissait contraire à l'intérêt général, au bonheur de la multitude, qui paraissait favoriser la classe des privilégiés excitait son indignation. Il ne voyait les citoyens que dans le peuple, et de peuple que chez les Français. C'est par de tels motifs qu'il regardait avec quelque mépris les officiers du corps qu'il commandait, qui croyaient que l'honneur et leurs sermens leur faisaient un devoir de quitter

leurs drapeaux, et d'aller sur les bords du Rhin grossir le nombre des mécontens, des partisans de l'ancien ordre de choses. Berruyer, en 1792, était colonel des carabiniers.

Un grand événement venait d'avoir lieu dans cette immense cité qui eut l'initiative dans toutes les époques de la révolution. Le monarque, tombé du trône, était prisonnier de la municipalité de Paris; la convention s'agitait pour consolider l'œuvre de la liberté et le règne des lois; les gens de bien voulaient fonder une république à l'instar de celles de Rome et d'Athènes, tandis que les factions proposaient leur république, qui devait leur donner des honneurs, des richesses et un pouvoir dont elles étaient avides.

Des rois coalisés s'avançaient ou faisaient semblant de s'avancer sur Paris. Les maladies, la mauvaise saison, ou plutôt l'intrigue et l'or, n'avaient point encore obligé Frédéric d'évacuer le territoire Français. Paris et la convention redoutaient les Prussiens. Un camp immense, flanqué d'énormes re-

doutes, fut tracé au nord de Paris. Berruyer fut désigné pour le commander; on connaissait son patriotisme, son désintéressement, sa probité; il était utile pour activer les travaux de ce camp, qui n'aurait pu certainement arrêter l'ennemi s'il eût passé Châlons, mais qui occupait alors les Parisiens, et leur laissait entrevoir des dangers qui les épouvantaient et les rendaient dociles.

Berruyer ne pouvait rester long-temps à ce poste où languissait son courage. Il avait prêté le serment de fidélité avec les fédérés, et ce serment, quoique dicté par l'enthousiasme, n'en était pas moins cher à Berruyer; il avait rempli les devoirs de citoyen et de général; la guerre de la Vendée était dans toute sa force, il fut envoyé dans ce département déclaré pour la guerre civile, où il était difficile de vaincre, ou la victoire était pour la France une calamité nouvelle.

Le 16 août 1793, après avoir tué six cents hommes à l'ennemi, il s'empare de Chemillé; mais le général Ligomier, qui,

avec la division qu'il commandait, attaqua les Vendéens à Vezin, fut obligé de battre en retraite. Berruyer, indigné, écrivit aussitôt à la convention, et attribua cet échec à la lâcheté, à la défection de quelques corps de volontaires; au nombre insuffisant des officiers-généraux; à la pénurie des objets de première nécessité pour une armée qui combattait dans les taillis, les bourrées et les marécages de la Vendée.

Des députés de Mayenne et Loire vinrent à Paris accuser Berruyer : ils adressèrent le discours suivant à la convention nationale :

« Après avoir gagné sur l'ennemi dix lieues de terrein, la gauche de l'armée, commandée par Ligomier, fut repoussée; et cent soixante-cinq grenadiers furent pris après un combat de neuf heures. Quelques jours après, l'aile droite, commandée par le général Vauvilliers, fut enveloppée et entièrement défaite; on fit beaucoup de prisonniers, et l'artillerie tomba au pouvoir des rébelles. La cause de tous ces

malheurs est dans la lenteur du général Berruyer, et dans le refus qu'il a fait de communiquer avec les commissaires du département. »

Cette terrible accusation mit les jours de Berruyer en danger. A cette époque l'accusation était la conviction du crime. Le folliculaire Marat se fit le patron des accusateurs ; il dénonça Berruyer, et dans ses feuilles ordurières, et à la tribune des Jacobins, et à celle de la convention. Le comité de salut public crut devoir céder aux clameurs des ennemis de Berruyer : ce général fut rappelé ; mais les accusateurs n'étaient pas satisfaits. Le député Challes renouvela les accusations dirigées contre Berruyer par des commissaires haineux et vindicatifs : Berruyer fut accusé de faste...! Un cri d'indignation s'éleva dans l'assemblée. Goupillau de Montaigu pulvérisa une accusation aussi fausse que ridicule, et Choudieu, qui prit ensuite la parole, vengea les opérations militaires du général accusé. Il disait :

« Berruyer a des formes trop républicaines,

qui ne sont pas encore mûres à la liberté. Celui qui a conduit à l'échafaud le tyran des Français (Louis XVI)... doit avoir pour ennemis tous ceux qui en secret soupirent pour un roi; celui qui s'est élevé constamment contre les désorganisateurs, celui qui poursuit avec sévérité tous les genres de brigandages; celui qui veut que le soldat obéisse et se batte, doit compter autant d'ennemis qu'il y a de traîtres et de lâches. Voilà les ennemis de Berruyer, et des généraux qui sont sous ses ordres. »

Choudieu, en accusant Marat et Challes de royalisme, usait du langage ordinaire pour justifier son protégé; mais il avait raison de défendre Berruyer, dont il avait suivi les opérations lorsqu'il était en mission près l'armée de la Vendée. Ce général dénoncé était un républicain austère, incorruptible, qui jugeait tous les hommes d'après son cœur, et qui ne savait flatter personne. C'est à son ardent républicanisme qu'il faut attribuer et ses vertus et ses erreurs; dans toutes ses actions il n'écouta que sa

conscience et son devoir, et même à l'instant où il fut l'instrument actif des vengeances des factions, il agissait sans examen, même contre les sentimens humains qui parlaient à son cœur, parce qu'il croyait servir la patrie, la république, de vrais républicains. Il se trompa quelquefois; mais cette erreur fut celle de la grande majorité des individus qui exerçaient des fonctions publiques, civiles et militaires; ils furent tous égarés par l'intrigue des factieux, et leurs yeux ne furent décillés qu'à l'instant où il fut trop tard pour réparer les maux faits à la chose publique.

Berruyer commanda la troupe de ligne qui se trouvait à Paris lorsque l'infortuné Louis XVI, dernier roi des Français, périt sur l'échafaud.... Tirons un voile sur ce funeste événement..... Pourquoi rouvrir des plaies encore mal fermées....? Retournons dans la Vendée.

Les Vendéens avaient appris l'art de vaincre, et lorsque les armées des coalisés étaient obligées de fuir devant nos batail-

lons, des hordes de paysans mal armés enlevaient nos canons, nos redoutes, et forçaient nos soldats de leur céder le champ de bataille. Mais les Vendéens étaient des Français (1); au courage, naturel à ce peuple guerrier, sobre et malheureux, se joignaient cette haine, cette fureur que font naître les discordes civiles; les Vendéens étaient encore secondés par la trahison, la fausse politique des comités du gouvernement, l'intérêt de quelques hommes publics,

(1) Des officiers français, prisonniers à l'armée autrichienne du général Kray, étaient admis à sa table. On parlait des maux de la France, des talens de nos généraux, du courage de nos soldats, de nos victoires. Des Français louaient leurs compatriotes, et leurs éloges ne pouvaient avoir un terme. Le général Kray voulut essayer, sur le ton de la plaisanterie, de couper la parole aux panégyristes. « Quelle est donc la cause, dit le vieux général, que vos soldats qui résistent aux armées coalisées, sont obligés de céder aux hordes vendéennes? ..... » Mon général, répliqua aussitôt un jeune aide-de-camp prisonnier : « Vous observerez, s'il vous plaît, que les Vendéens sont des Français. »

l'ignorance et la présomption de quelques chefs de l'armée, qui prétendaient éterniser la guerre de la Vendée.

Les Vendéens ont pris Saumur, et des milliers de Français ont été sacrifiés à l'ineptie, à la mauvaise foi. Le général Menou est grièvement blessé, et le vieux général Berruyer partage cet honneur.

Il serait trop long de parler ici des services que Berruyer rendit à la chose publique après sa guérison; ces faits n'appartiennent point à une simple notice. L'histoire parlera toujours avec admiration de son amour pour les soldats français, pour son pays, et du désir qu'il eut d'être utile à ses concitoyens.

Il semblait qu'une fatalité cruelle forçait toujours Berruyer à accepter de l'emploi dans les momens difficiles d'une grande révolution, où les partis sont en présence, où chacun veut la victoire, où les soldats ne peuvent être juges dans la grande querelle qu'ils n'ont pas vu naître, et dont

ils n'entendent parler que le jour du combat ; lorsque tous les yeux sont fascinés, toutes les consciences séduites, toute réflexion impossible, et toute observation inutile.

Le tocsin du 15 vendémiaire sonnait, et le bataillon des patriotes, que les ennemis appelaient des *terroristes*, obtenait des armes, et demandait un chef. Berruyer fut choisi par le comité de salut public pour commander les citoyens qui vinrent se ranger sous les fenêtres de la convention, et combattirent avec la troupe de ligne dans la soirée du 13.

Les sections sont vaincues; elles mettent bas les armes; la tranquillité est rétablie; la convention délibère. Berruyer s'était montré aux premiers rangs, il avait eu un cheval tué sous lui. La calomnie poursuivait ce guerrier. Merlin (de Douay) parut à la tribune de la convention, et fit son apologie.

« Il eût été impossible, dit-il, dans la crise affreuse où nous nous trouvions,

d'empêcher que dans cette foule généreuse qui est venue offrir ses bras à la liberté si horriblement menacée, il ne se glissât quelques hommes indignes de porter les armes républicaines ; mais dès qu'on les eut reconnus, ils furent congédiés unanimement par ceux dont ils avaient usurpé le nom de camarades ; et si ce fait ne suffisait pas encore pour faire taire les calomnies dont ce bataillon a été l'objet, je dirais, que c'est sur sa demande même que nous lui avons donné pour commandant ce général, que ses longs services, sa valeur et ses cheveux blancs rendent universellement respectable, le général de division Berruyer ; demande que certainement il n'aurait pas faite, s'il n'eût été animé d'un bon esprit, et dirigé par de vrais amis de la liberté, patriotes en 1789, et qui s'étaient prononcés en faveur des vrais principes. »

Le 17 vendémiaire, Berruyer parut lui-même à la barre de la convention, à la tête des officiers qu'il avait commandés dans la cruelle journée du 13.

« Représentans du peuple, disait-il,

qu'ils étaient insensés, ces vils royalistes, ces vils agens de l'Angleterre, de croire que les défenseurs de la république transigeraient avec le crime, et souffriraient le renversement de la liberté, pour laquelle, nous et vous versons notre sang depuis si long-temps! Non, représentans du peuples, jamais des républicains ne deviendront les esclaves de la tyrannie; fidèles aux lois de leur pays, ils sauront faire respecter la souveraineté du peuple qui n'est pas la volonté de quelques intrigans. Comme vous, respectables sénateurs, nous sommes décidés à mourir au poste d'honneur que la patrie nous a confié, et à faire un rempart de nos corps à la représentation nationale. »

Le général Berruyer fut employé par le directoire lorsque la constitution de l'an 3 eut été mise en activité.

On devait, à ce vieux guerrier, couvert de blessures honorables, une récompense digne des services qu'il avait rendus à la république. Quelque temps avant le 18 brumaire, il fut placé dans l'asile des héros, parmi ces braves guerriers qui n'ont

rien d'entier que le cœur. Berruyer fut nommé commandant de l'hôtel national des invalides ; ce choix honorait le directoire. Bonaparte qui connaissait les talens de Berruyer, son courage et son zèle, a, depuis le 18 brumaire, confirmé ce choix, et Berruyer jouit en paix au milieu de ses frères d'armes, de cette récompense due à ses services et à ses travaux.

ALEXANDRE BERTHIER.

PARMI les braves, on placera Alexandre Berthier; on doit le placer encore parmi ces hommes de génie à qui les armées de la république doivent leurs triomphes, et la France sa gloire et sa puissance.

Alexandre Berthier, né à Versailles le . . . . . , fut dès son enfance, destiné à l'état militaire, et reçut une éducation soignée.

Il servait en qualité d'officier, dans le corps du génie, lorsqu'une insurrection éclata dans les possessions anglaises en Amérique. Les ministres de Louis XVI crurent très-avantageux pour la France de donner des secours aux insurgés. Nos jeunes militaires allèrent respirer l'air de la liberté, et cueillir des lauriers sur les bords de l'Ohio. Alexandre Berthier était du nombre de ces guerriers; il suivit M. de



BERTHIER.

la Fayette, et se fit remarquer par ses talens et ses qualités estimables.

Les premières époques de la révolution le firent connaître avantageusement. Avant la prise de la bastille, il était patriote comme tous ces guerriers qui, chez les Américains, avaient fait la guerre de la liberté : ses concitoyens lui accordèrent toute leur confiance. Les habitans de Versailles nommèrent Alexandre Berthier major-général ds leur garde nationale. Les temps devenaient difficiles, et l'orage grondait de toute part; déja les esprits en fermentation entravaient la marche révolutionnaire. Les journées des 5 et 6 octobre venaient d'éclairer de funestes attentats, et semblaient présager les plus cruelles catastrophes. Le comité militaire de Versailles était assemblé. M. Lecointre, patriote exalté, peut-être guidé par des motifs de prévoyance, proposait d'exiger des gardes-du-corps le serment civique et le port de la cocarde nationale. Il voulait que les deux commandans-généraux, d'Estaing et Gouvernet vinssent à l'assemblée : que l'on fît

monter à cheval les gardes-du-corps, pour leur faire prêter en présence de la municipalité, le serment décrété par l'assemblée nationale, et leur donner des cocardes patriotiques : c'était, disait l'auteur de la motion, le seul moyen d'éviter les malheurs dont on était menacé. La motion de Lecointre était sur le point d'être adoptée, lorsque plusieurs officiers de la garde de Versailles qui avaient servi dans ce corps avancèrent avec assurance que jamais les gardes du roi ne se soumettraient à de pareilles demandes; ils ajoutèrent que la vie même de l'auteur de la motion n'était pas en sureté s'il ne se hâtait de la retirer. M. Lecointre la renouvela; mais M. Berthier, qui présidait le comité, s'y opposa : il craignait de donner le signal de la guerre civile en mettant aux voix cette motion, qui n'aurait jamais dû être présentée par ce fougueux Lecointre, dont l'imagination exaltée n'avait aucune tenue.

Les événemens de la révolution se multipliaient, et les fonctionnaires publics, tour-à-tour, de leur plein gré ou malgré

eux, devenaient les causes ou les victimes de ces mêmes événemens, et se voyaient forcés, d'après les circonstances, de les blâmer ou de les approuver. La ville de Nancy avait vu couler le sang français. Des régimens insurgés, une armée envoyée pour les réduire, la force donnée à la loi, et la loi peut-être mise avec trop de célérité à exécution; des chefs trop sévères, et des soldats insubordonnés, occupaient tous les esprits. Un instant l'héroïsme du brave Desilles a prouvé comme il faut mourir pour la patrie; mais les partisans des soldats de Château-Vieux ont parlé le langage du jour, ils ont grossi le nombre des partisans des insurrections; on couronne à Paris ceux que l'on appelle les premiers martyrs de la liberté. Dans les départemens on imite l'exemple de la capitale; toutes les députations, toutes les adresses réhabilitent la mémoire de ces militaires indisciplinés; tous les corps de l'armée, tous les bataillons de gardes nationales ont aussi présenté leurs adresses; et Berthier, le 9 septembre 1790, fut député

par la garde nationale de Versailles, pour demander qu'un monument funèbre fût élevé en l'honneur des soldats morts à Nancy ; demande peut-être juste, car elle avait à-la-fois pour objet les soldats rébelles et les soldats qui prêtaient main-forte à la loi.

Le 2 mai 1791 ; on fit courir le bruit que M. Alexandre Berthier avait donné sa démission de commandant de la garde nationale de Versailles ; ce bruit prenait sa source dans quelques intrigues des factieux. Le commandant de Versailles se hâta de donner un démenti formel, qui fut consigné dans les feuilles publiques.

Mesdames, tantes du roi, venaient de partir; des hommes exaltés, ou que l'intérêt avait dirigés, osèrent inculper Alexandre Berthier. Le département, la municipalité de Versailles et ses gardes nationales, repoussèrent cette accusation, et déclarèrent que cet officier n'avait pu influer d'aucune manière sur le départ des tantes du roi.

La guerre avait été déclarée à l'Autriche,

et depuis quelques mois la campagne était ouverte. On reçoit tout-à-coup une lettre du maréchal Luckner, datée du 29 juin 1792. Ce vieux maréchal annonçait que les paysans de la Belgique n'étaient nullement disposés en faveur des Français ; que les Autrichiens et les Prussiens réunis s'avançaient en force, et que, pour n'avoir point sa retraite coupée, il se retirait sur Lille. Cet événement n'avait rien que de très-ordinaire ; mais cette retraite favorisa la calomnie ; des officiers osent inculper Berthier, qui avait obtenu un commandement dans l'armée de Luckner. On apprend en même temps à l'assemblée nationale que l'armée abandonnait les environs de Lille, qu'à Tournai et à Gand le feu avait été mis aux faubourgs, et que l'armée française s'avançait sur Courtrai et Menin. Le maréchal apprit l'accusation dirigée contre Berthier, il s'empressa de la détruire par une lettre adressée à la législature, et datée de Valenciennes.

« M. Berthier, chef de l'état-major que je commande, vient de me communiquer

un extrait de la séance de l'assemblée, du 2 juillet, où M. Delmas à lu des lettres qui inculpaient cet officier-général : c'est pour moi un devoir et un besoin de rendre une justice éclatante à sa conduite, à son patriotisme éclairé, à son utile activité dont l'état-major a vu l'heureuse influence. C'est lorsqu'un bon citoyen, bon militaire est attaqué ainsi par des méchancetés sourdes, que je dois proclamer hautement ses excellentes qualités que mes rapports habituels avec lui m'ont mis à même de connaître. »

Ces paroles de Luckner étaient un hommage rendu aux talens de Berthier, ils devaient être le présage de sa gloire future; il appartenait à un grand capitaine de louer celui qui dans la carrière militaire devait un jour surpasser tous ses rivaux.

Alexandre Berthier eut assez de bonheur pour repousser la calomnie. Les calomniateurs se taisent, ou plutôt le perdent de vue, tandis que les officiers et les soldats ne voient que lui, et mettent toute leur confiance dans ses talens militaires.

En 1793, on apprend qu'à l'attaque de Vic, par les rébelles de l'ouest, le général Berthier a fait des prodiges de valeur; l'armée française était alors commandée par le général Laberolière et les représentans Bourbotte et Thureau.

Mais c'était pour Berthier une destinée trop affreuse d'avoir été forcé de répandre le sang français : de telles victoires lui arrachaient des pleurs; il avait, dit-il, à remplir une plus belle carrière. L'armée d'Italie appelait les braves, les officiers distingués par leurs talens, tous les guerriers dignes de seconder Bonaparte. Berthier eut l'honneur d'être demandé par le grand homme que la fortune couvrait de ses ailes, et pour qui la victoire préparait ses couronnes.

La campagne en Italie est ouverte, et les Alpes voient le drapeau tricolore flotter victorieux sur leur sommet glacé. Le 28 germinal an 4, Berthier fut chargé de rendre compte au directoire, de la bataille de Millesimo. La lettre était écrite du quartier-général de Ceva.

«Nous avons chassé l'ennemi de ce fameux camp retranché de Ceva, et dans la nuit, des batteries de notre artillerie furent établies à portée de fusil du fort, qui sera bientôt en notre pouvoir. Nous occupons la ville de Ceva. Les Autrichiens, battus les 23, 24, 25 et 26, paraissent se retirer au-delà d'Acqui ; ils ont replié tous les postes de Voltri et de la Bochetta. Vous jugerez aisément combien nous sommes occupés. Nous ne marchons pas, nous volons. Le 23, à Montenotte, nous avons fait quinze cents prisonniers, et tous les jours un pareil nombre.... etc Huit mille neuf cent trente-neuf hommes, officiers ou soldats sont en notre pouvoir. »

Les services, les talens, l'activité et le patriotisme d'Alexandre Berthier sont loués par le général en chef lui-même, par Bonaparte, dans son compte rendu de la prise de Mondovi et de Ceva.

L'armée doit passer le Pô, Berthier se hâte de prendre Cazal, et une grande quantité de bagages à l'ennemi ; bientôt il décide la victoire en se précipitant sur

les Autrichiens, à la tête des bataillons. » «Si j'étais tenu de nommer tous les militaires qui se sont distingués dans cette journée extraordinaire, écrivait Bonaparte au directoire, je serais obligé de nommer tous les grenadiers et les carabiniers de l'avant-garde, et presque tous les officiers de l'état-major; mais je ne dois pas oublier l'intrépide Berthier, qui a été dans cette journée canonnier, cavalier et grenadier. »

Berthier était à l'attaque du pont de Lodi, c'était le 21 floréal. Quelle époque glorieuse pour les annales militaires de la France! « La bataille de Lodi, disait Berthier, et l'attaque audacieuse du pont défendu par trente bouches à feu et dix mille hommes, enlevé à la baïonnette, offre la journée la plus glorieuse de cette brillante campagne : elle fournit des traits innombrables de bravoure qui la rendent célèbre à jamais. En voici un qui caractérise d'une manière aussi simple que vive, tout le mérite de cette action : après le combat, le général demanda le nom des carabiniers qui composaient la première

section de la colonne : on lui envoya le contrôle du bataillon. En voici un autre digne de lui être comparé : un grenadier nommé Laforge, de la vingt-unième demi-brigade, après s'être lancé jusque dans les retranchemens des ennemis, y tua seul cinq hullans, et décida de la déroute entière de l'escadron. »

Ainsi Berthier savait combattre et vaincre, conduire les soldats à la victoire, donner le premier l'exemple de la valeur, juger les belles actions, les transmettre aux chefs du gouvernement, et les consigner dans nos annales.

Le 17 messidor an 4, Berthier se hâte de démentir un article de la gazette de Francfort, relativement à une prétendue défaite des Français sur l'Adige.

Cependant, l'armée victorieuse commandée pas Bonaparte, s'emparait de l'Italie. Berthier est sous les murs de Mantoue, et somme cette ville de se rendre; il écrit au commandant la lettre suivante, datée de Marmizollo, 30 messidor :

« Le général en chef me charge, mon-

sieur le lieutenant-général, de vous écrire, qu'attaqué de tous côtés, vous n'êtes pas en état de défendre plus long-temps la ville de Mantoue; une opiniâtreté déplacée ruinerait entièrement cette infortunée cité; les lois de la guerre vous prescrivent impérieusement de rendre cette ville. Si, contre mon attente, vous vous obstiniez à une plus longue résistance, vous seriez responsable du sang inutile que vous feriez verser, de la destruction et des malheurs de cette grande ville, ce qui forçerait le général en chef de vous traiter avec toutes les rigueurs de la guerre. »

Les Français sont vainqueurs à Salo, à Trente, à Roveredo, à Brescia. « Il est impossible, disait Salicetti en transmettant le résultat de ces glorieuses journées, de rendre compte en détail des événemens militaires qui se sont passés à l'armée d'Italie. Je puis vous assurer que les résultats sont tels qu'il faut pour en trouver de semblables, remonter aux batailles d'Annibal.

» Le général Bonaparte, pour tirer son

armée de la position critique où le hasard l'avait placée un instant, réunit pour la levée du siége de Mantoue toutes les divisions, et pendant trois jours consécutifs a livré aux ennemis, qu'il a trouvé divisés en deux armées, les combats les plus vifs : il en résulte que l'armée de Wurmser fut traitée encore plus mal que celle de Beaulieu ; on lui a fait douze mille prisonniers, tué ou blessé huit mille hommes, pris cent caissons, quarante pièces de campagne et cinq drapeaux. »

Berthier était à la tête de la division où se trouvait le général en chef.

« Depuis huit jours nous sommes à cheval, écrivait le général Berthier, nos chevaux sont tués de fatigue, et nous excédés au physique et forts au moral. Nous ne donnerons de repos à l'ennemi qu'après l'avoir détruit. Adieu ; je monte à cheval ». Quelques jours après, Berthier annonça le gain des batailles de Lonado et de Castiglione.

La correspondance de Berthier avec le directoire n'offre plus que le récit des victoires les plus signalées. Les opérations

de l'armée d'Italie sont le résultat dû à la valeur française, à l'héroïsme des généraux, au génie de Bonaparte. Le passage du Mincio est effectué ; Corona, Véronne sont en notre pouvoir ; l'Autrichien est chassé du Mantouan ; et la bataille d'Arcole devient aussi funeste à l'ennemi, que glorieuse aux Français. » M. d'Alvinzi avait fait toutes ses dispositions pour enfermer toute la division du général Joubert, et continuait d'exécuter son projet ; il ne se doutait pas que pendant la nuit le général avait fait passer des renforts assez considérables pour rendre son opération non-seulement impossible, mais encore désastreuse pour lui. Notre gauche fut vivement attaquée, elle plia, et l'ennemi se porta sur le centre. La seixième demi-brigade soutint le choc avec la plus grande bravoure. « Le général Berthier, chef de l'état-major, que j'y avais laissé, dit Bonaparte, déploya dans cette occasion sa bravoure ordinaire. Les Autrichiens, encouragés par leur nombre, redoublaient d'efforts pour enlever les canons placés devant cette demi-brigade ; un capitaine

s'élança au-devant de l'ennemi, en criant : Quatorzième, laisserez-vous prendre vos pièces? En même temps la troisième, que le général avait envoyée pour rallier la gauche, paraît, reprend toutes les positions perdues, et, conduite par son général de division Massena, rétablit entièrement les affaires ». Ainsi depuis le 10 nivose jusqu'au 17, l'état des prisonniers de guerre dont la revue fut passée, se montait déja à plus de vingt mille hommes, dont sept cents de cavalerie, quarante pièces de canons avec leurs caissons, tous les bagages de la colonne du général Provera, et tous les drapeaux de ses corps. Berthier rendit un compte détaillé de tous les événemens qui avaient précédé et suivi la bataille d'Arcole; il prouva qu'il savait narrer les succès de nos armées, et les conduire à la victoire.

Tant de combats et de succès devaient amener la paix. Le général Berthier fut chargé de transmettre au général Hoche, qui commandait en chef l'armée de Sambre-et-Meuse, les préliminaires de la paix signée

à Léoben, entre Bonaparte et le marquis de Gallo.

Toute la France retentissait des éloges accordés à la brave armée d'Italie, et des services signalés rendus à la patrie par Bonaparte; elle apprit avec la plus vive satisfaction la nouvelle de la paix. Le directoire s'empressa de faire connaître cette heureuse nouvelle; les deux conseils se firent un devoir de payer à cette brave armée d'Italie le tribut d'éloges et d'admiration qui lui était dû.

Au conseil des anciens, Mathieu Dumas prit la parole; nous rappellerons ce qu'il dit en faveur de Berthier : ce n'est point ajouter à sa gloire, c'est faire connaître toute l'estime que les gens de biens et les guerriers avaient conçue pour le héros dont nous offrons la vie militaire.

Mathieu Dumas disait : « Que ne puis-je vous offrir le tableau des derniers événemens de cette campagne tel que l'histoire devra le présenter à la postérité ! Bonaparte venait de frapper à Rivoli le coup décisif : comme général et comme soldat il avait

mis le comble à sa gloire, par l'exacte combinaison et la célérité de sa marche, par la bonne disposition de ses réserves, par la précision de ses attaques et l'obstination dans le combat..... *Berthier, dont les rares talens et le vaillant courage avaient tellement contribué à la conquête d'Italie que Bonaparte s'honore lui-même en demandant pour lui une égale part de gloire et de reconnaissance*, Berthier, ajoute le représentant du peuple Dumas, Augereau, Massena et tous ces illustres chefs, tous ces hommes, grenadiers et généraux, se surpassèrent dans cette journée et dans celles qui la suivirent. »

Ici le discours de Mathieu Dumas n'appartient plus à l'éloge de Berthier, mais à toute l'armée d'Italie, ou plutôt au chef illustre dont les talens et le courage donnaient la paix à sa patrie. L'orateur présente l'historique de tous les événemens qui ont eu lieu en Italie, sur le Rhin, à l'armée de Sambre-et-Meuse, à celle de Rhin-et-Moselle et dans tous les lieux où les Français furent réunis pour combattre

nos ennemis ; il termine ainsi cet éloge historique :

« Ce serait affaiblir le tableau de ces victoires que de vouloir les peindre : mais comment contenir ses sensations, lorsque nous voyons exécuter par nos armées les projets que les génies les plus hardis osaient à peine concevoir. »

Quelque temps aprés, l'esprit de parti voulut obscurcir la gloire de Berthier; les administrations départementales du Lot, du Rhône et du Pas-de-Calais, dénoncèrent une adresse rédigée par le chef de l'état-major de l'armée d'Italie, et envoyée au directoire par cette brave armée. C'était quelques jours avant le 18 fructidor. Jalouse de la gloire de nos guerriers, la discorde prétendait diviser les citoyens et les soldats. L'armée avait dû croire aux complots de quelques hommes soupçonnés de vouloir servir la coalition, la famille des Bourbons et la monarchie ; elle dut se prononcer contre ceux qui lui étaient présentés comme les ennemis de la république.

Le 27 vendémiaire an 6, Berthier fut chargé par Bonaparte de porter à Paris le traité de Campo-Formio; la lettre écrite à ce sujet par le général en chef, appartient à l'éloge de Berthier.

Bonaparte écrivait du quartier-général de Passeriano. « Citoyens directeurs, le général Berthier et le citoyen Monge vous portent le traité de paix définitif qui vient d'être signé entre l'empereur et nous. Le général Berthier, dont les talens distingués égalent le courage et le patriotisme, est une des colonnes de la république, comme un des plus zélés défenseurs de la liberté; il n'est pas une victoire de l'armée d'Italie, à laquelle il n'ait contribué; je ne craindrai pas que l'amitié me rende partial, en retraçant ainsi les services que ce brave général a rendus à la patrie; mais l'histoire prendra ce soin, et l'opinion de toute l'armée fondera le témoignage de l'histoire. »

Muni de ce certificat de gloire, Berthier se présenta, le 10 brumaire an 6, à la séance publique du directoire; le ministre

des relations extérieures l'accompagnait, un rameau d'olivier à la main. Il obtint la parole et dit :

« Citoyens directeurs : envoyé par le général Bonaparte pour vous apporter la branche d'olivier achetée si glorieusement par cinq cent quatre-vingt-un combats soutenus par les armées de la république, et parmi lesquels on comptera presque autant de victoires, nous avons remis à votre président le traité de paix conclu entre la république française et l'empereur, signé à Passeriano, au milieu des camps français, le 27 vendémiaire....

» L'airain, encore échauffé par les fêtes de la victoire, a retenti dans les murs de cette cité, et a déja porté aux extrémités de la république les nouvelles de cette paix glorieuse, l'espoir des amis de la patrie.

» Org ane de l'armée d'Italie, j'assurele directoire, q ue mes frères d'armes voient cette paix avec une vive satisfaction ; car ils se persuadent qu'elle contribuera au bonheur de la république, à l'affermissement de la constitution de l'an 3, et qu'enfin elle

ralliera tous les citoyens de la grande famille.

» L'armée d'Italie, qui, comme toutes celles de la république, compte dans ses rangs autant de héros que de soldats, espère, citoyens directeurs, que vous allez tourner ses armes victorieuses contre les restes épars de cette coalition déja punie, qui hésitait encore à faire une paix juste avec la république. Non, citoyens directeurs, aucun des soldats de l'armée d'Italie ne perdra de vue ses drapeaux que la paix générale ne soit opérée; ils sont prêts à marcher. Ce n'est pas à moi, citoyens directeurs, à parler du général Bonaparte : son nom est déja au temple de l'immortalité; c'est à la renommée et au burin de l'histoire à éterniser le héros dont les talens égalent les vertus républicaines. Je ne parlerai pas des généraux, des chefs : je ne citerai pas cette foule de traits particuliers, si justement admirés. Si des circonstances heureuses ont mis plus en évidence quelques braves, tous, dans l'armée, ont un droit égal à la reconnaissance nationale. Vous, citoyens français

qui avez des parens au service de la patrie, dites : J'ai dans ma famille un héros, il a contribué à cette paix glorieuse qui assure le bonheur de la république ; et vous, qui pouvez avoir à regretter la perte de quelques braves, que la félicité publique, cimentée de leur sang, que la liberté donnée à dix millions d'hommes, sèchent enfin vos larmes. Mais vous qui avez osé calomnier nos plus zélés défenseurs, aussi bon citoyens qu'ils sont braves soldats ; si vous n'étiez pas les agens du despotisme expirant, rougissez d'une erreur qui vous faisait servir leurs criminels projets. »

» J'en appelle à l'Italie, j'en appelle à toi, auguste vérité : l'armée d'Italie comptait au plus, le 21 germinal an 4, vingt mille hommes sous les armes, qui depuis trois ans, dénués de tout, défendaient avec courage les sommets des Alpes et des Apennins. Bonaparte arrive. Ce n'est plus une guerre défensive, c'est une guerre offensive ; ce sont des conquêtes que vous allez faire, dit-il, aux soldats ; point d'équipages, point de magasins ; vous êtes sans

artillerie, sans habits, sans souliers, sans solde, vous manquez de tout : mais vous êtes riches en courage. Eh bien ! voilà vos magasins, votre artillerie : vous avez du fer et du plomb ; marchons, et dans peu de jours ils seront à vous. (Il leur montre les plaines du Piémont et de la Lombardie). L'ennemi, ajoute-t-il, est quatre fois plus nombreux que vous, nous en acquerrons plus de gloire. »

» Dans la nuit même l'armée partit : au point du jour les champs de Montelesimo sont témoins de nos exploits et de nos premiers triomphes. Cent onze combats se succèdent, et toujours la victoire est restée fidèle aux drapeaux de l'armée d'Italie.

« En prairial, sous les murs de Turin, elle force le roi de Sardaigne à la paix ; peu de temps après Naples fait la sienne.

» En pluviose an 5, elle la dicte à la cour de Rome ; et en germinal suivant, les plénipotentiaires de l'empereur signent les préliminaires de Léoben, sous les murs de Vienne.

» Pendant ces glorieux travaux, l'ou-

vrage d'une seule année, nos intrépides et vertueux soldats ont bravé au bivouac les injures des saisons; ils ont supporté les privations de toute espèce; les magasins, les fabrications ne pouvaient suivre la rapidité de nos mouvemens.

« Eh bien ! ces braves marchaient à l'ennemi les pieds nuds, et quoiqu'ils manquassent quelquefois de subsistances, nous les avons vus jeter celles qui venaient de leur être distribuées pour aller plus vîte à l'ennemi.

» Avec quel attendrissement on voyait nos blessés et nos mourans ne pousser d'autre cri que celui de *vive la république*, et dire, *si nous avons vaincu, je meurs content.*

» Calomniateurs des braves de l'armée d'Italie, c'est encore à vous que j'en appelle; à nos ennemis eux-mêmes. Parlez, peuples de la Carinthie et de la Stirie ! le soldat français n'a-t-il pas respecté vos personnes, vos propriétés, vos usages ? Bonaparte vous l'avait dit : les Français sont les amis des peuples ; l'empereur et ses soldats sont nos seuls ennemis.

» Parlez magistrats de Goritzen, de Gratz et des autres villes conquises ! vous admiriez la sagesse de nos soldats, vous y applaudissiez. Mais vous, gouvernement vénitien, en qui la neutralité devait trouver une conduite loyale et franche, vous étiez, pendant tout le temps de la guerre, vendu à nos ennemis; vous n'avez pu dissimuler votre haine pour la liberté; vous opprimiez le petit nombre de patriotes épars dans vos états, et nous croyant battus sous les murs de Vienne, vous avez fait lever le peuple en masse pour assassiner les Français; et cependant quand les coupables devaient s'attendre à une juste vengeance; ils n'ont trouvé dans l'armée française que clémence et humanité.

» Pendant les négociations, l'armée s'occupait à acquérir la supériorité, à maintenir la discipline, etc. »

Le directoire accueillit Berthier avec distinction, et paya à nos braves frères d'armes le tribut d'éloges qu'ils méritaient.

Alexandre Berthier revint au poste d'hon-

neur que le général en chef lui avait confié, il jouissait à Milan des douceurs de la paix et de l'estime publique, lorsque, le 22 nivose an 6, un courrier extraordinaire fut dépêché au général Berthier pour l'inviter à faire marcher les troupes républicaines sur Rome, et venger les mânes du général Duphot, assassiné par une populace révoltée, et dirigée par les ennemis de la France et du souverain pontife.

La vengeance devait être prompte; elle le fut. Berthier rassemble une armée, part, et arrive à Rome le 28 décembre 1797. Son avant-garde marche aussitôt sur Macerata, et le corps d'armée suit à un jour de distance. Un gouverneur du pape avait eu la témérité de rester à Loretto; le général le fait enlever. Cette expédition contre Rome donna lieu à mille conjectures.

Berthier presse sa marche, il arrive dans Rome, il entre au Capitole; une députation envoyée par le pape, s'est présentée aux portes de cette ville coupable. La majorité des citoyens, qui n'avait pris aucune part à la révolte se livrait à la joie que lui

inspirait l'entrée des Français ; elle déclarait qu'elle ne reconnaissait plus l'autorité du pape, proclamait la république romaine, et faisait retentir les airs des cris mille fois répétés, *vivent le général Bonaparte, le général Berthier et l'armée francaise.* La troupe et les habitans ne se livrent à aucun excès, on respecte même l'asyle du saint-père qui en présentant ses respectueux hommages au général français, lui fait demander protection et sureté.

Berthier, qui s'était rendu au Capitole sur l'invitation des députés du peuple, et qui avait harangué l'assemblée avec toute la dignité et l'éloquence qu'inspirait ce grand événement, répondit au pape qu'il ne lui appartenait point de prononcer entre le peuple et lui, et qu'il devait se borner à exécuter les ordres de son gouvernement.

En présence du peuple et des soldats il prononça le même jour ce discours improvisé:

« Mânes de Caton, de Pompée, de Brutus, de Cicéron, d'Hortensius, recevez

l'hommage des Français libres, dans ce Capitole, où vous avez tant de fois défendu les droits du peuple et illustré la république romaine.

» Les enfans des Gaulois, l'olivier de la paix à la main, viennent dans ce lieu auguste rétablir les autels de la liberté, dressés par le premier des Brutus.

» Et vous, peuple romain, qui venez de reprendre vos droits légitimes, rappelez-vous le sang qui coule dans vos veines; jetez les yeux sur les monumens de gloire qui vous environnent, reprenez votre antique grandeur et les vertus de vos pères. »

Le général en chef fit part au directoire du vœu du peuple romain.

« Citoyens directeurs, disait-il dans sa lettre datée du quartier-général, au Capitole; l'armée française était au Capitole pour rendre hommage aux grands hommes des beaux temps de Rome, lorsque le peuple romain s'est déclaré rentré dans ses droits usurpés, et m'a demandé la protection de la république française; et *Rome est libre.* »

La politique du directoire français sanctionna le vœu du peuple romain et ce que Bonaparte et Berthier avaient ordonné de faire. Le gouvernement provisoire de la république romaine fut installé ; cinq consuls furent investis du pouvoir exécutif. Le pape ne quitta point Rome, mais il était sans pouvoir, sans considération : ceux de ses partisans qui furent soupçonnés d'avoir coopéré au meurtre de l'infortuné Duphot furent mis en état d'arrestation : de ce nombre fut le cardinal Albani. Le célèbre abbé Maury, qui se trouvait alors comblé des bienfaits du pape, crut encore une fois devoir céder à l'orage ; il quitta ses états, et fut chercher une terre hospitalière. Tandis que les émigrés étaient obligés de fuir, Berthier promit aux prêtres déportés de choisir le domicile qui leur serait le plus convenable : les droits d'asyle dans les églises furent supprimés, ainsi que les jurisdictions civiles et criminelles des ambassadeurs, les franchises de leurs palais, et leurs postes particuliers.

Berthier écrivit à Bonaparte le 28 plu-

viose : « Ce sont vos victoires, citoyen général, qui ont donné à l'armée française les moyens de marcher à Rome pour y venger sur son gouvernement l'assassinat du brave général Duphot ; *l'armée française s'est montrée, Rome est libre.*

» Le 27, le peuple de cette immense capitale, réuni, a déclaré son indépendance et a repris ses droits. Une députation m'a porté son vœu, et je suis entré dans Rome. Parvenu au Capitole, j'ai reconnu, au nom de la république française, la république romaine indépendante. Arrivé à la porte dite *du Peuple*, des députés m'ont présenté une couronne d'olivier au nom du peuple romain : je leur ai dit en l'acceptant qu'elle appartenait au général Bonaparte, dont les exploits avaient préparé la liberté romaine ; que je la recevais pour lui, et que je la lui enverrais au nom du peuple de cette capitale. Citoyen général, je charge mon frère de vous la transmettre ; c'est à vous que je dois ce moment heureux qui m'a mis à même de proclamer la liberté romaine. »

En lisant la correspondance des deux héros, on aime à s'arrêter sur ces témoignages mutuels d'estime et d'admiration que le talent donne au talent, et le génie au génie.

Le peuple romain avait déclaré que son intention était de conserver la république nouvelle, l'exercice du culte catholique, de respecter et de laisser intacte la dignité et l'autorité spirituelle du pape : ce vœu fut respecté.

Pie VI, alors souverain pontife, dont Bonaparte et Berthier plaignaient l'infortune, se croyait trop heureux de ce que la providence avait choisi ces deux héros pour adoucir l'amertume d'une invasion qui le privait d'une couronne temporelle. Avant l'arrivée du général Berthier, il avait fait publier un écrit par lequel il annonçait aux Romains que les Français ne venaient pas comme ennemis; et que pour lui, il n'abandonnerait jamais ses sujets fidèles et chéris. Il les exhortait à traiter les Français avec ménagement, et à prouver et confirmer par leur conduite qu'ils

étaient bien résolus de vivre en paix avec la république française. Trois députations successives furent envoyées au général Berthier, qui refusa de les recevoir par des raisons puisées dans une sage politique.

Les troupes françaises, avant de pénétrer dans Rome, firent halte à Stocta. Le général en chef reçut une députation à Ponte-Molle. Il se contenta de signifier aux députés que le château Saint-Ange devait être évacué avant son arrivée : ce qui fut exécuté.

Les pays qui ne s'étaient pas rendus aux Français furent traités comme pays de conquête, et supportèrent les plus fortes contributions ; les contrées qui s'étaient révolutionnées avant l'entrée des Français dans Rome, ne furent imposées qu'à deux millions, à titre de secours, qui furent acquités en denrées ou en argent. Berthier, à son arrivée, imposa la ville de Rome pour les besoins de son armée.

Malgré les ordres du pape, la surveillance de l'armée, plusieurs Français furent massacrés : les coupables de ces horribles

attentats furent jugés militairement dans les vingt-quatre heures.

Il y eut un moment difficile à Rome, occasionné par les retards de paiement et par l'arrivée du nouveau général qui devait succéder à Berthier. Quelques fanatiques imbécilles crurent à la possibilité d'une division dans l'armée française, et profitèrent du moment qu'ils croyaient favorable à leurs desseins. Plusieurs postes français furent assassinés, les révoltés s'emparèrent du pont Sixte et de toutes les issues qui l'avoisinent : Berthier voit le danger, il ordonne, fait marcher les troupes, dirige leur courage. La porte Romaine près de laqnelle fut assassiné le brave Duphot, est forcée au pas de charge et la tranquillité se rétablit. Les rebelles osent marcher sur le château Saint-Ange; ils sont battus et repoussés, les postes français sont repris, les révoltés sont pris les armes à la main sont punis.

Les vêpres romaines sonnaient aussi dans les campagnes environnantes : elles sonnaient dans Mantoue, où l'on annonçait

le retour des Autrichiens. Au moment où les insurgés avaient compté sur quelques succès, des émissaires s'étaient répandus dans tout l'état ecclésiastique, et la révolte s'était propagée. A Castel-Gandoffo, à Albani, à Cocca-di-Papa, à Velletri, des rassemblemens s'étaient organisés, et, sous la conduite de leurs chefs, s'étaient avancés sur Rome. Le général de brigade Murat se porte à leur rencontre, et après avoir taillé en pièces leurs colonnes, il en eut bientôt dissipé les débris. Les villages rebelles subirent le châtiment dû à leur trahison; des otages furent enlevés et devinrent les garans de la conduite future des habitans. Les principaux coupables furent arrêtés, et vingt-deux de ceux qui avaient été pris à Rome les armes à la main fusillés sur le champ. Les citoyens Monge et Daunou, commissaires du directoire avaient été chargés d'empêcher les abus et les dilapidations de tous genres, et de faire punir exemplairement ceux qui s'en étaient rendus coupables.

Ainsi fut terminée, avec autant de bon-

heur que de célérité, une révolte qui pouvait avoir les suites les plus funestes. C'est au zèle, à la prudence, aux talens de Berthier, que Bonaparte dut la prompte soumission des Romains et la punition des coupables.

Le général Brune reçut l'ordre du directoire d'aller prendre le commandement de l'armée d'Italie, et Berthier quitta ces contrées pleines de sa gloire et de ses vertus. Après avoir reçu du directoire la lettre la plus flatteuse il vole à Paris, et comme il était de sa destinée d'être toujours associé aux grandes actions de Bonaparte, il est choisi pour être chef de l'état-major de l'armée d'Angleterre.

L'Autriche avait fait la paix; l'Italie était soumise; l'Anglais seul restait à combattre. Tout était disposé pour une descente en Angleterre. Mais le directoire a d'autres desseins, il veut attaquer le gouvernement anglais dans une autre partie du monde, et le faire trembler pour ses possessions dans l'Inde. Bonaparte est nommé général de l'armée d'Orient, et Berthier chef de l'état-major de cette armée.

Les vents secondent le départ de la flotte française; le rocher de Malte s'offre aux regards de nos soldats. Bonaparte ordonne, et les chevaliers et le grand-maître ont capitulé, Malte est au pouvoir des Français. On aborde à Alexandrie; la descente s'opère avec succès; on pénètre dans les terres; le pavillon tricolore flotte à Alexandrie, à Damiette, sur le Nil, au Caire; Berthier est de tous les combats; il est appelé au conseil, à l'exécution; il n'est occupé, lorsqu'il a déposé ses armes, qu'à faire le récit des victoires signalées remportées par l'invincible armée d'Orient sur les beys, sur les Arabes, sur les Turcs, et sa plume se délasse à peindre le caractère inquiet des Arabes, les mœurs des Egyptiens, à présenter ses observations sur l'Egypte et les peuplades africaines qui l'environnent.

L'honneur, le devoir rappellent Bonaparte en France. Berthier suit son général, et bientôt à Paris, il aide Bonaparte à jeter les fondemens de la république du 18 brumaire.

Bonaparte devient à-la-fois le législateur et le sauveur de la France. Il avait triomphé des ennemis de l'intérieur à la journée de Saint-Cloud ; à Maringo il triomphe des ennemis de l'extérieur, et donne la paix au monde.

Berthier, par ses talens militaires, ses conseils, avait, dans cette mémorable journée, obtenu sa part de gloire. Un instant la victoire parut fuir nos drapeaux ; Berthier lui-même avait conçu des craintes ; sa grande ame était agitée d'un sentiment pénible ; il fallait dire à Bonaparte que des Français battaient en retraite, que l'armée se trouvait dans la position la plus critique. Il a parlé, et Bonaparte a lu sur le visage de Berthier que le péril est grand. « Général, *vous ne me dites pas cela de sang-froid*, » réplique aussitôt Bonaparte. Ces deux illustres capitaines se réunissent, et le résultat de leurs délibérations amène un nouvel ordre, la marche de la colonne de Desaix, le ralliement de nos bataillons, un nouveau combat et la victoire.

De retour à Paris, le premier consul de-

vait récompenser les officiers-généraux qui l'avaient aidé à vaincre à Maringo ; il ne pouvait oublier son ami, son conseil, ce Berthier qui, dans les quatre parties du monde, avait servi la cause de la liberté, et déployé de grands talens militaires ; deux fois il est appelé au ministère de la guerre, avant et après la bataille de Maringo. Il est ensuite nommé ambassadeur en Espagne, et la cour de Madrid se félicite de posséder un de ces grands généraux que leurs belles actions immortalisent. Berthier reçut du roi d'Espagne, des ministres, de la noblesse espagnole et du peuple, l'accueil le plus flatteur.

Il avait rempli les intentions du gouvernement français ; sa mission terminée, il revient à Paris, et le ministère de la guerre lui est confié pour la troisième fois. C'est à ce poste honorable où ses talens l'appelaient, que Berthier sert aujourd'hui la chose publique, les gens de bien qui le révèrent, les officiers et les soldats qui l'aiment et l'admirent.

Le général Berthier a un frère qui a fait comme lui les guerres de la liberté. En l'an 8 de la république, il était chef de l'état-major de l'armée de Naples. Un horrible attentat venait d'être commis; quarante-huit Français revenaient d'Egypte; la tempête les a jetés sur les côtes de l'antique Parthenope, ils y croient trouver une terre hospitalière : les infortunés ! à peine ont-ils débarqué qu'ils sont impitoyablement massacrés par une populace égarée et des satellites séditieux. Hélas ! quelles craintes pouvaient-ils donner, ils étaient aveugles, le sol brûlant de l'Egypte leur avait ravi la lumière du jour; l'humanité réclamait des secours en leur faveur ; il furent égorgés sans pitié. Au récit de ce forfait abominable, l'armée française appelait la vengeance, un cri d'indignation se fit entendre. Berthier, dans une lettre officielle qu'il adressa au général français qui marchait sur Naples, avait instruit nos armées de l'attentat commis sur des Français privés de la vue.

Bientôt Léopold est employé à l'armée qui doit conquérir la Toscane; elle avance et ses succès font trembler les ennemis du nom français. A Pontremoli, le Toscan et l'Autrichien sont battus et mis en déroute; les colonnes françaises commandées par les généraux Montrichard et Dombrouski ont fait lever le siége du fort Urbain, et culbuté les bandes ennemies. Léopold Berthier rendit compte au directoire du résultat de ces combats, qui font l'éloge de la bravoure française et des talens de nos généraux.

Lorsque le brave Duphot fut assassiné à Rome, Léopold se trouvait occupé aux lieux confiés à la sage administration d'Alexandre Berthier son frère. Rome est libre, et le gouvernement consulaire a succédé au gouvernement papal; les détails de ce grand événement sont transmis à Bonaparte; Léopold Berthier est chargé de porter les dépêches au général en chef, et de lui offrir la couronne d'olivier que les Romains avaient destinée au conquérant de l'Italie, à celui qui, après avoir

pacifié Rome, devait donner la paix à l'univers.

En l'an 9, au mois de nivose, Léopold fut employé à l'armée d'Observation, commandée par le général Murat. Il servait dans cette armée en qualité de général de division chef de l'état-major. Il fut chargé de rendre compte des opérations de ce corps d'armée dont une partie traversa les Alpes au Mont-Saint-Bernard, et l'autre au Mont-Cenis. L'artillerie et la cavalerie passèrent au Mont-Genèvre. Toute l'armée réunie marcha sur Ancône qui avait été cédée aux Français en vertu de l'armistice de l'armée d'Italie. « Il nous serait difficile de vous peindre, disait Léopold au ministre de la guerre, l'étonnement des Italiens de voir de si belles troupes, indépendamment de la nombreuse et belle armée d'Italie et de celle des Grisons. Lorsque nous les assurons qu'un nouveau corps d'armée se forme à Dijon, il croient que toute la France est sur pied. »

L'armée d'Observation, après avoir surmonté tous les obstacles, arriva à Bassano,

où elle trouva l'ennemi, lui fit des prisonniers, battit complètement les Autrichiens à Arméola, passa la Brenta devant Fontanaviva, et obtint des succès à Castel-Franco et à Citadella. Léopold Berthier ajouta aux rapports d'Oudinot ce *post-scriptum*: « A l'instant, monsieur le colonel autrichien Debaste, le même qui a négocié à Gênes, arrive pour parlementer, et sans doute pour mettre en question l'article des armistices; je ne pense pas que ces ouvertures fassent pour l'instant changer les projets du général en chef. »

Ancône fut occupé; notre armée mit en déroute les brigands qui obstruaient les passages des Apennins; nos divisions se répandirent dans la Toscane; des propositions pacifiques, faites au roi de Naples, ayant été admises aussitôt par cette cour, qui avait bien des reproches à se faire, et la vengeance des Français à redouter, le principal corps d'armée se porta sur Viterbe.

Le traité de Lunéville mit fin aux opérations de toutes nos armées, et ces peuples

réunis ne songèrent plus qu'à jouir des bienfaits de la paix donnée à l'Europe. Une partie de l'armée d'Observation fut cantonnée dans la Toscane et les possessions papales, l'autre revint en France.

Berthier, en remplissant les fonctions de chef de l'état-major de l'armée d'Observation, avait rendu des services importans. On sait de quelle utilité est pour les armées un officier de ce grade, dont les talens doivent être réels, qui a la confiance du général en chef, qui toujours est son conseil, et qui a le soin de faire passer les ordres et de les transmettre aux généraux de toutes les divisions. Léopold Berthier prouva qu'il savait comme son frère remplir des fonctions pénibles et utiles, et il l'avait fait avec tant de gloire, que lors de son retour en France il fut employé en qualité de chef de l'état-major de la première division, dans le lieu même où son frère remplissait les honorables fonctions de ministre de la guerre.

BESSIERES.

La première fois que nos annales républicaines s'occupent du général Bessières, elles nous offrent son éloge tracé de la main d'un héros à qui le monde entier doit un tribut d'estime et d'admiration.

Le premier pluviose an 5, Bonaparte écrivait du quartier-général de Vérone au directoire.

« Citoyens Directeurs,

» Je vous envoie onze drapeaux pris sur l'ennemi aux batailles de Rivoli et de la Favorite. Le citoyen Bessières, commandant des guides (chef d'escadron), qui les porte, est un officier distingué par sa bravoure et l'honneur qu'il a de commander une compagnie de braves gens qui ont toujours vu fuir devant eux la cavalerie ennemie, et qui, par leur intrépidité,

nous ont rendu dans la campagne les services les plus signalés. »

On ne peut donner à cet officier et au corps qu'il commande un certificat plus honorable de bravoure et de bonne conduite, et c'est avec quelque satisfaction que l'on voit honoré d'un si bel éloge le commandant Bessières, ce jeune guerrier qui, dans les champs italiques, et sur les bords du Nil, a cueilli des lauriers immortels; qui sera toujours compté parmi les plus braves officiers de l'armée, et qui joint à l'urbanité, aux qualités aimables, un courage à toute épreuve, l'amour de son état, et les connaissances militaires propres aux fonctions qui lui sont confiées. N.... Bessières est né dans la commune de Pressac, département du Lot, en 1769. Il appartient à ces contrées méridionales favorisées du ciel, où la valeur semble héréditaire, d'où sont sorties ces légions de héros qui ont su tour-à-tour braver les monts escarpés des Alpes, leurs avalanches meurtrières, leurs éternels glaciers, et les sables brûlans des déserts

qui avoisinent les lieux où furent autrefois Thèbes et Memphis.

Bessières quitte l'armée d'Italie, arrive à Paris, est présenté au directoire le 30 pluviose an 5; les onze drapeaux le suivaient, et le ministre de la guerre qui l'accompagne, prend la parole et dit :

« L'armée d'Italie toujours victorieuse, a sans cesse à vous offrir les nouveaux monumens de sa gloire. Vous voyez devant vous les trophées de ses derniers succès; vous voyez les drapeaux d'Alvinzi, ceux de Provera : il ne tenait qu'à vous d'y voir le général Provera lui-même. Au moment où je parle, trente mille des Autrichiens qui s'étaient flattés de nous faire repasser les Alpes, les gravissent eux-mêmes, mais vaincus, désarmés, prisonniers. Ces campagnes de l'Italie que l'on avait toujours dit si funestes aux Français, ont vu dans une seule année moissonner cinq armées de l'Empire. Enfin cette superbe forteresse, ce dernier boulevard de nos ennemis, Mantoue, est en notre puissance. Telle a été notre destinée depuis que nous

avons pu nous enorgueillir même de nos défaites.... »

Le citoyen Bessières parle, et des applaudissemens se font entendre. « Citoyens directeurs, le vol de l'aigle impérial vient d'être encore arrêté sur l'Adige. Ces drapeaux que j'ai l'honneur de vous présenter au nom de l'armée d'Italie, vous assurent la destruction de la cinquième armée qui a osé la combattre. Parmi ces trophées, il en est deux qu'elle arracha à la noblesse de Vienne. Le rassemblement de cette jeunesse dorée sous la bannière royale n'a pas eu de résultats fort heureux pour elle. L'issue du combat a prouvé à l'Europe que les boucliers et les lances de la chevalerie ne peuvent rien contre les baïonnettes des républicains. Les vils suppôts du royalisme peuvent les calomnier ; l'armée d'Italie est au-dessus de leurs vociférations impures ; son attitude fière, son amour pour la liberté font trembler les ennemis de la république. Recevez, citoyens directeurs, une nouvelle assurance de sa soumission aux lois et au gouvernement. L'ar-

mée d'Italie veut la liberté de son pays ; elle a juré de défendre la république jusqu'à la mort, et soyez bien convaincus qu'elle ne posera les armes que lorsqu'il ne lui restera aucun de ses ennemis à combattre. »

Le président du directoire répondit aux paroles énergiques de Bessières, et ces mots terminèrent sa réponse : « ..... Braves guerriers de toutes les armées, l'amour sacré de la patrie inséparable chez un Français, ne s'éteindra jamais dans vos cœurs ! la république compte sur vous ; la paix sera le fruit de vos victoires, et le prix de tous les efforts de vos concitoyens... »

Bessières reçut du président le baiser fraternel, et se retira satisfait de l'accueil que lui fit le directoire.

La gloire l'appelait à de plus grandes choses : cher aux enfans de la victoire, il a été remarqué par Bonaparte ; il suit le général en chef dans son expédition d'Egypte : le grade de chef de brigade des guides lui est conféré, et il se distingue dans plusieurs affaires. Dans le rapport du

combat d'Aboukir, où les Turcs furent si maltraités, il est fait mention honorable de la conduite de Bessières qui se trouva toujours à la tête des guides à cheval, chargea l'ennemi et se couvrit de gloire.

Bonaparte revient en France et ramène avec lui des contrées égytiennes le chef de brigade Bessières.

A la journée du 18 brumaire ce jeune guerrier suivit Bonaparte à Saint-Cloud. Lorsque le pas de charge eut retenti, que des députés factieux osaient encore parler aux soldats de cette constitution qu'ils avaient eux-mêmes avilie et violée, le chef d'escadron Bessières vint hâter le moment de l'évacuation de la salle, le retour de l'ordre et la fin des discordes civiles.

La guerre de la liberté touche à son terme, mais il faut encore un dernier effort; il faut conquérir la paix aux plaines d'Italie; il faut que le cabinet autrichien dépose sa fierté, et qu'il soit forcé de souscrire aux propositions qui lui sont faites.

Bonaparte commandera lui même cette armée de réserve qui se forme à Dijon. Elle traverse les Alpes, et se déploie dans les champs de Maringo. Bessières a suivi le premier consul, et sa bravoure lui a mérité le commandement des grenadiers de la garde à cheval. A la tête de cent vingt cavaliers seulement, mais tous déterminés, tous invincibles, à Maringo, au fort de l'action, il charge avec autant d'activité que de valeur, perce la ligne de cavalerie ennemie, porte la terreur dans les rangs de l'armée autrichienne, et la déroute commence aux lieux où il a combattu.

Bientôt, près le pont de la Bormida, il s'élance encore une fois sur la cavalerie ennemie, rompt ses rangs, et taille en pièces une partie de l'arrière-garde.

Celui qui avait guidé avec tant de gloire et de succès la cavalerie de la garde consulaire, à la bataille décisive de Maringo, méritait de conserver ce commandement à l'époque où les palmes de la paix sont unies à celles de la victoire.

Bessières, nommé général de brigade, est maintenant commandant de la cavalerie de la garde. En l'an 11, il a été élevé au grade de général de division.



BEURNONVILLE.

BEURNONVILLE.

Beurnonville né à Champignelle, département de l'Yonne, le 10 mai 1752, servait en 1790 dans le grade de major de la milice de Bourbon, lorsque la perte d'un procès qu'il essuya contre un capitaine du régiment de la Marck, et l'injustice de sa destitution prononcée dans cette occasion, le conduisirent en France. Le gouvernement d'alors accueillit ses plaintes; et, pour réparer l'injustice dont il avait été victime, autant que pour récompenser ses talens et sa bonne conduite, il le décora publiquement de la croix de Saint-Louis.

Lorsque le bruit des armes retentit dans toute l'Europe, il se précipita dans les rangs pour combattre les ennemis de sa patrie. Les premiers engagemens où il se trouva furent les bases de sa réputation militaire; la valeur avec laquelle il atta-

qua les Prussiens à l'époque de leur retraite, la reprise de la ville de Lannoy sur les Autrichiens, la bataille de Sainte-Menehould et de Jemmapes, où il fit preuve de la plus grande bravoure, l'avaient fait généralement surnommer *l'Ajax français*.

Lorsque Dumourier pénétra dans la Belgique, Beurnonville fut chargé d'assurer le succès des armes françaises dans ces provinces conquises; la prise de la ville de Mons, de Quiévrain, celle de Mertzicq, de Fridembourg, de Sarbruck, de Pellingen, couronnèrent son audace. Par-tout où il y avait à combattre et à vaincre, Beurnonville semblait se multiplier; en moins de deux mois, il avait conquis à la république tout le territoire situé entre la Sarre et la Moselle, jusqu'au pont de Consarrebruck.

Ces succès et l'esprit de sagesse et de maturité qui semblait diriger toutes les opérations de Beurnonville le firent distinguer de ceux qui tenaient alors les rênes du gouvernement. Pache, ministre de la guerre, poursuivi par les plaintes

de toutes les armées, venait d'être destitué ; l'opinion publique désignait plusieurs généraux estimés pour lui succéder ; et, le 4 février 1792, Beurnonville, qui se trouvait en concurrence avec Achille Duchâtelet, Alexandre Beauharnais, Servan, Lacuée, Dumourier, Valence, etc., fut choisi pour remplir ces importantes fonctions. Il sentit bientôt toute la pesanteur du fardeau dont il s'était chargé ; l'anarchie la plus complète avait désorganisé les bureaux de la guerre ; la victoire, infidèle aux drapeaux de Dumourier, l'abandonnait pour passer sous ceux des Autrichiens ; les Français, attaqués brusquement par le prince de Cobourg et le duc de Brunswick, abandonnaient à la hâte et Maëstricht et les immenses magasins rassemblés à Liége ; Dumourier se voyait forcé de renoncer à la conquête de la Belgique, et revenait sur ses pas avec bien moins de ressources qu'il n'en avait eues en commençant la campagne. Les Belges, dépouillés par des commissaires jacobins, de l'or et l'argenterie des églises, s'étaient

levés de toutes parts contre les Français; les Prussiens s'avançaient à grands pas, et Dumourier était dans une déroute complète. Dans ces circonstances alarmantes, Robespierre et les Jacobins, premiers auteurs de tous ces maux, accusaient les ministres et les généraux; Beurnonville, à peine installé, fut l'objet des plus virulentes dénonciations; il y répondit en homme fort de sa conscience, mais convaincu qu'il y avait pour lui plus de gloire à acquérir dans les camps, il demanda à retourner aux armées; il rappela les cent soixante-douze combats où il s'était trouvé dans l'espace d'une année, et ne crut pas pouvoir donner de meilleures preuves de son dévouement pour le salut de la république. Sa conduite trouva des défenseurs dans le sein de la convention nationale, et sa réélection au ministère de la guerre prouva qu'il n'avait pas perdu la confiance de la nation.

La conspiration du 10 mars 1793 l'exposa à de nouveaux dangers; les conjurés, à la tête desquels était Danton,

avaient conçu le projet de soulever le peuple contre la convention, et de placer, à la faveur de cette insurrection, le duc d'Orléans sur le trône. Vers dix heures du soir, des hommes armés, dont le nombre augmentait incessamment, se divisèrent en deux bandes, l'une devait se rendre à la convention pour venger le peuple, disaient-ils, et punir de mort les mandataires infidèles ; et l'autre était chargée d'investir le lieu des séances du conseil exécutif, d'égorger les ministres et de faire *maison nette*. Mais le tumulte et les vociférations qui perçaient la voûte de la salle des jacobins, ébruitèrent un complot dont le secret et le silence eussent peut-être assuré la réussite, et firent échouer la conjuration. La plupart des représentans, instruits du sort dont ils étaient menacés, ne s'étaient pas rendus à leur poste ; d'autre part, les ministres, au lieu d'attendre les conjurés dans le lieu de leurs séances, s'étaient soustraits aux recherches, en se réfugiant chez leurs amis.

Beurnonville, apprenant que sa maison

était investie, escalada les murs de son jardin; il se réunit aux volontaires de Brest et de Nantes, qui étaient alors sous les armes, et marchaient au secours du corps législatif. Les conjurés qui devaient égorger les ministres, ne les trouvant pas dans le lieu des séances du conseil exécutif, se séparèrent à la nouvelle qu'un corps d'infanterie, précédé de plusieurs pièces de canon, s'avançait sur eux.

Ce fut dans ces circonstances, et deux jours après cet événement, que parut une lettre de Dumourier à la convention, dans laquelle il annonçait qu'il était prêt à marcher sur Paris avec une partie de son armée, pour venger l'outrage fait par des factieux à la représentation nationale, et exterminer la société des jacobins. Dumourier écrivait, d'un autre côté, au ministre de la guerre une lettre dans laquelle il lui présentait des ouvertures pour traiter avec les Autrichiens, se plaignait amèrement des intrigues des jacobins, et s'efforçait de le pénétrer de ses idées contre la convention. Beurnonville crut devoir

porter cette lettre au comité de défense générale; le comité était nombreux, plusieurs indices certains ne permettaient plus de douter des projets de Dumourier; on s'accorda pour convenir qu'on ne pouvait prendre des mesures trop promptes; l'avis unanime fut qu'il fallait envoyer sur-le-champ des commissaires, et faire partir avec eux le ministre Beurnonville, parce que connaissant l'armée, et en étant bien connu, il serait en état de donner et de faire exécuter aussitôt les ordres nécessaires.

Le ministre s'excusa quelques momens de partir, sur l'état de sa santé; mais bientôt il céda à l'empressement du comité, et déclara qu'après avoir fait quelques dispositions indispensables dans ses bureaux, il serait en état de se joindre aux commissaires.

La proposition d'envoyer Beurnonville à l'armée déplut à Marat, qui se trouvait présent à la délibération du comité; il reprocha au ministre des nominations qui le lui rendaient suspect; mais celui-ci jus-

tifia, par la comparaison des dates, que ces nominations avaient été faites avant son entrée dans le ministère. Marat fut satisfait de la franchise avec laquelle le ministre s'était expliqué ; les commissaires se préparèrent à partir ; Beurnonville demanda trois heures pour expédier dans ses bureaux des ordres relatifs aux vivres et aux approvisionnemens des armées et des places, et l'on se mit en marche le 30 mars à huit heures du soir.

Le ministre était accompagné d'un aide-de-camp, le citoyen Menoire, capitaine dans le huitième régiment des hussards, et d'un secrétaire. On marcha jour et nuit pour se rendre à Lille, prendre les renseignemens nécessaires, et de-là au quartier-général de Dumourier. Il rencontra dans sa route deux courriers qu'il lui expédiait : par ses premières dépêches, il se plaignait avec aigreur des malveillans qui cherchaient à mettre le désordre dans son armée ; par sa seconde lettre, il annonçait qu'il avait évacué Tournay et se renfermait dans le camp de Maulde et de Bruille.

Cette conduite était une désobéissance formelle aux ordres que le ministre lui avait fait expédier de se tenir hors de l'ancien territoire de la république, dans une ligne formée par les villes de Namur, Mons, Tournay, et par la rivière de l'Escaut.

La route était couverte de volontaires nationaux qui rentraient dans l'intérieur de la république, tandis qu'un nombre au moins égal d'autres volontaires couraient de l'intérieur aux frontières ; contraste singulier, dont la cause était la différence de l'esprit qui animait les chefs dans l'armée et dans la convention. Le ministre essaya d'arrêter les fuyards ; des ordres convenables furent aussitôt expédiés et adressés aux municipalités voisines de la grande route.

Les dépêches dont les deux courriers de Dumourier s'étaient trouvés porteurs déterminèrent le ministre et les commissaires à accélérer leur marche autant qu'il était en leur pouvoir.

Le quartier-général de Dumourier était

au lieu où l'on prend les bains dits *Boues de Saint-Amand*, à une demi-lieue de distance du bourg. Un détachement de hussards de Berchiny avait ordre d'y attendre les commissaires et d'entourer leurs voitures, particulièrement celle de Beurnonville. C'était, leur dit-on, une garde d'honneur envoyée par Dumourier; les commissaires étaient loin d'en rien croire; ils connaissaient son peu d'empressement à honorer les membres de la convention; enfin ils arrivèrent ainsi accompagnés jusqu'au quartier-général. Une garde nombreuse était sous les armes, et Dumourier était environné de son état-major. Il n'y avait point de doute que Dumourier avait été instruit et qu'il avait pris ses précautions.

Beurnonville entra le premier dans la salle où était le général, il le trouva froid, inquiet, embarrassé; on lui présenta le décret qui le mandait à la barre de la convention; Dumourier craignant pour sa tête, refusa d'obéir; en vain Beurnonville, dans l'espérance de le ramener à

des sentimens d'obéissance, essaya, dans une conférence particulière, de lui peindre les dangers qu'il courait; les commissaires lui représentèrent qu'il serait impossible à un état quelconque de subsister, si un particulier s'élève au-dessus de la loi; qu'un général d'armée ne peu pas juger les lois plus que tout autre citoyen; ils essayèrent par des exemples de le détourner du précipice où il allait se jeter; ils lui représentèrent la conduite de ces fameux généraux de l'antiquité, sur les traces desquels il s'était vanté de marcher, et dont les premières vertus étaient d'être soumis aux ordres de leurs républiques, et de ne jamais désespérer de la reconnaissance de leurs concitoyens. Préférerait-il marcher sur les traces de la Fayette, auquel il avait succédé, et perdre en un instant le fruit de ses combats et de ses victoires?

Vous ne me convaincrez pas, leur répondit Dumourier; ces Romains dont vous me parlez avaient exilé Tarquin, mais ils ne le mirent pas à mort; ils ne connais-

saient ni club des Jacobins ni tribunal révolutionnaire ; leurs lois sages et douces protégeaient tous les citoyens ; nous sommes dans un temps d'anarchie : des tigres veulent ma tête, et je ne veux pas la leur donner.

Dumourier cependant paraissait embarrassé et plein du projet qu'il était impatient d'exécuter ; il répétait que la France marchait à sa ruine, et qu'il voulait la sauver malgré elle ; il demanda plusieur fois qui commanderait son armée pendant son absence, son armée affaiblie et suivie par de nombreux ennemis, et sur-tout par une immense cavalerie. Beurnonville lui répondit qu'il la commanderait lui-même s'il le fallait, et qu'il l'assurait que l'ennemi ne pénétrerait pas sur le territoire français. C'est-à-dire, reprit Dumourier, que vous êtes venu pour me souffler mon commandement ? Comment pouvez-vous faire cette supposition, demanda le ministre ; si j'ai accepté le ministère de la guerre, ce n'a été que par obéissance et pour mettre les armées en état,

pendant que la mienne, que je chéris, est dans l'inaction. Sans la déroute de la vôtre, je serais à mon poste sur les bords de la Moselle ; je l'ai proposé à la convention : les commissaires en sont témoins : je vous donne bien ma parole de ne pas rester à votre armée, et vous savez que je ne donne pas ma parole en vain.

Le refrain de Dumourier était qu'on voulait l'assassiner à Paris ou sur la route ; les commissaires et Beurnonville avaient épuisé tous les moyens de persuasion pour le déterminer à se conformer au décret ; mais voyant que tout était inutile, ils lui déclarèrent qu'il était destitué, et qu'ils allaient mettre le scellé sur ses papiers. Dumourier s'y opposa; presque tous les officiers de l'état-major étaient présens à cette conférence ; elle dégénérait en altercation, lorsque Dumourier prit la parole. Allons, Messieurs, dit-il, il est temps que cela finisse, je vais vous faire arrêter ; lieutenant, appelez les hussards. La porte s'ouvre, vingt-cinq hussards de Berchiny, armés, se précipitent dans la

salle et entourent les commissaires. Dumourier dit au ministre : Mon cher Beurnonville, vous serez arrêté aussi ; messieurs, vous me servirez d'otages. En vain Beurnonville réprésenta aux hussards que sans doute ils respecteraient le caractère et les ordres du ministre de la guerre ; c'étaient des muets, ils ne répondirent mot : les prisonniers furent conduits, sous la garde de ce détachement dans une pièce séparée.

Dumourier, dans la conférence particulière qu'il avait eue avec lui, avait essayé de le gagner. On vous offre, lui avait-il dit, sécurité, liberté, moyens ; rappelez-vous ce que vous venez de souffrir de la part des anarchistes. Résisterez-vous aux désorganisateurs qui transformeront vos travaux et vos veilles en crimes ? Quelque événement qui arrive, lui avait répondu le ministre, je mourrai à mon poste ; je sais à quoi on est exposé dans une révolution ; s'il le faut, je mourrai avec plaisir pour ma patrie, mais je ne la trahirai jamais.

Après que Beurnonville eut été con-

duit avec les commissaires dans la chambre où ils étaient gardés à vue, Dumourier voulut apparemment lui faire de nouvelles propositions; il le fit prier, par un de ses aides-de-camp, de venir lui parler; peut-être voulait-il l'effrayer en lui annonçant qu'il allait être livré à l'ennemi; mais le ministre, inflexible, préférant la mort au déshonneur, ne lui répondit que par ces mots : « Dites à votre maître que je lui ai parlé tant que je l'ai cru innocent, honnête homme ou susceptible de l'être; mais que je ne veux plus parler à celui qui s'est déclaré traître. Arrêté avec les représentans, je suis inséparable d'avec eux, et je ne les quitterai pas pour aller converser avec Dumourier. »

Un moment après entra l'officier qui commandait aux hussards : il s'adressa au ministre et lui dit : Vous rappelez-vous, général, comme nous sautâmes avec vous dans les redoutes de Jemmapes ? Je me le rappelle, dit le ministre, mais je n'aurais jamais cru que les troupes avec lesquelles j'ai combattu les Autrichiens à

Jemmapes, eussent dû m'arrêter aujourd'hui, et que vous les commanderiez. L'officier ne sut que répondre, et se retira.

L'état violent dans lequel le général et son aide-de-camp se trouvaient au milieu des janissaires de Dumourier, se peignait sur leur visage. Plus d'une fois ils furent sur le point de mettre le sabre à la main, et de tailler les hussards : on leur fit observer l'impossibilité que deux personnes résistassent aux soldats qui étaient en faction, et à tous ceux dont la cour et les dehors de la maison étaient remplis. Après deux heures de détention, on vint leur demander s'ils avaient des armes; deux d'entre eux n'en avaient point, ils le déclarèrent; les autres gardèrent le silence. Des hussards s'approchèrent, tâtèrent leurs habits, mais de manière à ne pas s'apercevoir des pistolets qui étaient dans leurs poches. Le général et l'aide-de-camp déclarèrent qu'on aurait leur vie plutôt que leur sabre, et on les laissa tranquilles.

Cependant Dumourier venait d'écrire au général Clairfayt pour lui annoncer

ses desseins sur les représentans du peuple ; il avait aussi adressé deux proclamations, l'une au département du Nord, l'autre à son armée : il disait que quatre commissaires avaient été envoyés pour se défaire de lui, que Beurnonville voulait l'assassiner, qu'il les avait fait arrêter et les avait envoyés en lieu sûr pour lui servir d'otages contre les entreprises qu'on tenterait sur lui. Enfin tout étant préparé, les commissaires et le ministre eurent ordre de monter dans leurs voitures ; et on partit par une nuit très-obscure. L'escorte qui les accompagnait était composée d'environ deux cents hussards de Berchiny ; la voiture du ministre marchait la première. Après avoir tourné le bourg de Saint-Amand, on prit des routes de traverse extrêmement mauvaises. Où nous mène-t-on ? demanda Beurnonville à l'un des aides-de-camp de Dumourier. A Valenciennes, répondit-il. Prenez garde, reprend le ministre, si vous me trompez, je vous tue sur la place. Un quart-d'heure n'était pas écoulé ; Rainville, cet aide-de-camp,

qui le connaissait pour homme de parole, descendit de la voiture sur un léger prétexte, monta à cheval et se tint auprès de la portière.

Vers minuit, le ministre voit qu'on dirige les voitures sur Tournay; il présume que l'escorte n'est que d'une trentaine de hussards distribués proportionnellement à chaque voiture; nous sommes livrés aux ennemis, dit-il à son aide-de-camp; nous pouvons sauver les représentans et nous-mêmes; nos sabres coupent bien, et vingt-cinq traîtres qui nous escortent ne peuvent être que vingt-cinq lâches : nous en sabrerons une partie, nous mettrons le reste en déroute; et peut-être le nom de leur ancien général aura-t-il encore quelque influence. Je commence par abattre la tête de l'officier qui est à la portière; descendons.

La portière s'ouvre, Beurnonville porte un coup de sabre à l'officier; celui-ci se retire en arrière, crie : Alerte, hussards! coupez, hachez, taillez tout ce qui paraîtra hors des voitures. Les deux cents

hussards qui composaient l'escorte enveloppent la voiture du ministre, et frappent de toute part sans ménagement. Un représentant qui était dans cette voiture défend, *au nom de la convention*, à Beurnonville de continuer le combat, le général et son aide-de-camp se retirent dans la voiture; mais déja Beurnonville avait la cuisse entamée d'un coup de sabre; un autre coup est paré par le sien propre; l'aide-de-camp tente de relever le marche-pied, pour fermer la portière; un hussard frappe, il lui abattait la tête si le coup n'avait encore été paré par le ministre; la portière se ferme, et l'on se remet en marche.

Vers la pointe du jour, plusieurs soldats autrichiens passèrent près de l'escorte sans rien dire, mais faisant bonne mine aux officiers et hussards de l'escorte. Un de ceux-ci allait et venait autour de la voiture des commissaires en chantant, *Vaincre ou mourir pour notre Dumourier.* On arriva bientôt sur une chaussée, c'était celle de Tournay. Les dragons de Latour, Autrichiens, parurent et se rangèrent de

l'un et de l'autre côté du chemin. Les officiers autrichiens parlementèrent avec les aides-de-camp qui commandaient l'escorte ; alors les hussards de Berchiny se retirent, les dragons de Latour s'emparent des voitures, et la trahison de Dumourier est consommée.

Arrivés à Tournay, on leur présenta quelques alimens ; c'étaient les premiers qu'ils prenaient depuis le déjeûner qu'ils avait fait la veille à Lille. On les fit ensuite passer dans l'appartement du général Clairfayt. Ils ne laissèrent échapper aucune occasion de réclamer contre l'infâme trahison dont ils étaient victimes, et contre la violation trop manifeste du droit des gens qu'on faisait à leur égard. Le général Clairfayt ne leur répondit que ce peu de mots : Je ne fais qu'exécuter les ordres qu'on m'a donnés ; vous trouverez à Mons le prince de Saxe-Cobourg, avec lequel vous vous expliquerez : nous ne pouvons refuser le bien qu'on nous fait.

Ce n'est pas ainsi que pensa jadis un des hommes célèbres de l'antiquité. Lorsque

l'instituteur des jeunes citoyens de la ville de Falisques conduisit au camp de Camille les élèves confiés à ses soins ; le général romain fut loin de considérer comme un bien le présent qu'on lui offrait. « Tu n'es pas venu, dit-il au traître, auprès d'un de tes semblables. Nous n'avons pas avec les Falisques ces liaisons que forment des conventions arbitraires ; nous avons celles que la nature a consacrées ; la guerre elle-même a ses lois ; nous avons appris à la faire autant avec justice qu'avec bravoure. »

Lorsque les prisonniers furent arrivés à Mons, le général Mack, aide-de-camp du prince de Cobourg, se rendit auprès d'eux, et après avoir fait sortir tout le monde, il leur déclara de la part du prince, qu'ils seraient retenus en otages pour la reine de France et pour son fils ; et qu'ils eussent à écrire à la convention que si on attentait à ces personnes, leur tête en répondait. Mack alla pareillement chez le ministre Beurnonville lui faire les mêmes déclarations ; mais il ajouta que,

s'il voulait donner sa parole d'honneur, il serait traité comme prisonnier de guerre, avec la faculté de demeurer dans une ville d'outre Rhin. Le général répondit que les nations d'Europe reconnaissaient un droit des gens, qu'il était livré par un traître Français, que ce n'était pas dans de telles circonstances qu'on donnait sa parole d'honneur de rester prisonnier; et que dans tous les cas il ne séparerait pas son sort de celui de ses autres compagnons d'infortune. Vous resterez donc prisonnier d'état? lui dit Mack; et vous, monsieur le baron, reprit Beurnonville, dites au prince de Cobourg qu'un prince Eugène m'eût remis sur-le-champ en liberté, en me traitant d'une manière différente de celle dont il use envers moi. Il ne se rend invisible en ce moment que parce qu'il appréhende mes justes reproches. Dites-lui bien qu'un jour son empereur, dont il compromet la gloire et la réputation, lui fera sentir la faute qu'il commet, et l'en punira; dites-lui enfin que l'histoire de cette guerre sera

écrite, et que sa conduite y sera appréciée.

La marche de Mons à Maëstricht dura huit jours : le prince de Hesse, commandant de cette place, vint, une demi-heure avant le départ, se montrer dans la salle où les détenus se promenaient en commun : Il parut desirer d'entrer en conversation avec eux ; mais ils refusèrent de s'y prêter. Il avait auparavant envoyé un de ses officiers au général Beurnonville pour le prévenir qu'il était sur son passage, et l'engager à le saluer. Je ne connais ici, dit Beurnonville, ni prince ni général ; je n'ai vu que des geoliers, et je n'ai aucun salut à leur faire. Cependant le prince de Hesse les suivit à cheval pendant près d'une demi-lieue, accompagné d'un aide-de-camp, le même qui leur avait déclaré quelque temps auparavant que c'était à la clémence et à la générosité du dernier roi que les Français avaient dû en 1792 leurs succès et leur salut, attendu que les Prussiens et les Autrichiens pouvant facilement pénétrer jusqu'à Paris, n'avaient

été arrêtés que par une lettre de Louis Capet, écrite du Temple au roi de Prusse, lorsque celui-ci était près de Châlons.

Comme les voitures approchaient d'Aix-la-Chapelle, plusieurs cavaliers et amazones émigrés vinrent à leur rencontre et les escortèrent jusque sur la grande place. Là se trouvaient rassemblées environ sept à huit mille personnes que la curiosité pressait autour des prisonniers : les officiers autrichiens qui les escortaient, loin de s'opposer au tumulte, conversaient d'un ton amical avec les émigrés, faisant connaître chacun des captifs, les montrant du doigt, et ayant soin de les désigner, soit par leur nom, soit par la place qu'ils occupaient dans la voiture. Ils partirent de cette ville et se présentèrent devant Juliers, ville appartenant à l'électeur de Bavière. Le commandant, soit qu'il eut ordre de maintenir rigoureusement la neutralité, soit qu'il eut horreur de participer à cet enlèvement, leur refusa le passage ; on fut donc obligé de s'arrêter. Dans l'intervalle que prit le changement de chevaux, un

vieux capitaine, qui avait fait la guerre de sept ans, conversa avec Beurnonville, sur l'affaire de la Roër, qui, peu de jours auparavant, avait été témoin de notre défaite : il lui certifia que l'ennemi n'avait pas plus de vingt-deux mille hommes lorsque les cantonnemens des Français avaient été forcés, ajoutant que cela ne devait pas étonner puisque nos troupes étaient alors dispersées sur plus de quatorze lieues de pays, sans signaux, sans points de ralliement, sans généraux ou officiers supérieurs, et même avec très-peu d'officiers en sous-ordre; de manière que les soldats, quoique remplis de courage, n'avaient pu s'en servir utilement, et ne savaient ni où ils étaient, ni à qui s'adresser.

Après avoir passé à Cologne, ils remontèrent le Rhin, traversèrent Bonn, Andernach, Coblentz, et à onze heures du soir, entrèrent dans la forteresse d'Ehrenbrestein.

Beurnonville, son aide-de-camp et trois autres personnes de sa suite qui n'avaient pas voulu le quitter, furent entassés

dans une seule chambre de douze pieds carrés, où se trouvaient pour tout mobilier trois ou quatre bottes de paille ; on ne leur laissait qu'une heure chaque jour pour se promener sur la partie la plus élevée de la citadelle. Mais cette deuxième détention fut de courte durée, et bientôt ils virent commencer l'époque de la troisième, où le gouvernement autrichien leur fit éprouver toute la rigueur de la captivité.

Beurnonville était attaqué d'une maladie très-grave depuis son arrivée à Coblentz, et cet obstacle retardait le départ des prisonniers pour leur destination ultérieure ; pour le lever, on imagina de lui faire prendre pendant cinq à six jours une quantité excessive de quinquina; par ce moyen, sans que le principe de la maladie fût détruit, la fièvre cessa momentanément, et malgré sa faiblesse extrême, les ordres furent donnés de partir pour Francfort et Aschaffenbourg. Les prisonniers, descendus dans une chambre commune, reçurent la visite du prince de

Ligne ; il s'avança vers Beurnonville et lui demanda ce qu'il faisait avant la révolution. Qu'entendez-vous par-là, lui dit le général ? Je vous demande, reprit-il alors, dans quel corps vous avez servi. Beurnonville répondit brièvement à cette question, et avec la fierté convenable ; alors, changeant de ton il lui dit que *c'était dommage qu'il servît une si mauvaise cause, qu'on le disait brave.* Je sers, répliqua Beurnonville, la plus belle de toutes les causes, celle de la liberté contre la tyrannie ; quant à la bravoure, avez-vous jamais douté de celle des Français ? *Il n'y a plus de Français*, dit le prince d'un ton furieux ; *vous êtes tous des scélérats, des assassins, des régicides, vous serez tous pendus* ; il sortit en disant ces mots. Beurnonville dit hautement au major qui se trouvait là, que, sans examiner si cet individu était prince, et sans s'embarrasser des suites, il était disposé, s'il continuait ses outrages, à le jeter par les fenêtres. Cette sortie chaleureuse étourdit le major, qui répondit en balbutiant que le prince

était fou; cependant il n'avait d'autre folie que cette espèce d'orgueil et de dureté que produit le gouvernement autrichien, et d'après lequel on peut observer entre les militaires soumis à ce gouvernement et ceux des autres parties de l'Allemagne une différence essentielle, qui a échappé à la plupart de nos écrivains politiques, et qu'il est néanmoins important de remarquer.

On les fit partir le lendemain pour Wurtzbourg; mais la maladie de Beurnonville, qui n'avait été que palliée, se reproduisit avec une telle violence, que l'état de faiblesse et même de danger dans lequel se trouvait le général ne permirent pas de continuer la route. Il fut dépêché un courrier au prince de Cobourg pour lui demander de nouveaux ordres. Cet incident fut avantageux aux prisonniers, car les Autrichiens, désirant cacher aux habitans de l'Allemagne la manière tyrannique dont ils les traitaient dans leurs prisons, les considéraient comme voyageurs, et leur laissaient la faculté de se promener dans

un des jardins de la ville. Toutes les fois qu'ils sortaient, les rues et la place publique étaient remplies d'une foule nombreuse, mais ce n'était pas pour les insulter comme à Aix-la-Chapelle et dans plusieurs villes où ils avaient passé.

Le 21 juillet, arriva l'ordre de faire partir les prisonniers, à l'exception du général et de son aide-de-camp. Cette séparation fut douloureuse, d'autant plus que Beurnonville avait semblé jusqu'à ce moment ne se soutenir que par les soins de ses compagnons d'infortune, et qu'en outre, il avait eu connaissance par quelques journaux des calomnies qui se répandaient en France contre sa conduite. Ses adieux furent extrêmement touchans, et les paroles qu'il adressa dans ce moment pénible à ses compagnons méritent d'être conservées.

« Il serait cruel, leur dit-il, que ma destinée fût de mourir sur ce lit étranger, tandis que ce devrait être d'un coup de canon pour le salut de ma patrie ; mais quels que soient les événemens, souvenez-vous qu'en partant de Paris, nous

sommes convenus d'être indivisibles; rien désormais ne peut nous désunir. Si je survis à cette maladie cruelle, si vous devez être victime des tyrans, je vous suivrai partout, je monterai avec vous à l'échafaud comme sur un théâtre d'honneur, et nous y mourrons en vrais républicains. Si je succombe, et que vous ayez le bonheur de revoir le peuple français, je vous charge solennellement d'attester que je meurs fidèle à la république, à mes devoirs et martyr de la liberté. »

Ainsi s'exprimait la vertu dans les fers; et tandis que Beurnonville gémissait dans les cachots de l'Autriche, des Français repandaient contre lui dans le sein de la convention nationale le poison de la calomnie, et s'efforçaient de ternir sa gloire : Robespierre le dénonçait comme un traître; il assurait qu'il conspirait lorsqu'il fut envoyé vers Dumourier, qu'il était le centre de toutes les trames ourdies contre la république, et qu'il n'était parvenu au ministère que pour en favoriser le développement. Il demandait que sa tête fût mise

à prix, comme celle de Dumourier. On lui attribua la défaite des armées françaises en Allemagne et dans la Belgique : on l'accusa d'avoir fait partir vers Dumourier un courrier six heures avant le départ des commissaires de la convention ; on publia que les malheurs de la Vendée étaient son ouvrage, parce qu'il avait toujours déguisé l'état de cette guerre. Personne n'osait embrasser sa défense, c'eût été appeler sur sa tête une proscription inévitable ; on gardait un silence timide ; mais l'innocence de Beurnonville n'était pas un problême aux yeux des amis de leur patrie, elle parlait plus haut que ses accusateurs.

Beurnonville, après avoir souffert environ six semaines à Wurtzbourg et à Egra, avait été transféré dans la ville d'Olmutz. Le général qui commandait cette place lui dit en l'abordant qu'il devait ignorer dans quel lieu il était, et qu'il ne serait plus connu sous son nom, mais par le titre du *Numéro I^er^*. Je sais, lui dit Beurnonville, que je suis dans la ville d'Olmutz, et qu'il vous sera difficile d'oublier mon nom. Je

n'ai plus qu'une question à vous faire, reprit le commandant, et c'est de la part de sa majesté l'empereur. Quelle est votre religion ? Ma religion est une affaire entre Dieu et moi, dit le ministre. Sur cette réponse, on le sépara de son domestique et on lui enleva tous ses effets. Il fut enfermé seul dans une chambre étroite, où l'air ne pénétrait que par un triangle de fer-blanc de six pouces d'ouverture, et ce triangle était percé de cent quatre-vingt-quatorze trous, que Beurnonville eut l'attention de compter. Sa santé dépérissait tous les jours; plusieurs fois il demanda un chirurgien et des secours particuliers pour sa maladie, mais inutilement; enfin, comme on s'aperçut qu'il était près de succomber, on lui permit, au bout de sept mois, de se promener sur les remparts trois-quarts-d'heure tous les deux jours, avec un officier, un caporal et quatre sentinelles : mais bientôt, pour le soustraire à la curiosité des habitans d'Olmutz, on prit le parti de le faire sortir hors de la ville dans une voiture fermée. Parvenu

dans la campagne, on le laissait respirer trois quarts-d'heure, et il rentrait dans le même ordre à Olmutz. Les bains ayant été jugés indispensables, on le conduisit dans le plus grand secret à un village nommé Schlutmitz, distant de deux lieues d'Olmutz, où il resta quatorze jours dans une petite prison préparée exprès, sous la garde d'un capitaine et de vingt hommes commandés par deux caporaux. A son retour, la promenade fut continuée encore quelques semaines; enfin, le 3 novembre, 1795, après trente-trois mois de détention, on lui annonça que ses fers allaient être brisés; mais ce fut sans aucun des ménagemens que dicte l'humanité qu'on le fit passer, ainsi que ses compagnons d'infortune, des longueurs de la captivité aux mouvemens rapides et prolongés d'une route de deux cents lieues qu'ils furent obligés de faire en dix jours.

Fribourg en Brisgaw était le rendez-vous général des prisonniers détenus en Autriche, et qu'on y conduisait par diverses routes. On marcha jour et nuit;

mais arrivés dans cette ville, une main invisible les y retint pendant plus de cinq semaines, et ils virent presque recommencer pour eux une nouvelle captivité. Enfin ils partirent pour Richen, petite ville des frontières de la Suisse, où ils apprirent qu'ils devaient être échangés contre Marie-Thérèse, fille du dernier roi, et les autres membres de la famille des Bourbons, alors détenus en France. En effet, le 6 nivose, le citoyen Bacher, secrétaire de légation, chargé de cette négociation, les reçut des mains des Autrichiens, et remit la fille de Louis XVI au prince de Gavers, qui l'attendait depuis un mois.

Ainsi se termina cette longue et cruelle captivité. Beurnonville n'avait plus besoin de se justifier, le temps avait renversé ses calomniateurs et brisé leur sceptre de fer; il ne reçut en France que les témoignages d'estime et d'intérêt les plus vifs; le conseil des cinq cents déclara par un décret qu'il avait bien mérité de la patrie; on s'empressa de lui faire oublier ses malheurs, et le gou-

vernement ne crut pas pouvoir lui accorder une plus belle récompense de ses services et de son dévouement qu'en le mettant à même d'acquérir de nouveaux titres à la reconnaissance publique. Il fut appelé aussitôt à la tête des armées ; il commandait en chef celle de Sambre-et-Meuse pendant l'absence du général Jourdan, mandé à Paris par le directoire ; il réunissait sous ses ordres les généraux de division Grenier, Lefebvre, Hardy, Championnet, dont les noms seront cités avec honneur dans l'histoire de cette guerre. Mais à l'époque où il prit le commandement, les Autrichiens qu'il voyait devant lui n'étaient pas les ennemis dont la défaite lui parût la plus difficile ; son armée, livrée à l'indiscipline et à la désertion, se trouvait dans une position extrêmement embarrassante ; les deux rives du Rhin, épuisées par plusieurs campagnes n'offraient que de faibles ressources; le soldat souffrait, et la première vertu que lui demandait son général était la patience ; il ne lui parlait pas de la valeur, l'armée de Sambre-et-Meuse avait fait ses

preuves. Beurnonville rappelait aux soldats que le pillage avait conduit l'armée à la pénurie, que la disette mène à l'insubordination, et l'insubordination à la défaite. Au moment de traverser le pays situé entre son armée et le Mein, pays qui n'était plus qu'un véritable désert, Beurnonville donnait tous ses soins au retour de la discipline; il sévit contre plusieurs soldats qui avaient pillé une église du duché de Berg, et les fit fusiller à la tête du camp; un chasseur qui avait tué son maréchal-de-logis eut le même sort. Ces exemples frappans et nécessaires produisirent un bon effet sur les soldats, et il put encore espérer de combattre les ennemis avec succès.

Les Autrichiens, enhardis par quelques avantages et par la position difficile où était alors l'armée de Sambre-et-Meuse, crurent pouvoir l'attaquer impunément : le principal choc eut lieu sur le centre; mais ils éprouvèrent la plus vigoureuse résistance. Leur attaque n'ayant pas eu le succès qu'ils attendaient, ils dirigèrent leurs efforts contre l'île de Neuwied. La crue

considérable des eaux, occasionnée par douze jours de pluie, avait fait rompre nos ponts sur la Moselle ; ceux-ci, portés par la rapidité du fleuve, étaient venus briser ceux qui se trouvaient entre la rive gauche du Rhin et l'île de Neuwied, et cette île était depuis quelques jours sans communication avec la rive gauche. L'ennemi jugea cette circonstance favorable à ses desseins contre l'île, et dirigea dans cette vue six petits débarquemens sur divers points, dans l'espérance d'y attirer une partie des troupes, tandis que d'un autre côté il s'emparerait de Neuwied ; mais la sagesse des dispositions faites par le général français, et la précision de ses mouvemens déjouèrent tous ces projets ; les assaillans, qui ne voulaient rien moins que faire la garnison prisonnière, raser les ouvrages, et couper les communications de l'armée française, furent presque tous tués, noyés ou faits prisonniers eux-mêmes ; les généraux, en cette occasion, inspirèrent aux troupes, par leur intrépidité, une audace telle, que l'ennemi

fut culbuté sur tous les points, quoique les Français eussent derrière eux un fleuve sans pont de retraite. Cette affaire lui coûta environ quatre mille hommes.

Beurnonville, résolu de profiter de ces premiers succès et d'abandonner un pays ruiné par le pillage et les réquisitions, ordonna quelques jours après une attaque générale sur toute la ligne de l'aile droite entre Creutznach jusqu'à Kaiserlautern. Le combat fut des plus vifs, et dura depuis la pointe du jour jusqu'à la nuit ; les positions de l'ennemi, défendues avec acharnement, furent emportées de vive force, Kaiserlautern tomba au pouvoir des Français; les débouchés de Falckentein et de Kischen, ceux de Furfeld et de Dissenthal furent enlevés à la baïonnette ; trois villages furent pris au pas de charge ; les troupes s'établirent à Bingen, et sur la formidable montagne de Saint-Roch, et environ onze mille Autrichiens furent contraints à la retraite par deux mille soldats français. L'ennemi, en pleine déroute, abandonna ses quatre

camps, perdit un nombre d'hommes considérable, et laissa cinq de ses chefs sur le champ de bataille.

Moreau vint alors commander trois armées réunies en une seule : ces armées étaient celle du Nord, sous les ordres de Beurnonville ; celle de Sambre-et-Meuse, commandée par Kléber ; et celle de Rhin-et-Moselle, dirigée par Desaix. Cette réunion de talens et de bravoure éprouvés dans tant de combats était d'un heureux présage pour la fin de la campagne de l'an 5 et celle de l'an 6, dont les résultats contribuèrent aux bienfaits de la première paix continentale.

Beurnonville revint dans ses foyers ; sa santé était altérée, mais son zèle pour le service de la république n'avait fait que s'accroître. Il fut chargé successivement du commandement en chef de l'armée française en Hollande, et d'une inspection générale. Par-tout il montra cette probité sévère qui honore le fonctionnaire public dans quelque poste qu'il se trouve placé, et cette franchise républicaine, cette

loyauté brillante, qui doivent être dans sa carrière politique le garant de ses succès.

Sa gloire militaire était à son comble; il lui restait encore à servir sa patrie de ses talens et de ses conseils. Il seconda le général Bonaparte à la fameuse journée du 18 brumaire, et coopéra à cette heureuse révolution qui remit les destinées de la France entre les mains du vainqueur de l'Europe. Beurnonville fut bientôt appelé au conseil d'état; ses lumières et sa sagesse lui firent confier la mission délicate d'ambassadeur français à Berlin.

C'est en remplissant ces augustes fonctions qu'il sert maintenant son pays d'une manière moins éclatante peut-être qu'à la tête des armées, mais aussi plus utile à l'humanité, et plus flatteuse pour son cœur.

BEYSSER.

Les événemens de cette guerre ont prouvé que la bravoure fut une vertu commune à tous les généraux qui commandèrent les armées de la république; mais il en est qui ne surent être que braves et ne possédèrent ni les talens ni les qualités nécessaires à un général d'armée. Tel fut le général Beysser, qui commanda en 1793, une division française dans la Vendée.

Avant la révolution, Beysser était chirurgien; il embrassa la nouvelle cause avec une ardeur qui le fit distinguer des chefs du gouvernement de 1793, et ce fut là l'origine de son avancement. Sous le régime révolutionnaire, il n'était que trop commun de voir tout-à-coup portés à la tête des armées des hommes qui n'avaient d'autres titres à cette dignité que leurs opinions exagérées, ou leur dévouement

au parti de quelques factieux. L'histoire de la guerre de la Vendée est sur-tout féconde en exemples de ce genre. Les jacobins, fidèles à leurs projets de destruction, n'envoyaient dans ces malheureuses contrées que des généraux ineptes ou brouillons, et destituaient ceux qui, par leur modération, paraissaient vouloir y ramener la paix : trop heureux encore ceux-ci, lorsque l'échafaud ne devenait pas pour eux le prix de leurs sentimens généreux !

J. M. Beysser naquit à Ribauvillers (département du Haut-Rhin), en 1748. Il servit d'abord comme adjudant-général, sous les ordres de Labourdonnaye, commandant en chef l'armée des Côtes-de-l'Ouest, et ne tarda pas à être élevé au grade de général de division. Quelques actes de courage et de fermeté, plus que ses talens militaires, le rendirent redoutable aux rebelles; les jacobins voyaient en lui un chef dévoué à leur cause, mais un seul acte imprudent lui ravit leur confiance, et Beysser ne fut plus dès-lors

entre leurs mains, qu'un instrument fragile qu'ils se proposaient de briser lorsqu'il en serait temps.

La guerre de la Vendée diffère de toutes les autres guerres par les moyens que l'on employait dans les deux armées, leur manière de combattre, et leur conduite après la victoire. En 1793, les prisonniers étaient fusillés sur le champ de bataille; les villages qui avaient secondé l'un ou l'autre parti, livrés aux flammes et au pillage lorsque l'on parvenait à s'en rendre maître. C'est dans ces fatales circonstances que Beysser se fit connaître par plusieurs actions d'éclat. Le 17 mars, il se porta sur Vibraie, que les rebelles se proposaient de réduire en cendres; les habitans s'unirent à lui, et l'ennemi fut dispersé. Rhédon était menacé; Beysser, avec le secours de la garde nationale de Rennes, remporte une nouvelle victoire. A cette affaire, un Vendéen qu'on reconnut pour avoir, quelques jours auparavant, arraché les yeux à un volontaire, fut pris, et eut la tête coupée sur une pièce de canon.

Le 21 mars, il se rendit maître de Mirande, où il trouva plusieurs pièces d'artillerie; le lendemain il marcha sur Savenay où soixante-cinq patriotes étaient prisonniers, et dont douze avaient été massacrés trois jours auparavant; il délivre les patriotes et envoie les rebelles prisonniers à Nantes. Appelé dans cette ville, il prend le commandement des troupes, et livre un combat dont il sort encore victorieux. Quelques jours après, il fut instruit qu'à Machecoul quatre-vingt-quatre femmes dont les maris avaient combattu contre les rebelles étaient détenues dans un couvent, et qu'on voulait leur ouvrir les veines: Beysser reçoit cette nouvelle à minuit; il se met à la tête de la cavalerie, passe au travers de cinq mille Vendéens, arrive aux quatre-vingt-quatre femmes, dont quatre avaient déja les veines ouvertes, leur rend la liberté, et met par-tout l'ennemien fuite, avec une poignée de monde. Il fait une descente dans l'île de Noirmoutiers, où les Anglais et les Espagnols entretenaient des intelligences, y lève une

contribution d'environ 50,000 livres, et prend parmi les habitans deux cents hommes qu'il incorpore dans un régiment de chasseurs.

Bourgneuf, Chalan, l'île de Bouin, pris par les rebelles, retombent en son pouvoir.

Des succès aussi rapides fixèrent l'attention du général en chef et des représentans auprès de l'armée; il l'appelèrent à Nantes, alors menacée par les Vendéens, et lui confièrent le commandement de la ville. Elle fut attaquée le 29 juin 1793, et dans cette sanglante journée Beysser eut occasion de déployer un nouveau courage. Le faubourg de la Solinière tomba d'abord au pouvoir de l'ennemi: le poste Saint-Jacques fut ensuite attaqué avec vigueur, mais les républicains le défendirent avec une égale opiniâtreté; les rebelles des camps de Cléon et de la Croix-Moriceau firent tous leurs efforts pour emporter ce poste important; mais, malgré le nombre des assaillans et le feu continuel de leur artillerie, ils ne purent forcer les républi-

cains. Pendant que l'ennemi tentait cette attaque, une nouvelle troupe se portait sur la route de Rennes; Beysser y courut; cette colonne, forte d'environ quatorze mille hommes, se trouvait déjà à une demi-portée de canon des barrières, elle était soutenue d'une nombreuse artillerie, et ses batteries se trouvaient placées sur une éminence au milieu du grand chemin. Une de leurs divisions se porta sur la gauche, tandis que plusieurs détachemens se montraient sur la route de Vannes et de Paris, et que divers pelotons, s'avançant à la faveur des blés et des haies, s'emparaient des maisons, d'où ils tiraient sur les républicains.

Le combat devint alors très-vif; la canonnade dura dix-huit heures, et grand nombre de soldats des deux partis furent tués ou blessés. La nuit seule sépara les combattans, qui la passèrent au bivouac, chacun à son poste. Au point du jour, le canon se fit entendre; le pont Rousseau et la porte Saint-Jacques furent attaqués de nouveau, mais les rebelles y furent re-

poussés. Ils essayèrent de se rallier et d'établir une batterie de deux pièces sur la route de Paris ; on ne leur en donna pas le temps, une sortie vigoureuse les força à la retraite ; mais elle devint non moins funeste aux républicains; plusieurs d'entre eux furent victimes d'une ardeur peu réfléchie. La hauteur des blés et l'épaisseur des haies ne permettant pas de se reconnaître, les Vendéens conçurent le projet d'y attirer leurs ennemis qui donnèrent dans le piége, et furent massacrés sans qu'ils pussent se défendre.

Cependant les rebelles chassés des routes de Vannes et de Rennes, et pressés de tous côtés, ne songèrent plus qu'à la retraite ; le général en chef qui n'avait cessé de combattre dans les postes les plus périlleux, les eût sans contredit repoussés jusqu'à Angers, et peut-être même forcés à repasser la Loire, si les troupes, fatiguées par un combat meurtrier qui dura plus de quinze heures et fut suivi d'un bivouac, n'avaient pas été hors d'état de poursuivre l'ennemi.

Le général Beysser n'était pas encore reposé de ses fatigues, lorsque l'administration du département, informée que des députés de la convention devaient se rendre à Nantes pour en faire le théâtre de leurs sanglantes proscriptions, prit un arrêté pour s'opposer à l'arrivée de ces députés, et le fit signer à Beysser, qui était présent à la délibération. Cet acte de révolte contre l'autorité de proconsuls revêtus de pouvoirs illimités parut coupable aux yeux de la convention, qui se hâta de le destituer, et le manda à sa barre pour rendre compte de sa conduite. Beysser obéit. On l'interrogea sur les motifs qui l'avaient engagé à signer l'arrêté pris par l'administration nantaise; il essaya de se justifier en déclarant qu'après cinq jours de fatigues et de combats, l'administration l'appela dans son sein; que pendant la lecture de quelques arrêtés étrangers à l'affaire dont il était question, il s'endormit, et ne fut réveillé que pour signer un acte qu'il ne connaissait pas. « On eut tort, dit-il, de me faire signer ce qui était hors de mon

intention, et ce qui ne me regardait pas. J'ai eu tort de signer : je l'ai avoué dans un acte public ; je renouvelle ici mes regrets. Si l'on me juge encore digne de servir la patrie, la convention peut être sûre de mon dévouement à la cause de la république et de la liberté. »

La convention parut satisfaite de sa justification ; et quelques jours après, sur la proposition du comité de salut public, il fut rétabli dans son grade. Dès-lors Beysser se dut plus que jamais à la cause qu'il avait déja défendue, et qui pouvait le sacrifier : il reparut sur le terrein où il avait combattu avec avantage ; mais les soupçons planaient sur sa tête. Autant les jacobins avaient auparavant exalté ses talens et son patriotisme, autant ils les dépréciaient depuis qu'il le soupçonnèrent d'avoir abandonné leur parti. Ils le destinaient à remplacer Diettmann dans le commandement en chef de l'armée des Côtes de la Rochelle, mais cet incident fit tomber le choix sur un autre, et Beysser continua de servir dans le grade de général de division.

Le danger qu'il venait de courir le rendit plus circonspect ; il se garda bien d'écouter les propositions que lui firent à Caen Wimpfen, Buzot et Barbaroux, pour l'engager à embrasser leur cause. Il paraissait plutôt animé du desir de faire oublier une erreur involontaire, et le premier succès de la campagne de l'an 2 ne fut pas moins dû à son courage qu'à celui de la garnison de Mayence, qui arrivait à l'armée de l'Ouest. Le 11 septembre il se mit à la tête d'une colonne de six mille hommes, et balaya toute la rive gauche de la Loire, depuis Nantes jusqu'à la mer. Cette victoire était de la plus grande importance ; elle ouvrait le chemin de la Vendée, et la communication de Nantes avec les Sables et la Rochelle. Elle présentait encore les moyens de tirer des vivres des fertiles contrées de Rhé et du bas Poitou.

Le général Beysser pensait qu'après ces glorieux succès il ne devait plus rester de soupçons sur son compte, et qu'il avait suffisamment expié sa première imprudence, lorsqu'un ordre d'arrestation vint

lui prouver que l'estime ou l'amitié des gouvernans d'alors ne pouvaient être sincères. Il languit dans les prisons pendant sept mois, sans connaître quel était son crime. Enfin le 23 germinal an 2, il parut au tribunal révolutionnaire. Il ne fut point jugé sur aucun de ses actes qui avaient précédé son arrestation; la formule de son jugement portait seulement qu'il était convaincu d'avoir pris part à une conspiration tramée dans les prisons en ventose et germinal an 2, au moyen de laquelle les conjurés devaient dissoudre la représentation nationale, assassiner les patriotes, détruire le gouvernement républicain, et donner un roi à la France. Ces prétendues conspirations des prisons, qui n'abusaient personne, soulevaient d'horreur contre les assassins qui avaient imaginé cet affreux prétexte pour conduire à l'échafaud une foule d'innocens dont on avait juré la perte.

Beysser ne parut pas seul devant le sanglant tribunal; il y fut traduit avec vingt-cinq de ses complices, qu'il n'avait jamais

vus, et qu'il connaissait à peine de nom. Et quels étaient ses coaccusés ? C'étaient Chaumette, la veuve de Camille Desmoulins, la veuve d'Hébert (connu par son journal du *Père-Duchesne*); c'était le général Dillon, l'évêque de Paris Gobet, etc. ; tous gens étonnés de se trouver ensemble et de se voir juger pour le même crime. Le procès leur fut bientôt fait ; la présence des accusés au tribunal révolutionnaire n'était alors qu'une formalité nécessaire pour constater leur identité ; il ne leur était pas même permis de parler pour leur défense. Beysser, avec les autres accusés, fut condamné à mort le 24 germinal, et exécuté le même jour, à six heures du soir, sur la place de la Révolution.

Beysser avait sans doute commis quelques erreurs dans le cours de sa vie publique, mais elle ne fut pas exempte de vertus. On peut citer à sa louange la conduite qu'il tint à Brest au commencement de la guerre de la Vendée. Six officiers de marine, accusés de trahison, étaient entre les mains d'une populace furieuse qui se disposait à

les égorger; Beysser, présent à cette scène d'horreur, ne prend conseil que de son courage, il se précipite sur cette troupe de Cannibales, les disperse, et arrache les malheureuses victimes à une mort qui paraissait inévitable. Ce trait de dévouement fixa sur lui les regards du général Canclaux, qui commandait dans ces départemens, et qui l'admit au nombre des officiers de son état-major.

BIRON.

Nous ne rechercherons pas sous quels auspices commença la vie politique du duc de Biron. Lié d'une étroite amitié avec le duc d'Orléans, nous ignorons cependant s'il avait embrassé son parti et ses vues criminelles, ou si l'amour de son pays fut le seul mobile de sa conduite politique; ce qu'il y a de certain, c'est que cette fatale amitié fut la cause de sa mort.

Armand-Louis Gontaut-Biron, duc de Lauzun, était déja renommé dans la carrière des armes lorsque la révolution vint à éclater. Son nom et sa réputation d'une sévère probité l'appelèrent, en 1789, aux états-généraux, puis après dans le sein de l'assemblée nationale. Il se prononça des premiers en faveur d'un nouvel ordre de choses, soit qu'il eût à se plaindre de la cour, soit que ses principes le portassent naturellement à desirer

la réforme des abus et une distribution plus juste dans les diverses parties du gouvernement. Biron ne voulut accepter le commandement de la Corse, auquel le roi l'avait nommé, qu'après avoir obtenu l'agrément des états-généraux pour cette nomination ; mais, quelques jours après, une discussion s'étant ouverte pour que les députés ne pussent pas accepter de places de la cour, il s'empressa de renoncer à ce commandement, quoique ce fût moins un nouvel emploi qu'un avancement dans son grade. Lorsque le duc d'Orléans fut accusé d'avoir pris part aux évènemens des 5 et 6 octobre, Biron, qu'on avait aussi présenté comme un des acteurs de cette scène, essaya de le disculper ; il prit de nouveau sa défense, lorsqu'au sujet de son voyage à Londres Lafayette avait dit que les lettres de créance du duc d'Orléans étaient des lettres de grâces.

Cependant les évènemens se pressaient, et tout annonçait une catastrophe prochaine ; les gardes-françaises, par hon-

neur pour la mémoire du maréchal de Biron, qui les commanda quarante sue, l'avaient choisi pour leur chef; mais il les refusa, et rompit ainsi tous les liens qui pouvaient encore l'attacher à la cour. La fuite du roi, en 1791, confirma son attachement à la liberté; il accepta avec transport la mission de faire prêter serment aux troupes qui se trouvaient rassemblées dans les départemens du nord, et fit avec le général Rochambeau la visite des frontières. De retour à l'assemblée nationale, il rendit compte de sa mission; il ne déguisa pas le mauvais état dans lequel il avait trouvé l'armée; les officiers désertaient à l'ennemi, les soldats se révoltaient contre leurs chefs, qu'ils soupçonnaient de trahison. Biron fit sentir la nécessité d'apporter un prompt remède à tous ces désordres; sur sa proposition, l'assemblée décréta qu'il serait accordé des fonds pour les travaux du camp de Maubeuge, et qu'un renfort de gardes nationales serait envoyé au général Rochambeau pour garder les places fortes,

et employer les troupes de ligne d'une manière plus utile.

Biron partit ensuite en Angleterre avec Talleyrand-Périgord, aujourd'hui ministre des relations extérieures; le bruit courut qu'ils étaient chargés d'une mission secrète auprès du cabinet de Saint-James, mais rien ne transpira du véritable but de ce voyage; on sut seulement alors que Biron fut arrêté pour dettes à Londres, et mis en prison, d'où il ne sortit qu'en donnant caution. Revenu dans sa patrie, il se livra tout entier aux opérations militaires; un mémoire qu'il publia sur la défense des frontières de la Sarre et du Rhin parut rempli de vues sages et utiles; la confiance du conseil exécutif fut le prix de ses talens, il obtint le commandement de l'armée du Rhin.

Lorsque les Prussiens entrèrent en France, l'armée française se réunissait sous les ordres de Dumourier, de Kellermann, de Beurnonville, de Valence, de Biron, de Custine, de Dillon; mais

le roi de Prusse avait trouvé pour entrer en Champagne des obstacles auxquels il ne s'était pas attendu, et il ne tarda pas à abandonner son entreprise. Sa retraite précipitée entraîna celle des Autrichiens, qui avaient tenté le siége de Lille, et livra aux Français l'Allemagne antérieure jusqu'au Rhin. Quarante mille Français se trouvaient en Alsace; une partie, sous les ordres de Biron, gardait le département du haut-Rhin et la principauté de Porentrui, dont les Autrichiens avaient été chassés, et qui bientôt fut réunie à la république française sous le nom de département du Mont-Terrible; l'autre partie, commandée par Custine, occupait des retranchemens formés depuis long-temps sur les bords de la Lauter, auprès de Weissembourg, au bord du Rhin.

Le général Biron avait jusque-là exercé un commandement en chef; mais les Prussiens ayant passé la Lahn et s'avançant sur Francfort, Custine obtint la faculté de prendre un renfort de troupes

sur le corps commandé par Biron dans la haute Alsace. Celui-ci sentant que cet affaiblissement ne lui laissait que la responsabilité des évènemens militaires, dont le succès ne dépendait plus de lui, voulut servir sous les ordres de Custine, qui lui était subordonné auparavant. Il continua de résider quelque temps à Strasbourg; bientôt il fut chargé de commander l'armée de Metz, qu'il quitta pour celle d'Italie.

La conquête du comté de Nice signala son début à cette armée; elle fut suivie de quelques succès moins éclatans, jusqu'à l'époque où le duc d'Orléans fut mis en arrestation, après la trahison de Dumourier, et envoyé dans les prisons de Marseille. Alors les dénonciations s'accumulèrent contre lui; quelques membres de la convention, rappelant l'amitié qui avait toujours existé entre lui et d'Orléans, parurent craindre que le général Biron, placé à la tête de l'armée des Alpes, n'abusât de cette proximité et de sa puissance pour délivrer les Bourbons enfermés

à Marseille : ils demandèrent à grands cris sa destitution. Carrier, dont nous n'aurons que trop occasion de parler au sujet de la guerre de la Vendée, se montra un de ses ennemis les plus acharnés, et demanda que tous les nobles fussent expulsés des armées.

Ces dénonciations inspirèrent sans doute quelque défiance à la convention, puisqu'elle lui retira le commandement de l'armée d'Italie pour l'envoyer dans la Vendée. Le général Biron rendit dans ce nouveau poste tous les services que les circonstances purent permettre ; il reprit Saumur aux Vendéens, et concourut à leur défaite à Parthenay ; mais son caractère de modération et son humanité contrariaient les vues des commissaires conventionnels, qui dévastaient la Vendée d'une manière barbare. Biron, accoutumé à mêler dans les opérations hostiles des ménagemens capables d'atténuer le plus terrible des fléaux, ne leur parut pas propre à diriger une opération au moyen de laquelle ils voulaient, à force de vexa-

tions, rendre interminables des hostilités nécessaires aux jacobins pour parvenir à la désorganisation générale de la France : les démarches faites par Biron pour rendre la paix à des hommes égarés par des suggestions perfides furent traitées de trahisons ; il devait payer de sa tête le crime de sa modération.

On n'osa cependant l'accuser publiquement ; Bourdon (de l'Oise) et Goupilleau (de Fontenay), députés en mission dans la Vendée, après avoir dénoncé Westermann à la convention nationale, demandèrent aussi le rappel du général Biron, mais sans spécifier contre lui d'autre reproche que celui de ne pas mettre assez d'activité dans cette guerre. Jean-Bon Saint-André fut chargé par le comité de salut public d'annoncer à la convention son rappel : « Nous ne pouvons pas nous dissimuler, dit-il, qu'il n'y a pas d'accusation positive contre Biron, général en chef de l'armée des Côtes de la Rochelle ; mais on lui reproche de n'avoir pas déployé toute l'activité néces-

saire aux opérations dont il est chargé, et cependant nulle guerre n'en a exigé une plus continuelle. Les commissaires de la convention font à ce sujet des rapports unanimes, qui tous reprochent à Biron une lenteur dans ses opérations, qui peut compromettre les intérêts de la république. Gasparin, pendant sa mission près cette armée, a appris du général Biron lui-même, que ses fréquentes incommodités, ses attaques de goutte et sa santé extrêmement usée, le rendent peu propre aux fonctions importantes dont la république l'a chargé. Il est cependant un principe certain dont ne doivent jamais s'écarter ceux qui tiennent dans leurs mains les rênes du gouvernement, c'est que toujours les hommes doivent être proportionnés aux choses : puisque Biron lui-même se reconnaît insuffisant pour la place que vous lui avez confiée, s'il la trouve au-dessus de ses forces, votre comité vous propose de décréter que le ministre de la guerre sera tenu de rappeler le général Biron,

et de présenter sur-le-champ à la convention nationale le général qu'il croira le plus propre à lui succéder. »

Biron revint à Paris abreuvé de dégoûts et pressentant le sort qui l'y attendait : à sa place furent envoyés dans la Vendée les généraux les plus féroces ; la Loire fut teinte du sang des Vendéens, et leurs campagnes ravagées par le fer et par la flamme. Le général Biron jeté dans les cachots de Robespierre y languit pendant cinq mois dans les douleurs d'une longue et cruelle maladie ; las de souffrir, mais ne comptant plus sur la bonté de sa cause et son innocence, il écrivit enfin pour demander son prompt jugement. Lecointe-Puyraveaux voulut en vain faire entendre la voix de l'humanité dans le sein de la convention ; il fit observer que Biron succombait sous la maladie, et demanda pour lui la même faveur qui avait été accordée aux généraux Anselme et Ferrand, dont la détention dans les prisons avait été changée en détention chez eux : une voix

féroce couvrit la sienne, accusa Biron d'être suspect par ses sentimens et ses actions, et voulut qu'il restât dans les prisons comme tous les autres détenus.

Deux mois après, Biron, pour récompense de son dévouement à la république, fut traduit au tribunal que dirigeait Fouquier-Tainville, et condamné à mort. Son sang-froid et sa fermeté ne l'abandonnèrent pas lorsqu'on lui prononça son jugement : ses derniers momens offrent un trait de courage et de grandeur d'âme qu'on ne saurait passer sous silence.

Biron trouva, sur son passage de la cour de la prison pour arriver à la chambre des condamnés, plusieurs prisonniers rassemblés ; il les salua avec cette politesse exquise qui l'avait fait passer pour l'homme le plus aimable de la cour : *C'est fini, messieurs*, leur dit-il en souriant, *je pars pour le grand voyage.* Rendu dans la triste chambre d'où l'on ne sortait que pour marcher au supplice, il demanda une bouteille de bordeaux et une volaille ; but toute la bouteille, et mangea avec

autant d'appétit qu'il eût pu le faire dans les circonstances les plus heureuses de sa vie. Après ce repas, il se coucha sur un mauvais grabat, et dormit pendant trois heures aussi profondément que s'il eût été dans son propre lit.

L'histoire s'est épuisée en éloges sur l'intrépidité d'Alexandre et du grand Condé, dormant profondément la veille d'une grande bataille où leur génie leur assurait la victoire ; le général Biron, sûr de ne pas revenir du terrible assaut qu'on allait lui livrer, montra-t-il moins de grandeur d'ame que ces deux héros ?

Le jour de son supplice, il se lève aussi tranquille qu'eût pu l'être le vainqueur d'Arbelles ou celui de Rocroi, et fait prier la concierge de vouloir bien lui faire apporter des huîtres ; il les mangeait encore lorsque l'exécuteur entra pour le conduire à l'échafaud : *Mon ami*, lui dit Biron sans se déconcerter, *veux-tu bien permettre que je finisse ma dernière douzaine d'huîtres ?* Le bourreau le

regarde stupéfait; Biron termine, et marche à la mort avec son sang-froid ordinaire.

Ainsi périt, à l'âge de ans, le 11 nivose an 2, l'un des généraux français qui avaient honorablement commencé cette guerre : son jugement n'expliqua point les causes de son supplice ; il fut condamné sur l'accusation vague d'avoir conspiré contre la sûreté intérieure et extérieure de la république ; mais le véritable motif de sa mort fut que Biron appartenait à la classe proscrite de la noblesse, qu'il s'était montré trop humain lorsqu'il commandait dans la Vendée, qu'il avait eu enfin la confiance du duc d'Orléans, et leurs liaisons servirent de prétexte à ses ennemis pour l'accuser d'avoir voulu servir l'ambition de ce prince.

BLANQUET-DUCHAILA.

ARMAND-Simon-Marie Blanquet-Duchaila, né à Marvejols, département de la Lozère, le 9 mai 1759, dès l'âge le plus tendre avait servi dans la marine royale, et pris pour modèle les Duguay-Trouin, les Jean-Bart et les Tourville. Il fut choisi pour diriger un des vaisseaux qui sur les plages égyptiennes transportaient l'élite de nos guerriers, Bonaparte et sa fortune. Il commandait au combat naval d'Aboukir le vaisseau français *le Francklin*, de quatre-vingts canons. Lorsque sept vaisseaux de l'escadre de l'amiral Nelson eurent passé entre les vaisseaux français embossés et le rivage d'Aboukir, *le Bellerophon* attaqua corps-à-corps *le Francklin*. Le combat s'engage sur toute la ligne : l'équipage du Franklin fait des prodiges de valeur ; les Anglais redoublent leur feu ; le contre-amiral Blanquet-Duchaila se préparait à l'abordage, et donnait l'exemple d'une

intrépidité rare, lorsqu'il est frappé au visage; il tombe baigné dans son sang et perd toute connaissance. Presque tous les officiers de son bord étaient hors de combat: on ne voyait sur le tillac, sur les ponts, que des morts et des blessés; trois canons seuls continuaient de faire feu, et l'Anglais, quoiqu'aussi maltraité, était encore le plus fort; il fallut se rendre et amener pavillon. *Le Francklin* cède au *Bellerophon*; mais sans le coup mortel qui prive de l'usage de ses sens l'intrépide Blanquet, il aurait eu le sort de *l'Orient* (vaisseau amiral); il eût été plutôt englouti au sein des mers que livré au pouvoir d'un ennemi fier du nombre de ses vaisseaux et de l'aveugle confiance de nos officiers marins.

Cependant sur la rive d'Aboukir on a vu le combat terrible des deux escadres ennemies : nos soldats n'ont pu secourir nos matelots, et l'armée s'indigne de voir nos vaisseaux devenir la proie des Anglais. On examinait la position, l'état des bâtimens de guerre, et, trompés par l'éloignement, par une fumée épaisse, et le spec-

tacle horrible de l'explosion de *l'Orient*, des observateurs crurent que *le Francklin* s'était rendu lâchement. Cette croyance fut propagée, et Bonaparte, qui n'avait pu apprendre cette nouvelle sans indignation, traita sans ménagement le contre-amiral Blanquet et l'équipage du *Francklin*. Dans le rapport qu'il adressa au directoire, il disait : « *Le Francklin* a amené son pavillon sans être démâté et sans avoir reçu aucune avarie ». Ce reproche était cruel; il déshonorait à jamais l'équipage, les officiers et le contre-amiral.

Nelson avait bien une autre idée de ces braves Français : la défense du *Francklin* avait excité son admiration ; elle ajoutait à sa gloire, et faisait l'éloge de la marine anglaise. Jaloux de conserver cette idée, et assez juste pour rendre hommage à la valeur de ses ennemis, l'amiral anglais envoya à Londres l'épée du contre-amiral Blanquet-Duchaila, comme un témoignage de sa victoire; il louait lui-même l'équipage du *Francklin* dans une lettre qu'il écrivait à un officier distingué de la marine an-

glaise, et se plaignait du sort qui avait privé le contre-amiral des moyens d'ajouter à sa belle défense, et ravi au *Bellerophon* la gloire qu'il aurait pu s'acquérir encore.

Blanquet-Duchaila survécut à sa défaite; sa blessure n'était point mortelle; il souffrit long-temps, mais les soins empressés des officiers anglais, l'air pur de l'Italie, et le desir d'être utile encore à son pays, contribuèrent beaucoup à sa guérison. Il obtint sur parole la permission de retourner en France, et quelle fut sa douleur lorsque le rapport de Bonaparte lui fut présenté! lorsqu'il lut de ses propres yeux cet ordre du jour qui le condamnait à l'opprobre, et deshonorait l'équipage du *Francklin*.

Il écrivit au directoire et au ministre de la marine, et dans un mémoire détaillé, il rendit compte des efforts que *le Francklin* avait opposés à l'ennemi, et de la situation du vaisseau au moment où il fut obligé de se rendre. Ce mémoire fit beaucoup de sensation: déja la vérité commençait à se faire connaître, et les Français s'étonnaient des éloges que Nelson accordait au *Francklin*.

Un superbe ennemi, disait-on, flatte peu les lâches qu'il a vaincus : une victoire facile ne fut jamais pour lui un sujet de se glorifier.

Le 7 frimaire an 7, le ministre de la marine écrivit au contre-amiral Blanquet-Duchaila : « Le directoire exécutif, citoyen l'amiral s'est fait représenter le mémoire que vous lui avez adressé le premier de ce mois, en réponse à ce qui a été inséré dans plusieurs journaux, sur la situation du vaisseau *le Francklin* lorsqu'il est tombé au pouvoir de l'ennemi. Dès que je fus informé officiellement des circonstances qui avaient précédé la perte de ce bâtiment, je m'empressai d'en rendre compte au directoire, et voici un extrait du rapport que je lui ai fait.

Le commandant des forces navales à Alexandrie m'écrit :

« Le vaisseau *le Francklin* que montait le contre-amiral Blanquet, non-seulement a fait son devoir, mais même est un de ceux qui, de l'aveu de l'une et de l'autre armée, a fait la plus belle résistance.

» Il ne restait, de l'aveu du capitaine Barré, au *Francklin* que le mât de misaine, sans mât de hune, encore hors d'état de servir, puisque les Anglais le coupèrent.

» Le général Edmont, chef de brigade, commandant l'artillerie à bord du *Francklin*, transmet dans son rapport : L'amiral Blanquet s'est battu en homme d'honneur, jusqu'au moment où il a été blessé assez dangereusement pour perdre connaissance. Lorsqu'il revint à lui, il demanda pourquoi on ne tirait plus, et sur ce qu'on lui objecta qu'il ne restait plus que trois canons en état. *Eh bien*, dit-il, *tirez toujours, le dernier est peut être celui qui nous rendra victorieux.*

» Le général Gantheaume dit à son arrivée d'Aboukir que *le Francklin* avait fait un feu superbe, et que les dispositions militaires de ce vaisseau faisaient plaisir à voir.

» Le directoire, ajoutait le ministre dans sa lettre, m'a ordonné de vous donner communication de cette partie de mon rapport, et j'ai lieu de croire que de pareils témoignages effaceront entièrement

les impressions pénibles que vous avez pu éprouver. »

Le ministre qui avait fait ce rapport était l'amiral Bruix, bien capable de juger les belles actions des marins.

Cette lettre pouvait satisfaire Blanquet-Duchaila, mais l'ordre du jour existait, et devenait un monument historique qui affligeait son ame. Les héros sont justes; ils savent que pour un brave militaire le soupçon même est déshonorant. Instruit de la vérité, Bonaparte chargea le contre-amiral Perrée de justifier Blanquet-Duchaila. Perrée écrivait le 8 ventose an 7, d'Alexandrie :

« Un rapport infidèle avait provoqué l'ordre du jour du général en chef de l'armée d'Orient, dans lequel le contre-amiral Duchaila était inculpé; c'est avec la plus vive satisfaction que la marine vient d'apprendre dans les ports de l'Egypte que le directoire a rendu justice à cet officier. »

Blanquet-Duchaila, justifié, n'ayant point été mis en activité, fixa son domicile à

Paris, où il s'occupait de tout ce qui pouvait être avantageux à notre marine.

Depuis l'établissement du gouvernement consulaire, Blanquet-Duchaila a obtenu son traitement de retraite; la commune de Versailles est le lieu où il vit en paix au sein de la tendresse et de l'amitié. C'est-là qu'il bénit l'heureuse révolution du 18 brumaire, et qu'il fait des vœux pour la prospérité nationale et le triomphe de la marine française.

BOISGÉRARD.

Une foule de traits de courage et de dévouement ont rendu célèbre la conquête de Naples par le général Championnet. Les Français, attaqués de tous côtés par une armée nombreuse, dûrent faire des prodiges de valeur : le petit nombre d'officiers-généraux qui les commandaient étaient les premiers à leur montrer l'exemple; ils se battaient, dans l'occasion, comme de simples grenadiers, et plusieurs d'entre eux trouvèrent dans les combats une mort honorable. De ce nombre est le général Boisgérard, commandant du génie.

Lorsque la révolution éclata, ce général s'empressa d'offrir à sa patrie les connaissances qu'une étude profonde lui avait données dans l'art des fortifications et du génie; il servit avec distinction parmi les officiers de cette arme, à laquelle la république doit la plus grande partie de ses

triomphes ; ses succès furent peut-être moins éclatans qu'utiles dans les premières campagnes de cette guerre, mais en l'an 5 le général Moreau avait su apprécier ses talens ; plusieurs fois l'habileté de ses manœuvres et la sagesse de ses dispositions avaient fixé la victoire sous les drapeaux de l'armée française. Le passage du Rhin, effectué en présence des Autrichiens, lui offrit une occasion nouvelle de se signaler ; Boisgérard, chargé de diriger ce passage, culbuta l'ennemi sur tous les points, le chargea avec la plus grande vigueur, et favorisa, par cet acte de bravoure le débarquement des Français sur l'autre rive du Rhin. En l'an 6, lorsque le général Hatry fut nommé commandant de l'armée de Mayence, Boisgérard fut appelé au commandement en chef du génie dans cette armée.

Le beau ciel de l'Italie devait aussi éclairer ses succès ; le général Championnet, témoin des nombreux services qu'il avait rendus sur le Rhin, s'applaudissait de le voir attaché à son armée ; aidé de ses

lumières et de l'intrépidité de ses braves frères d'armes, il marcha toujours de triomphes en triomphes depuis Rome jusqu'à Naples ; chaque jour était un nouveau combat ou plutôt une nouvelle victoire, et la conquête de Naples devint le prix de tant de fatigues et de dangers. Mais le général Boisgérard ne devait pas survivre à sa gloire ; le combat sanglant qui se livra dans les rues de Naples, entre les Français et les Napolitains, et dura soixante heures, fut le terme de ses exploits ; il y fut blessé dangereusement en combattant à la tête des troupes, et mourut quelques jours après des suites de ses blessures. La république perdit en lui un excellent officier. Ses vertus civiles et sa modestie rendirent sa perte encore plus sensible, et l'ont fait généralement regretter.

BOLLEMONT.

Le général de division d'artillerie Bollemont doit être placé parmi ces guerriers utiles aux armées, qui tracent les plans, choisissent les positions, veillent à l'attaque et à la défense ; qui à-la-fois dirigent et exécutent, obéissent et ordonnent. C'est à la reconnaissance des généraux en chefs qu'ils doivent d'être cités avec quelque distinction et tirés de l'oubli ; mais bien souvent l'ingratitude paie leurs services, et le général en chef, fier des résultats des opérations qu'il a ordonnées, oublie de rendre justice au zèle, aux talens des officiers de génie et de l'artillerie qui ont fait preuve de courage et de prudence.

Bollemont n'a point éprouvé cette injustice ; les généraux dont il avait secondé les talens se sont acquittés envers lui, et nos fastes militaires contiennent des

faits qui honorent le guerrier à qui cette notice est consacrée.

Bollemont, né en janvier 1749, à Arrancy, département de la Meuse, servait depuis dix-sept ans, sans interruption, dans l'arme de l'artillerie.

Les ennemis de la liberté avaient donné le signal, et les phalanges des puissances coalisées s'étaient réunies ; elles menaçaient nos frontières, et l'ordre est donné de repousser la force par la force, de les prévenir même, et de les attaquer. Bollemont fut un des premiers officiers de l'artillerie qui demanda et obtint de l'emploi.

En 1792, il commanda avec quelque distinction l'artillerie de l'avant-garde de l'armée des Alpes.

En 1793 il passe à l'armée de la Belgique, dont il est nommé directeur du parc d'artillerie. Dumourier a perdu la bataille de Nerwinde, et s'est déclaré contre le parti des conventionnels opposé au parti de la Gironde : il espérait que les soldats lui seraient fidèles, mais il fut

trompé dans son espoir ; bientôt il est obligé de fuir chez l'ennemi. Il aurait pu livrer notre artillerie ; mais Bollemont veille sur elle ; il ordonne, et le parc d'artillerie est en sûreté, il est à Valenciennes.

Au débloquement de Maubeuge, il commandait en second l'artillerie : les services qu'il rendit en cette occasion lui méritèrent le grade de général de brigade.

Jourdan est nommé général en chef de l'armée de Sambre et Meuse : Bollemont est chargé de guider nos artilleurs. Au siége de Charleroi, il rend les plus grands services ; à la bataille de Fleurus, si glorieuse aux Français, il commandait en chef l'artillerie ; il était au siége de Maëstricht.

« Citoyens représentans, disait Jourdan dans son rapport au comité de salut public, daté du quartier-général à Pétershem, le 15 brumaire an 3, ... Maëstricht a capitulé hier au soir... Cette place, une des plus fortes et des plus en état de

défense, n'a tenu que douze jours de tranchée ouverte, et doit sa prompte reddition à la bonne intelligence qui a régné entre le général Kleber qui commandait les troupes, le général Bollemont qui commandait l'artillerie, et le général Marescot qui commandait le génie : les troupes ont travaillé avec une ardeur incroyable, et leurs travaux ont été poussés avec une inconcevable rapidité... »

Les difficultés que présentait le siége de Maëstricht étaient grandes : il faisait un temps affreux ; la pluie était continuelle et la tranchée inondée ; il fallait triompher de tous les élémens : la place était défendue par une garnison nombreuse, et deux cents pièces d'artillerie étaient sur les remparts ; les artilleurs français firent taire le feu de la place, et cet avantage fut dû aux savantes dispositions du général Bollemont. La garnison hollandaise fut faite prisonnière de guerre.

En l'an 5, la fortune, qui semblait

avoir favorisé Bollemont, parut l'abandonner. L'ennemi menaçait Wurtzbourg, le parc d'artillerie était renfermé dans cette place, il fallait le dégager : Bollemont accourt, mais la place est investie ; il reste huit jours sans communication avec l'armée ; il est fait prisonnier et conduit loin des lieux temoins de ses triomphes.

Bientôt il est rendu à la patrie, à ses fonctions militaires. Le directoire exécutif sait apprécier ses services ; la carrière que le général Bollemont a parcourue n'offre rien qui ne fasse l'éloge de ce guerrier, et la patrie le compte au nombre de ses plus fidèles comme de ses plus anciens défenseurs. A son retour en France il est nommé inspecteur-général d'artillerie.

En l'an 8 il avait été choisi pour commander la place de Brest ; des circonstances s'opposèrent à ce qu'il acceptât cet emploi.

Trente-huit ans de services effectifs, un de nos parcs d'artillerie sauvé par ses

soins, des talens reconnus, méritaient une récompense. Le général Bollemont a été nommé, en l'an 10, membre du corps législatif, où il représente le département la Meuse.

BOMPART.

La marine française eut aussi ses héros dans le cours de la révolution. S'ils ne sont pas aussi nombreux que dans les armées de terre, la cause en est dans cet enthousiasme qui précipitait tous les Français vers les frontières, et ne permettait pas de s'occuper d'une guerre maritime ; la cause en est dans la trahison qui livra nos vaisseaux aux Anglais, devenus plus forts encore de notre faiblesse. Mais plusieurs fois on verra le courage suppléer au nombre, les ennemis victorieux acheter bien cher de légers triomphes; la marine française, si souvent détruite, renaître tout-à-coup pour combattre les prétentions orgueilleuses de ces insulaires, qui prétendaient à l'empire des mers, et leur prouver qu'ils n'étaient pas invincibles.

Dans ce petit nombre de marins que la France pouvait encore opposer à l'ambition

britannique, on distingue le contre-amiral Bompart. Né à Lorient, le 17 juillet, 1757, il fut marin dès sa plus tendre jeunesse, et ne s'éleva que par ses talens et sa bonne conduite. Sa réputation de bravoure est aujourd'hui solidement établie ; Bompart a fait ses preuves, et ne le cède à aucun officier de son grade en intelligence et en intrépidité : l'histoire de cette guerre en offre d'éclatans témoignages.

Dans le cours de l'an 7, le gouvernement français voulut convaincre l'Angleterre qu'une descente dans son île n'étaitpas une chose impossible : le plan du directoire paraissait être de favoriser les mécontens d'Irlande, comme les Anglais avaient fomenté les troubles de la Vendée, ou du moins de forcer ces derniers d'abandonner leurs projets contre les côtes de France. Plusieurs divisions navales eurent ordre de débarquer en Irlande avec des troupes et des munitions de guerre. Si ces expéditions ne furent pas heureuses, ce n'est pas que le courage et l'audace aient manqué aux soldats français; on a vu un petit nombre

d'entre eux, abandonné à ses propres forces, effrayer les Anglais par sa marche rapide, et ne succomber qu'accablé par la multitude, et après des prodiges de valeur. La difficulté n'eût pas été de vaincre, si des forces assez nombreuses eussent pu mettre pied à terre ; mais la multitude de vaisseaux ennemis qui croisaient sur les côtes d'Angleterre et d'Irlande avait rendu toute surprise presque impossible. Les Français, ayant à lutter à-la-fois et contre un ennemi si supérieur en nombre, et contre les difficultés de la saison, trouvèrent dans ces obstacles une nouvelle ardeur, et se signalèrent sur les mers par plusieurs actions d'éclat.

Bompart fut chargé de commander une de ces expéditions destinées à descendre en Angleterre. Sa division navale était composée des deux frégates *la Loire* et *la Résolue*, et du vaisseau *le Hoche*, sur lequel était le général Hardy, commandant en chef l'armée expéditionnaire d'Irlande. Cette petite division, composée de soldats intrépides, touchait presque au terme de

son voyage, lorsqu'elle fut rencontrée au nord de l'Irlande par une escadre anglaise. L'action s'engagea aussitôt de part et d'autre avec un égal desir de vaincre; les Anglais, ayant à défendre leur territoire et leur pavillon, réunissaient tous leurs efforts; les Français, victorieux sur terre, voulaient soutenir sur mer leur brillante réputation; le combat dura trois heures quarante-cinq minutes avec un acharnement dont on n'avait encore vu que peu d'exemples; la frégate *la Loire* soutint d'abord trois combats, dont un avec toute la division, et deux particuliers, dans l'un desquels elle avait eu l'avantage; mais au troisième elle se trouva engagée avec un vaisseau rasé nommé *l'Anson*, et fut forcée d'amener, après avoir eu tous ses mâts renversés, ses vergues brisées; en un mot, rasée comme un ponton. Ce fut dans cet état honorable qu'elle fut traînée en Angleterre. *La Résolue*, quoique coulant bas d'eau, même avant la rencontre de l'ennemi, ne fit pas une moindre résistance.

Bompart montait le vaisseau *le Hoche*,

qui soutint seul le combat le plus terrible; il fallut qu'il résistât pendant plus de trois heures contre quatre vaisseaux de ligne anglais et une frégate. Les officiers et les soldats de terre et de mer firent des prodiges de valeur; mais enfin il fallut céder au nombre. Déjà le vaisseau avait cinq pieds d'eau dans la cale lorsqu'il fut amariné; le poste des chirurgiens était tellement encombré de blessés, qu'il n'en pouvait plus recevoir; toutes les manœuvres étaient coupées, les voiles en lambeaux, les batteries presque toutes démontées. Trois fois les gaillards avaient été complètement balayés; les sabords de la première et de la deuxième batteries n'en formaient plus qu'un; les mâts et les vergues, extrêmement endommagés, menaçaient d'écraser l'équipage par leur chûte; enfin, réduit à l'impossibilité de gouverner, prévenu pour la seconde fois qu'il n'y avait plus de place au poste pour les blessés, ne pouvant plus compter sur le secours des frégates, forcé de céder au nombre qui l'accablait, le chef de division Bompart se détermina à amener le pavillon

national, après en avoir défendu l'honneur avec une intrépidité digne d'un meilleur destin.

Cette glorieuse résistance valait la victoire elle-même. Bompart, prisonnier des Anglais, reçut de leur part des témoignages d'estime pour la bravoure qu'il avait montrée dans le combat. Lorsqu'il fut rendu à sa patrie, le directoire s'empressa de récompenser ses services et son zèle, en lui confiant un commandement dans l'armée navale de Brest, alors sous les ordres de Delmotte.

Sous le gouvernement consulaire, la marine a fixé plus particulièrement l'attention du chef de l'état; par lui, la France doit reprendre, parmi les puissances maritimes, le rang que lui ont assigné la nature, ses relations commerciales et son industrie. Le sentiment de l'honneur national renaît dans les cœurs de nos braves marins, et sous un gouvernement avide de tous les genres de gloire, les honneurs et l'avancement deviennent la récompense des talens et du dévouement à la patrie. Bompart

ne pouvait pas être oublié dans la liste des officiers à qui la France a confié le soin de la défendre; ses services passés ont été appréciés, et Bonaparte s'est empressé de le mettre à même d'en rendre de nouveaux, en le nommant, le 29 frimaire an 11, commandant du superbe vaisseau *le Formidable*, alors dans le port de Toulon.

BON.

Les dix années de guerre de la révolution contiennent plus de glorieux faits d'armes, plus de triomphes militaires qu'aucun des siècles les plus brillans de notre histoire. Il faut remonter jusqu'à Charlemagne pour trouver la France aussi vaste en territoire, aussi puissante par la force des armes. Et à qui devons-nous cet éclat, cette puissance? Disons-le avec vérité, c'est au patriotisme et à la bravoure des armées françaises.

Recevez l'hommage de la reconnaissance nationale, braves guerriers, qui, presque tous moissonnés dans la fleur de l'âge, avez assez vécu pour l'immortalité, mais trop peu pour votre patrie. Morts illustres, noms célèbres, vous serez placés à côté de tous les noms que les siècles sont accoutumés à révérer. Un temps viendra où le souvenir de vos exploits étant encore rendu plus vénérable par l'ancienneté, nos neveux,

que dis-je? le monde entier vantera cette incroyable bravoure des soldats de la liberté.... Un temps viendra où l'on cherchera avec respect sur le marbre et l'airain ces noms immortalisés par une foule d'actions d'éclat. Heureuses les familles qui y trouveront les leurs ! Les historiens les conserveront dans leur pages fidèles ; les poëtes les célébreront dans leurs chants divins, et les musiciens les feront voler de bouche en bouche.

Semblable à ces guerriers généreux qu'une mort fatale enleva dans les combats, le général Bon, à qui cette notice est consacrée, s'endormit au sein de la gloire ; les mêmes lauriers couvrent sa tombe, la même place l'attend dans les fastes militaires de la France et dans les cœurs de ses concitoyens.

Le général Bon naquit à Valence, département de la Drôme. Une imagination vive, un caractère impétueux signalèrent ses premières années : l'éducation dirigea ses inclinations naissantes, et lui permit d'aspirer à sortir un jour de l'obscurité. Il fit ses premières armes à l'armée des Pyrénées, sous

les ordres du général Dugommier. En l'an 2, il était chef de brigade dans la division de droite commandée par Augereau, et dans plusieurs combats il donna l'exemple du courage au neuvième bataillon de la Drôme, qui l'avait jugé digne de le commander.

Il se distingua particulièrement à la prise du camp de l'Etoile par les Espagnols, en messidor an 2. Chargé de cette expédition, il partit à la tête d'une colonne, pénétra dans le camp au pas de charge, battit ou dispersa tout ce qui s'y trouvait, et fit plusieurs prisonniers, du nombre desquels étaient un colonel, deux lieutenans-colonels et plusieurs autres officiers.

Nous passerons rapidement sur plusieurs autres combats où sa bravoure contribua à décider la victoire; d'autres événemens d'un plus grand intérêt vont fixer notre attention; déja le général Bon nous attend en Italie, dans les champs des dangers et de la gloire.

Parmi les guerriers qui suivirent Bonaparte dans ses premières campagnes, Bon occupe un rang distingué. Celle de

l'an 4 nous rappelle qu'il contribua à fixer la victoire sous les drapeaux français, et l'on peut citer comme un éclatant témoignage de sa bravoure le succès qu'il obtint à la bataille de S.-Georges, lorsque Wurmser, poursuivi, fut obligé de se jeter dans Mantoue.

Dans la campagne de l'an 5, il commanda la colonne mobile de l'armée d'Italie, et cette colonne se fit remarquer dans toutes les circonstances où le courage et l'habileté des chefs, la confiance et l'intrépidité des soldats furent nécessaires pour décider le sort en notre faveur. Le fameux combat d'Arcole eût suffi à sa réputation, s'il ne s'était d'ailleurs signalé dans plusieurs occasions importantes. Dans le mois de brumaire, l'armée d'Italie, poursuivant le cours de ses triomphes, se trouva tout-à-coup arrêtée devant le village d'Arcole; les ennemis, au moyen de leur position retranchée et du feu terrible de leur artillerie, opposèrent la plus vigoureuse résistance; l'avant-garde des Français fit toute la journée des efforts inutiles; ce fut en

vain que les généraux, sentant l'importance du temps, se précipitèrent à la tête des troupes, pour obliger les colonnes à passer le petit pont d'Arcole; trop de courage les perdit, ils furent presque tous blessés: le général Bon, emporté par sa bouillante ardeur, brava le danger; il fut mis hors de combat.

Sa blessure priva quelque temps l'armée de ses services. Cependant Bonaparte, à qui son zèle et ses talens n'avaient pas échappé, saisit l'occasion de l'employer dans une mission délicate et importante, mais qui ne l'exposait pas aux fatigues d'une campagne aussi active. Il lui confia le commandement de la huitième division militaire. Alors le midi de la France était en proie aux fureurs des réactions et des discordes civiles. Le général Bon, arrivé à Marseille, ne négligea rien pour justifier un choix qui l'honorait, et remplir dignement la mission qui lui était confiée.

Etranger à toute querelle politique, il n'avait jamais combattu que pour la gloire et pour le salut de sa patrie; mais il trouvait

des malheurs à réparer, il se crut heureux de pouvoir essuyer quelques larmes, et embrassa avec chaleur la cause de l'humanité. Persuadé que le seul remède aux discordes qui divisaient les habitans du midi était l'oubli du passé, il s'appliquait à étouffer dans tous les cœurs des souvenirs trop douloureux. Plusieurs fois son éloquence persuasive rendit le calme à des malheureux aigris par la fureur et le désespoir. Ces premiers succès redoublèrent ses généreux efforts, et dans plusieurs villes soumises à son commandement le sang cessa de couler sous les poignards des réactions et des vengeances.

S'il fut quelquefois contraint d'employer, comme à Tarascon, la force pour arrêter les fureurs de la guerre civile, ce ne fut jamais qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation qui étaient en son pouvoir; enfin ces contrées malheureuses lui durent en partie le retour de la paix et de la tranquillité. Cette victoire, remportée sur la haine et les passions, n'est peut-être pas aussi brillante que celle qui est le fruit de

l'audace et des talens militaires, mais elle est plus chère aux yeux de la nature et de l'humanité.

Le général Bon, après avoir rempli sa mission avec tout le succès qu'on pouvait attendre de ses talens et de son patriotisme, cessa pendant quelque temps d'être cité au nombre de nos guerriers ; mais le bruit de l'expédition d'Egypte a ranimé son amour pour la gloire ; il brûle de moissonner de nouveaux lauriers. Bonaparte l'accueillit avec intérêt, et lui confia le commandement d'une division.

Bientôt l'expédition met à la voile ; la flotte française paraît devant Malte, s'empare de cette île, et se dirige vers l'Egypte. Déja elle est à la vue d'Alexandrie ; les habitans semblent vouloir opposer quelque résistance ; Bonaparte ordonne l'attaque. Les assiégés qui bordaient les remparts font un feu très-vif, mais qui devient nul du moment où nos troupes parviennent au pied des murailles. En vain ils font pleuvoir sur elles une grêle de pierres ; les soldats et les généraux trouvent en même temps les

moyens d'escalader les remparts ; tout ce qui est derrière prend la fuite, et l'armée française entre triomphante dans la ville.

Le génaral Bon eut une part glorieuse à ce premier triomphe, qui fut le présage de succès plus grands encore. Il marcha sur Rosette, et entra le premier dans l'enceinte des Arabes qui la défendaient. C'était le 19 messidor an 7 que l'armée avait quitté Alexandrie pour se porter sur le Caire ; quelques escarmouches avec les Mameloucks retardèrent sa marche ; elle les vainquit aux combats de Rhamanié, de Chebreisse ; le 2 thermidor, elle aperçut les pyramides, et fut obligée d'y livrer un nouveau combat, dont elle sortit encore victorieuse.

Enfin on arriva au Caire ; les beys y étaient retranchés avec plus de soixante pièces de canons. Mourat-Bey qui défendait la ville, fit charger les Français par les plus braves de sa cavalerie, et avec la rapidité de l'éclair ; ils furent reçus la baïonnette au bout du fusil et par une grêle de balles ; en un instant le champ de bataille fut jonché de leurs morts. Le Caire fut

attaqué ; le général Bon et le général de brigade Vial emportèrent, à la tête des colonnes, un poste dont la prise détermina la ville à ouvrir ses portes, et Bonaparte y fit son entrée.

Si nous suivons les Français dans les combats qu'ils furent obligés de livrer coup-sur-coup, et contre des forces infiniment supérieures, nous ne saurions donner assez d'éloges à la contenance et au sang-froid qu'ils montrèrent dans toutes les occasions. Ce genre de guerre, tout nouveau pour eux, exigeait de leur part une patience qui contrastait avec l'impétuosité française. On ne peut douter que s'ils se fussent livrés à leur ardeur, ils n'eussent point obtenu la victoire. Ils avaient à combattre la cavalerie des Mamelouckes, qui affrontaient la mort avec le plus grand courage, parce qu'ils défendaient à-la-fois leur vie et leur fortune. En effet, il n'y en avait pas un d'eux sur lequel les Français ne trouvassent quatre ou cinq cents pièces d'or ; et, après le combat sanglant qui eut lieu devant le Caire, les grenadiers envoyés à la poursuite des Ma-

meloucks se partageaient l'or et l'argent, non en le comptant, mais en le mesurant dans la forme de leurs chapeaux.

Cependant Bonaparte, après s'être rendu maître de tout ce qui l'entourait, avait résolu de profiter du délai de deux mois qui lui restait avant la saison propre au débarquement, de poursuivre les débris de l'armée ennemie, et nourrir pendant cet espace de temps la guerre dans le cœur de la Syrie ; mais avant de partir pour cette expédition, il forma le projet de se rendre maître de Suez, et de faire lui-même la reconnaissance de ce point important pour le commerce de l'Inde, résoudre le problème de l'existence du canal qui a dû joindre la mer Rouge à la Mediterranée, et sur lequel l'histoire jusqu'alors n'avait laissé que des doutes. Bonaparte se fit précéder du général Bon, qui traversa le désert avec quinze cents hommes et deux pièces de canons, et prit possession de Suez le 17 frimaire.

Son séjour dans cette ville ne fut pas de longue durée ; il y reçut la nouvelle

que Djezzar venait d'être nommé pacha d'Acre et d'Egypte, qu'il rassemblait des troupes à la hâte, et que déja un gros corps d'armée s'approchait du port d'El-Arisch, situé à une journée de l'entrée du désert. Bonaparte a bientôt pris un parti, il marche lui-même à la rencontre de l'ennemi. Le général Bon est un de ses lieutenans. La colonne qu'il commande n'est forte que de deux mille quatre cent quarante-neuf hommes; mais le courage infatigable de ces braves sait dérober à l'ennemi la faiblesse de leur nombre.

El-Arisch est bientôt contraint de se rendre; la garnison, forte de cent soixante hommes, capitule sous la condition d'aller à Baydat par le désert. L'armée continue sa marche, et, après avoir traversé quatre-vingts lieues dans des sables arides et brûlans, elle arrive devant Gaza. Un corps nombreux de cavalerie ennemie était posté à deux lieues de la place. Bonaparte fait aussitôt former trois divisions, chacune dans un ordre carré; celle du général Bon était au centre. On manœuvra dans cette

disposition pour attaquer l'ennemi, mais sans pouvoir lui faire accepter le combat. Il se retira vers la fin jour, et Gaza ouvrit ses portes.

Le 14 ventose, deux divisions formèrent l'investissement de Jaffa; elles prirent leur camp sur les hauteurs. Dans la soirée du même jour, le général Bon alla reconnaître la place; le front d'attaque est décidé au sud, sur les hauteurs qui bordent la mer, et touchaient à la partie de la défense la plus élevée et la plus forte de la place. Jaffa était fermée d'une muraille sans fossés, flanquée de bonnes tours avec du canon. Sur la mer, se trouvent deux forts qui défendent le port et la rade. Tous ces obstacles ne font qu'enflammer l'ardeur de la troupe; on ouvre la tranchée. En vain l'ennemi tente deux sorties, il est repoussé chaque fois avec perte d'un grand nombre d'hommes.

Le 16 ventose au matin, les batteries commencèrent leur feu; la brèche parut bientôt praticable, et l'attaque fut ordonnée. Les carabiniers de la vingt-deuxième légère

s'élancent les premiers, plusieurs officiers distingués tombent en donnant l'exemple de l'intrépidité. Leur mort change en fureur le courage des soldats; ils se précipitent à la brêche, la gravissent à travers une grêle de balles, se logent dans la tour carrée, et la couronnent. L'ennemi fait d'inutiles efforts pour attaquer et repousser les assiégeans, qui se trouvent soutenus par la division Lanusse et par notre artillerie, qui foudroyait la ville en suivant leurs progrès. Ils gagnent de toits en toits, de rues en rues, bientôt ils ont couronné et pris le fort; déjà ils sont sur le port: la terreur s'empare de la garnison, la plus grande partie est passée au fil de l'épée, et les Français ne trouvent plus rien qui ose leur opposer quelque résistance. Environ trois mille égyptiens échappés à l'assaut, sont renvoyés en Egypte et rendus à leurs familles.

La prise de cette place était de la plus grande importance; elle devenait par sa situation l'entrepôt de tout ce qui devait arriver à l'armée, de Damiette et d'A-

lexandrie. L'armée poursuivit sa marche sur Acre ; mais avant d'y arriver, il fallut encore en venir aux mains. Abdalla, pacha, se trouvait avec mille chevaux sur les hauteurs de Korsum, ayant à sa gauche un corps d'environ cinq mille Naplousains qui occupaient la montagne. Son projet était de s'opposer aux progrès des Français, en prenant position sur leur flanc, de les inquiéter, et de les engager dans les montagnes de Naplouse, afin d'arrêter leur marche sur Acre.

Bon fut un des généraux qui se précipitèrent sur la cavalerie d'Abdalla, et la forcèrent à la retraite, après un combat que le nombre des ennemis et l'avantage de leur position rendirent extrêmement difficile.

Enfin l'armée française parut devant Acre : on ne connoissait pas l'état de la place ; la facilité avec laquelle Jaffa venait d'être prise avait fait croire qu'elle n'opposerait pas une plus longue résistance ; on se trompa. Cette ville présentait des fortifications régulières, une garnison nom-

breuse ; et sa communication avec la mer lui permettait de recevoir des renforts et des provisions pour soutenir un long siége. Tous ces obstacles étaient d'autant plus difficiles à surmonter, que les Français n'ayant pu traîner une artillerie de siége au travers du désert n'avaient pour battre la place qu'une faible artillerie de campagne consistant en quatre pièces de douze, huit pièces de huit, et quatre obusiers.

Mais que n'eût pas tenté une armée que l'audace et le génie avaient si souvent conduite à la victoire ? La brêche est à peine commencée, et déja l'impatience des troupes a décidé l'assaut. Les grenadiers s'élancent, un fossé de quinze pieds de profondeur ne peut arrêter leur courage ; les échelles sont dressées ; on gravit la brêche ; mais la contrescarpe ne peut être franchie : le feu de la place est terrible, plusieurs braves sont tués, et le reste des grenadiers est contraint à la retraite.

Pendant qu'une poignée de héros se signalait devant Acre, par des prodiges de bravoure, ou trouvait sur la brêche une

mort glorieuse ; une multitude innombrable d'ennemis accourait de tous les points, et s'avançait sur Acre pour en faire lever le siége. Jamais armée ne se trouva dans une position plus critique ; jamais le sang-froid et le génie ne préparèrent un plus éclatant triomphe. Bonaparte a jugé qu'il fallait un bataille décisive contre une multitude qui ne combat que quand elle veut, et qui pouvait le harceler avec l'avantage du nombre ; il a senti les inconvéniens de se battre près de sa position devant Acre, et les dispositions sont faites pour aller au-devant de l'ennemi, l'attaquer sur tous les points, et le forcer à repasser le Jourdain.

La bataille du Mont-Thabor, ou de la pleine d'Esdredon, sera célèbre dans les fastes de la campagne d'Egypte ; elle offre une nouvelle preuve que jamais Bonaparte ne fut plus près de remporter une victoire signalée qu'au moment où la fortune semblait vouloir l'abandonner. Plusieurs divisions, parties du camp d'Acre par diverses routes, tombent à l'improviste sur

l'ennemi, et en font un grand carnage. En vain deux mille Français sont enveloppés par vingt mille hommes de cavalerie; en vain chacun de nos soldats est obligé de faire face à quinze ou vingt Arabes armés jusqu'aux dents; nos bataillons se battent en désespérés. Formés en trois carrés, dont un de cavalerie, il manœuvrent avec tant d'habileté qu'ils réussissent à tourner l'ennemi à une grande distance, le séparent de son camp, lui coupent la retraite sur Jennin, où étaient ses magasins, et taillent en pièces tout ce qui ne peut se soustraire par la fuite à une mort inévitable.

Le général Bon, partit d'Acre à la tête de sa division, rendit les plus grands services dans cette journée; ce fut lui qui, le 27 germinal au matin, paraissant tout-à-coup sur les derrières de l'ennemi au moment ou Kléber était engagé dans le combat le plus difficile, ranima par sa présence le courage des troupes, et contribua au succès de cette bataille mémorable.

Toujours infatigable, le général Bon courut affronter de nouveaux dangers. Le

siége d'Acre était repris : il ambitionne l'honneur de commander un nouvel assaut, et Bonaparte le charge d'attaquer avec sa division, dans la nuit du 18 au 19 floréal, les places d'armes de l'ennemi, d'enlever les boyaux qui flanquaient la brêche ; et particulièrement celui qui couronnait le glacis, et de se loger dans ces ouvrages, ainsi que dans la tour de brêche, après avoir égorgé tout ce qui s'y trouverait.

Ces ordres sont exécutés ; à dix heures du soir, les deux places d'armes, le boyau de glacis, la tour de brêche sont enlevés ; on parvient à se loger dans la tour ; les places d'armes sont encombrées de cadavres ennemis ; on encloue plusieurs pièces de canon ; plusieurs drapeaux sont pris : jamais enfin on ne déploya plus de valeur et d'intrépidité. Mais que peut le courage contre des fortifications que l'art et la nature ont rendu presqu'imprenables? les grenadiers font leur retraite, emportant avec eux les trophées glorieux de leur audace.

Le général Bon fut légèrement blessé dans cette attaque ; cependant on le vit

encore au premier rang dans le combat du 20 floréal. Bonaparte s'est avancé pendant la nuit, à deux heures du matin, au pied de la brêche ; les grenadiers ont ordre de monter pour surprendre l'ennemi : ils y parviennent, égorgent les postes ; mais ils trouvent des retranchemens intérieurs qui les arrêtent, et ils se retirent. Vers quatre heures de l'après - midi, le général Bon se décide à tenter un nouvel assaut ; mais l'ennemi était sur ses gardes, ses postes avaient été renforcés, le combat fut long et meurtrier ; l'armée d'Orient y perdit un de ses plus braves officiers : le général Bon à la tête des grenadiers, y fut blessé mortellement.

Ainsi périt, dans les plaines de la Syrie, ce guerrier que Bonaparte avait si souvent associé à ses succès. Regretté des soldats qu'il avait conduits à la victoire dans les Pyrénées, dans l'Italie, en Egypte ; estimé de ses concitoyens pour ses vertus civiles, ses sentimens nobles et généreux, le général Bon mérite d'être cité avec honneur parmi les guerriers qui sont morts pour leur patrie.

Les habitans de la ville de Valence où il avait reçu le jour, se sont empressés d'élever à sa mémoire un monument qui rappelât son dévouement, sa vie glorieuse, sa mort illustre ; et la postérité qui juge les belles actions, saura sans doute distinguer son nom parmi ceux qui ont des droits à l'estime et à l'admiration publiques.

Fin du Tome premier.

TABLE ALPHABETIQUE

DES NOTICES

contenues dans ce premier volume.

LES GÉNÉRAUX

ABATTUCCI.	page 1
ABOVILLE.	10
ANDRÉOSSY.	15
ANSELME.	31
AUBERT-DUBAYET.	41
AUGEREAU.	73
BARAGUAY-D'HILLIER.	110
BEAUHARNAIS.	133
BEAUPUY.	166
BÉGUINOT.	179
BÉLIARD.	194
BERNADOTTE.	213
BERRUYER.	252
BERTHIER.	256
BESSIÈRE.	299
BEURNONVILLE.	307

BEYSSER. 347
BIRON. 360
BLANQUET-DUCHAYLA. 373
BOISGÉRARD. 381
BOLLEMONT. 384
BOMPART. 390
BON. 397

Fin de la Table.

Biblioteka APW
X445/1

